

QUINZE NOUVELLES
EXÉCUTIONS EN IRAN

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,20 Df; Maroc, 2,30 dir; Tunisie, 2,20 m.;
Allemagne, 1,70 M; Autriche, 14 sch.; Belgique,
17 fr.; Canada, 5,10; Côte-d'Ivoire, 255 F CFA;
Danemark, 4,75 kr; Espagne, 30 pes.; E.U., 35 p.;
France, 30 fr.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 rls.;
Israël, 700 l.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 fr.;
Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,
35 esc.; Suède, 228 F CFA; Suède, 3,75 kr.;
Suisse, 1,20 fr. S.A.; Tch. 100 cts; Yougoslavie, 28 din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'élargissement de la C.E.E.

Les Neuf invitent l'Espagne et le Portugal
à se montrer patients

Un coup de pouce à l'armement allemand

La décision prise lundi 21 juillet par le conseil de l'Union de l'Europe occidentale d'annuler les limitations imposées au tonnage des navires de guerre de la R.F.A. en 1954 ne manquera pas de relancer, en France surtout, l'éternelle polémique sur l'armement allemand. Dans « l'immunité » de ce mardi, M. Boucheny, sénateur de la Seine, s'en émeut en demandant « quelle va être la position de l'Europe ? Celle-ci est, bien entendu, déjà arrêtée, et la décision de l'U.E.O. a été prise à l'unanimité des sept Etats membres (Allemagne fédérale, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Luxembourg). Les Sept considèrent qu'il n'y a pas lieu à ratification parlementaire et qu'ils n'agissent pas en dérogation des traités. Ils n'ont pas annulé le protocole imposant à l'Allemagne fédérale des restrictions d'armement, mais simplement certaines de celles-ci, ce qu'ils peuvent faire par un vote unanime.

Ce n'est pas la première fois que la R.F.A. obtient un tel allègement, autorisé « au coup par coup », mais il s'agit cette fois d'un « coup » d'une beaucoup plus grande portée que les précédents. C'est toute une catégorie de limitations qui disparaît. Selon le traité de Bruxelles, modifié par les accords de Londres et de Paris de 1954 (destinés à encadrer le réarmement allemand), l'Allemagne fédérale ne pouvait construire de navires de combat de plus de 3 000 tonnes et de sous-marins de plus de 1 800 tonnes, avec une exception pour huit destroyers pouvant atteindre 6 000 tonnes et un navire d'entraînement de 5 800 tonnes. Ce sont ces dispositions qui disparaissent.

En revanche, il est toujours interdit aux Allemands de construire des fusées à longue portée, des bombardiers stratégiques, et de se doter de tout armement atomique, biologique et chimique. Le gouvernement de Bonn ne manquait pas d'arguments pour réclamer l'abrogation des limitations navales. Argument politique d'abord : le conseil de l'U.E.O. souligne que sa décision améliorera « la capacité de défense de l'atlantique ». La R.F.A. fournissant la plus forte contribution classique à la défense alliée en Europe, comment, en ces temps de tension, lui refuserait-on d'y contribuer plus encore ? En intervenant en Afghanistan, le Kremlin facilite le réarmement allemand, comme ce fut le cas, jadis, pendant la « guerre froide ».

Argument économique : en obligeant les Allemands à demander des dérogations pour la construction de certains navires, l'Allemagne était en position d'infériorité sur les marchés étrangers.

Argument psychologique, enfin : toute classe « discriminatoire » limitant l'armement allemand est humiliante.

Vient-on, ou non, faire progresser une défense proprement européenne ? Celle-ci figurait en bonne place, rappelons-le, dans les projets européens du général de Gaulle qui n'ont pas vu le jour, et occupe un chapitre, resté lettre morte, du traité de coopération franco-allemand. Une seule organisation européenne pour la défense est en état de marche : l'U.E.O.

Toute réactivation suppose cependant des modifications techniques et politiques dont M. von Hassel, ancien ministre de la défense de la R.F.A., s'est fait l'avocat. La France, étant plus que tout autre Etat européen sensible à ce qui touche l'armement de l'Allemagne, n'aurait-elle pas avantage à prendre des initiatives pour faire fonctionner une organisation qu'elle a voulue, qui, selon ses vœux, n'est pas supranationale, mais qui est au point mort depuis vingt-cinq ans ?

Les Neuf ont invité les Espagnols à ne pas trop se faire d'illusions sur la possibilité de conduire à un rythme rapide les négociations devant aboutir à leur adhésion à la Communauté.

Tel est le sens de la déclaration faite en leur nom par M. Gaston Thorn, ministre des affaires étrangères du Luxembourg et président en exercice du conseil des ministres de la C.E.E., lors d'une conférence de négociation au niveau ministériel qui s'est tenue lundi soir 21 juillet à Bruxelles. Le texte en avait été arrêté auparavant par les Neuf.

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — L'exercice d'identification des problèmes, engagé en septembre 1979 et qui, selon les habitudes de la Communauté, précède la phase active de la négociation, n'est pas achevé, puisque deux chapitres essentiels, ceux de l'agriculture et de la pêche, n'ont pas encore été abordés.

La déclaration de la présidence souligne à leur propos que « l'établissement de la position de la Communauté nécessite d'importants travaux préparatoires qui ont déjà été entamés entre les Neuf en ce qui concerne l'agriculture et qui le seront prochainement pour la pêche ». Il est ajouté que ces travaux devront être « menés en profondeur ».

PHILIPPE LEMAITRE
(Lire la suite page 22.)

L'ASSASSINAT DE M. SALAH BITAR

Lire page 5.

L'article d'Eric Rouleau :
en « fête de liste » des
hommes à abattre.

AU JOUR LE JOUR QUALITÉ FRANCE

Dans le plan de lutte antialcoolique que vient de publier le professeur Jean Bernard, on apprend que les Français d'ici à l'an 2000 ont le record du monde des poivrots, avec une consommation de 16 litres d'alcool pur par personne et par an.

Cette drogue nationale, qui tue chaque année vingt mille personnes, ne semble pas avoir fait l'objet de campagnes de presse aussi intensives que pour les drogues exotiques comme la marijuana ou le haschisch. Sans doute la culture du cannabis est-elle, dans notre beau pays, moins protégée que celle de la vigne, ce qui expliquerait cet « oubli » des professeurs de morale. Mais peut-être, après tout, ces derniers ont-ils compris que les Français boivent pour oublier qu'ils sont drogués.

BERNARD CHAPUIS.

L'élection présidentielle

- Les gaullistes ne se sentent pas liés par la solidarité majoritaire
- M. Chirac s'abstient d'attaquer le P.S.

En publiant, mardi 22 juillet, à la veille de la trêve politique du mois d'août, une déclaration de forme quelque peu solennelle (lire page 7), M. Jacques Chirac manifeste son souci de mettre les choses au point, en ce qui le concerne, à neuf mois de l'élection présidentielle, et d'énoncer les principes sur lesquels s'appuient, en ce moment, ses réflexions.

Le maire de Paris précise qu'il ne révélera sa décision d'être candidat — ou de ne pas l'être — à l'élection présidentielle que « le moment venu », c'est-à-dire à la fin de l'année ou au début de 1981.

Il énumère cependant d'ores et déjà quatre principes qui peuvent laisser croire qu'il « penche » très sérieusement pour une candidature mais qu'il se donne encore le temps de la réflexion et la liberté d'apprécier les circonstances qui se présenteront d'ici là.

C'est la première fois que M. Chirac aborde d'une façon aussi précise le problème de l'élection présidentielle. Cette mise au point est justifiée non seulement par le fait que la campagne électorale est déjà — dans la réalité — bel et bien ouverte, mais aussi en raison des pressions en sens opposés qui s'exercent sur le maire de Paris.

L'annonce de la candidature de M. Michel Debré a accentué depuis quelques jours ces tendances antagonistes. Beaucoup d'amis du président du R.F.R. le pressaient de se déclarer candidat sans tarder, pour enrayer le trouble relatif qui s'est emparé d'une partie des militants de son parti.

Beaucoup d'amis de M. Debré, en revanche, pensent que M. Jacques Chirac ne peut plus désormais se lancer dans la course à l'Elysée. Ils assurent que le maire d'Amboise aurait à incarner le gaullisme et ils argumentent au maire de Paris de plus grandes chances en 1988.

Les deux anciens premiers ministres étaient pourtant convenus,

au cours d'un déjeuner en tête à tête, le 31 mai dernier, de se présenter mutuellement de leurs décisions et, en tout état de cause, de ne pas se déclarer avant le mois de septembre. Or, sans en avertir M. Chirac, M. Michel Debré a annoncé sa candidature dès le 30 juin. Des encouragements divers — donc un grand nombre venant d'adversaires du maire de Paris — l'ont convaincu de précipiter le mouvement pour prendre de court le président de son parti.

Lui-même assure que ce sont uniquement les propos tenus par M. Chirac d'ici à la fin de la conférence de presse du 28 juin, avec lesquels il s'est senti en désaccord, qui l'ont décidé. Depuis lors, d'ailleurs, ni M. Chirac ni M. Debré n'ont assumé de charges politiques, avec leur cortège d'inconvénients, ce n'est que pour aider à l'affirmer dans toute la mesure de ses moyens. C'est cette même vision qui se présente à moi à l'approche de chaque échéance de conséquences nationales.

Dans les situations difficiles, prenez toujours la position la plus élevée. Vous n'y trouverez pas d'encombrement », disait volontiers de Gaulle, au temps de Londres, et alors qu'il n'y avait pas, précisément, d'encombrement autour de la croix de Lorraine.

Ce conseil, certains ne l'ont pas oublié ; et Michel Debré, qui paraît en avoir fait sa devise, vient, l'appliquant, de rendre un grand service politique à la France. Sur la campagne présidentielle, qui menaçait de dériver à ras des trottoirs, il fait soudain passer l'air salubre des hauteurs. Les choses ne pourront plus être demain ce qu'on pouvait craindre qu'elles seraient. Sa présence dans la compétition va obliger de situer le débat au seul niveau qui convienne, celui des principes essentiels et des intérêts supérieurs du pays.

Nul système électoral n'est parfait. Etant tous destinés à établir (*) Député de Paris (R.P.R.), membre de l'Académie française.

André Passeron.
(Lire la suite page 7.)

Le conflit des universités

La conférence des présidents demande audience à M. Barre

Incohérence

Le bureau de la conférence des présidents d'université vient de demander à être reçu par le premier ministre.

Dans un communiqué, le bureau de l'organisme qui regroupe les soixante-seize présidents d'université estime que la liste des habilitations à délivrer des diplômés de deuxième et troisième cycle doit être reconsidérée, les décisions du ministre des universités risquant d'aboutir à la scolarité des universités françaises.

Depuis que sont connues les décisions du ministre — qui ont notamment pour conséquence de faire disparaître de nombreuses formations — d'autres protestations proviennent des horizons les plus divers.

Les partis de gauche dénoncent l'esprit de revanche politique et l'attitude aux libéralités. Plusieurs syndicats insistent sur l'aggravation des inégalités régionales et sur l'adaptation de l'enseignement à la crise économique.

Plus près de la majorité, la Lettre de la Nation oppose à l'université de Mme le ministre, formant une classe supérieure d'étudiants à l'université de la faculté, la cour des miracles de la culture pour les émigrés de la connaissance.

(Lire nos informations page 10.)

Mme Saunier-Sellé n'aime pas affronter directement l'adversaire. C'est fût-elle choisie pour lancer en toute tranquillité des réformes impopulaires, comme l'an dernier le nouveau statut des universitaires. Et lorsque l'aval du Parlement est nécessaire, les séances de nuit lui sont favorables (les élections aux conseils d'université). Mais — une fois n'est pas coutume — la carte des formations de deuxième et troisième cycles déclenche, aujourd'hui, une véritable levée de boucliers.

Si les réactions des syndicats et partis de gauche ne sont pas inattendues, certaines prises de position des milieux proches de la majorité sont plus surprenantes. Les présidents d'université, dont les sensibilités politiques sont très diverses, ne mènent pas leurs mois : ils orientent au « pèleri » de toute l'institution universitaire et en appellent au premier ministre.

Pourtant, personne ou presque n'avait, à l'origine, contesté la nécessité d'établir une carte des formations plus conforme à l'évolution des besoins. A condition de le faire dans la concertation et la cohérence. Certes, la Commission nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche a consacré plusieurs semaines à l'étude des dossiers d'habilitation. Mais le ministre a fait fi de son avis, dont la pertinence était pourtant reconnue par les divers partenaires, pour prendre des décisions pour le moins incohérentes.

Ainsi, et sans crainte de se contredire elle-même, Mme Saunier-Sellé a retiré aux universités l'autorisation de délivrer des diplômes de docteur ingénieur. Or depuis son arrivée au gouvernement, c'est elle qui a le plus vigoureusement plaidé la cause de la professionnalisation des formations en liaison avec l'économie.

De même, après avoir insisté sur les liens qui doivent se tisser avec les régions, elle ne craint pas, aujourd'hui, d'affaiblir leur dynamisme en abaissant des pans entiers de leurs universités.

Choix arbitraires et règlements de comptes semblent résumer, pour l'instant, la politique de Mme Saunier-Sellé.

THÉÂTRE MUSICAL A AVIGNON

L'austérité fertile de Beckett

Transporter le théâtre de Beckett sur une scène d'opéra, y a-t-il un compositeur en quête d'un livret se prêtant à un traitement musical contemporain qui n'y ait pas pensé, au moins une fois ? Beaucoup ont renoncé parce que ces textes troués de silences, ces mots rythmés comme les périodes d'une mélodie, la préférence donnée aux sonorités sur la signification immédiate, sont déjà de la musique, mais quelques-uns, séduits par la gogole que représente l'expérience, n'ont pas hésité à risquer le tout pour le tout.

Heinz Holliger (1939) est de ceux-là. Abordant le problème de front, il ne s'est pas contenté de déposer de la musique le long des phrases de Beckett : pour les deux ouvrages présentés à la chapelle des Penitents blancs d'Avignon — « Vo-et-Vient », en création française, et « Pas moi » en création mondiale, — Holliger a choisi de mettre à plat son modèle pour le reconstruire avec les matériaux et la syntaxe qui sont ceux du compositeur.

GÉRARD CONDE
(Lire la suite page 13.)

DES LIVRES SEUIL POUR TOUS LES TEMPS



Maurice Genevoix
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
Trente mille jours
"On ne pouvait espérer plus émouvante et fidèle autobiographie"
Jérôme Garcin / Les Nouvelles littéraires
285 pages

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Aujourd'hui

AUSTRALIES : un pasteur à Ruruta (I)

(Page 15.)

Le Monde

ÉNERGIE

idées

La logique de la nécessité

par GEORGES LUCENET (*)

Où trouver les 15 à 25 milliards de tonnes d'équivalent pétrole dont le monde aura besoin en l'an 2000 ? Georges Lucenet pense que les sources d'énergie seront alors le pétrole — toujours lui — et le nucléaire. Alain Bombard et Paul Quilès se font les avocats de l'énergie solaire, reine des énergies nouvelles. Jean-Philippe Mangin voit, pour la France, la solution dans la diversification et la régionalisation.

Le marché de l'énergie a pris désormais des dimensions considérables. Économiquement, son chiffre d'affaires dépasse celui de la totalité des budgets militaires mondiaux. Politiquement, les sommets de Tokyo, de Venise ou les événements d'Iran ont amplement démontré qu'à l'avenir aucune politique concertée du monde libre ne saurait ignorer le poids de ce paramètre devenu fondamental.

Dans ce spectacle permanent aux accents psychodramatiques très marqués, les États-Unis jouent les vedettes. Tout d'abord en tant que premiers consommateurs d'énergie (avec 5 % de la population mondiale ils en consomment plus de tiers) et premiers importateurs de pétrole, dont ils sont par ailleurs les premiers consommateurs et les troisièmes producteurs.

Cet appétit incontrôlé joint à l'insécurité quasi structurelle des États-Unis à mettre sur pied une politique énergétique efficace, explique amplement et le déclin de leur influence politique et les remous qui agitent désormais périodiquement les relations internationales et ce qui reste du système monétaire du même nom.

Sans mésestimer les immenses possibilités du charbon ou celles des énergies renouvelables, dont le solaire, il apparaît que les deux termes fondamentaux de la gigantesque équation énergétique posée au monde pour cette fin de siècle sont le pétrole et l'électro-nucléaire. Appréhender justement les potentialités du premier et doser judicieusement la croissance du second, tel est — ou devrait être — l'un des sujets permanents de réflexion des responsables politiques à travers le monde.

L'humanité consomme annuellement 8 milliards de tonnes d'équivalent pétrole (Tep). Les accroissements prévisibles de population, les nécessaires mutations du tiers-monde et la croissance économique — même limitée — des pays industrialisés conduisent à prévoir à court terme (années 2000) une consommation d'énergie comprise entre le double et le triple des besoins actuels, soit 15 à 25 milliards de Tep annuels.

En dépit du maintien de certaines inégalités criantes (en 1980, 30 % de l'humanité consommera plus de 80 % de l'énergie...), il nous faudra trouver, pour cette fin de siècle, quelque 10 milliards de Tep annuels pour tenter de maintenir le déséquilibre dans des limites acceptables.

Le pétrole conservera vraisemblablement une certaine hégémonie due à la pesanteur historique, aux erreurs du passé et à l'inertie structurelle du secteur énergétique. Sa part était de 43 % de la fourniture mondiale d'énergie en 1975, elle sera encore de 37 % en 2000... On peut donc, sans peine, prévoir d'ici là de nouvelles « crises » révélatrices d'une tension permanente. On peut, au mieux, espérer qu'une certaine organisation du marché se dessinera enfin sous la pression croissante des nécessités : les accords de Tokyo et leurs prolongements plus récents ont, par

exemple, pour ambition de figer pour 1985 les importations maximales des trois ensembles consommateurs — non communistes : U.S.A., C.E.E. et Japon. Ces accords encadrent près de la moitié du commerce pétrolier mondial, ce qui situe bien leur importance : en 1985, la C.E.E. restera le premier importateur mondial de pétrole (472 millions de tonnes), suivie par les États-Unis (425 millions) et le Japon (300 millions).

Ces objectifs sont ambitieux. Ils ne seront atteints qu'au prix de politiques volontaristes plus contraignantes qu'on ne le pense généralement. Les volontés aujourd'hui affirmées par les pays de la Communauté européenne conduiront les plus riches (Allemagne fédérale, France, Belgique, Danemark) à stabiliser, voire à diminuer leurs importations pétrolières à l'horizon 1985, tandis que les moins riches (Italie, Irlande ou Luxembourg) paieront certainement très cher leur laxisme énergétique des années 70. Le Royaume-Uni constitue, grâce à ses ressources limitées de la mer du Nord, un cas particulier.

Quelle attitude sera prise par les Américains ?... La Californien « moyen » accepterait-il ou non de réduire sa ration quotidienne d'énergie, qui se montait, en 1979, à près de 25 litres de pétrole (France : 10 litres) ? De son comportement pourrait bien résulter le succès ou l'échec des efforts méritoires mais dispersés entrepris en ce domaine.

La « percée » de l'électro-nucléaire durant cette fin de siècle est l'autre question majeure. Malgré les passions qu'il déchaîne, à tort ou à raison, ce problème doit être traité avec sérénité et réalisme. L'électricité d'origine nucléaire ne saurait, d'ici à cette fin de siècle, apporter plus de 1,5 milliard à 2 milliards de Tep annuels (sur les 10 milliards nécessaires) au bilan énergétique mondial. Cela représenterait néanmoins la production de 2 000 à 3 000 unités nucléaires du type de celles en exploitation à Fessenheim ou à Bugey... En 1980, il existe 200 tranches électro-nucléaires en fonctionnement de par le monde, dont 72 aux États-Unis et 70 en Europe occidentale ; ce nombre devrait atteindre 400 à 500 en 1990, si l'on se réfère aux programmes d'ores et déjà engagés.

Le nucléaire : une part limitée

La place prise par l'uranium sera donc de toute façon limitée. Elle peut, néanmoins, contribuer indirectement à faire baisser la tension sur le marché des autres combustibles et constituer une solution spécifique, économiquement intéressante pour certains pays comme le nôtre. D'autant plus que les retards accumulés à travers le monde dans les équipements électronucléaires élargissent provisoirement les tensions prévisibles sur le marché de l'uranium.

En France, par exemple, la part du nucléaire dans la production totale d'électricité approchera le quart en 1980 et la moitié en 1985 ; pour la Communauté européenne dans son ensemble cette part pourrait atteindre 25 % à 30 % en 1990. Les orientations gouvernementales prises en avril 1980 nous amèneront à devenir dans dix ans la première nation au monde pour laquelle

l'uranium sera la principale source d'énergie, devançant — de très peu — le pétrole. Cette détermination et la clarté des options affichées dans notre pays tranchent avec l'incertitude et les hésitations qui président par ailleurs au développement de l'électro-nucléaire dans le monde.

Un développement judicieux et limité de l'électro-nucléaire semble désormais inéluctable, au moins dans certaines régions du monde telles que l'Europe occidentale ou le Japon. Le problème se pose avec beaucoup moins d'urgence pour les États-Unis ou l'U.R.S.S., plus favorisés en ressources naturelles fossiles. Il serait donc suicidaire d'aller chercher outre-Atlantique la voie à suivre.

L'Europe occidentale a les moyens intellectuels et matériels de relever le défi énergétique auquel elle se trouve confrontée plus que toute autre région. Elle ne pourra y parvenir que si elle sait en même temps ignorer le chant des sirènes de la facilité et dédaigner les imprécations des Cassandra.

(*) Ingénieur et économiste. Auteur de l'ouvrage : Quel présent pour quel futur, Editions SOFEDIS, 1978.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Taveret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-12.
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Composition typographique n° 37 437.

LE SOLAIRE, DOMAINE DU CONSENSUS

par ALAIN BOMBARD (*)
et PAUL QUILÈS (**)

L'ÉNERGIE solaire, que l'on reléguait au rang de « gadget » pour écologiste, commence à être prise en considération... au moins dans les discours ministériels. Les prévisions gouvernementales de recours aux énergies nouvelles boudissent brusquement, et l'on apprend que ces énergies devraient représenter 10 millions de tonnes d'équivalent pétrole en 1990, au lieu de 4 millions prévus précédemment.

Mais il faudrait pour cela une volonté que l'on ne perçoit pas dans la politique énergétique du gouvernement. Prenons quelques exemples significatifs dans trois domaines différents :

● Le financement. — Avec moins de 400 millions de francs en 1980 (fonds publics et privés), le « budget solaire » de la France se monte à environ 1 % des sommes investies, c'est-à-dire même dans le nucléaire.

● La législation. — Lors de la discussion de la loi de finances pour 1980, les députés socialistes ont proposé que toute personne effectuant des travaux destinés à économiser de l'énergie ou à utiliser des énergies nouvelles puisse bénéficier d'un crédit d'impôt. Le gouvernement et ses majorités ont tout simplement refusé cette disposition sous des prétextes fallacieux.

● La tarification. — Il faut savoir que la tarification appliquée à l'appoint électrique d'un chauffage solaire est décourageante. C'est ainsi qu'à Carcassonne, la production de chaleur à partir d'un chauffe-solaire a dû payer à E.D.F. une facture en baisse de 4 % seulement, alors que l'économie en kilowatts-heures réalisée sur l'année était de 40 % ! Comment ne pas être

choqué lorsque l'on compare ce traitement dissuasif aux tarifs préférentiels (billets de 15 %) consentis aux consommateurs d'électricité proches des centrales nucléaires ?

Contrairement à l'énergie nucléaire, qui inquiète, le solaire apparaît sécurisant et populaire : les Français, nous affirmont les sondages, souhaitent son développement. M. Giscard d'Estaing en a-t-il tenu compte ? Probablement quelques électeurs à séduire. Qu'à cela tienne : le solaire est mis à l'ordre du jour ! Mais, en réalité, la politique énergétique du gouvernement n'a pas changé. Elle repose toujours sur le développement d'un programme nucléaire massif. Ce choix, fait en 1974 sans aucune consultation démocratique, absorbe, on l'a vu, l'essentiel des possibilités de financement d'une nécessaire diversification énergétique. En outre, il implique une pénétration accrue de l'électricité dans le secteur du chauffage domestique, celui précisément dans lequel les énergies nouvelles trouvent leur terrain privilégié d'application.

La stratégie des grandes firmes privées multinationales a fortement pesé sur le choix du nucléaire. Il n'est pas étonnant de retrouver cette même influence des grands groupes industriels et la même sollicitude du gouvernement à leur égard dans le domaine des énergies nouvelles : au concours des maisons solaires organisés par le ministère de l'Environnement, les sept projets primés, sur cent quarante présentés, ont tous été présentés par de grosses sociétés (Bouygues, S.G.E.), qui vont ainsi bénéficier d'une rente de situation dans ce nouveau secteur !

Un programme nucléaire insensé

Une question est souvent posée : le solaire pourra-t-il remplacer le nucléaire ? Au rythme de développement autorisé par les moyens de la politique gouvernementale, certainement pas ! Nous pensons, quant à nous, que l'énergie solaire pourrait être un élément important de la diversification de l'approvisionnement énergétique français et permettre de ralentir puis de stopper le programme nucléaire.

Trop souvent, les choix énergétiques sont présentés en termes simplistes ; on ne s'intéresse qu'au coût économique à court terme en négligeant de nombreux facteurs qui devraient également peser sur le choix : impact sur l'environnement, création d'emplois, indépendance nationale, rapidité de mise en œuvre. De ce point de vue, on oublie fréquemment de faire remarquer que plusieurs milliards de francs investis dans le solaire produiraient de l'énergie au bout de deux à trois ans (au lieu de sept ans pour le nucléaire), créeraient de nombreux emplois et permettraient de faire décroître les prix de revient, rendant ainsi les surcoûts d'investissement acceptables par les particuliers.

L'obstination du gouvernement dans la voie de son programme nucléaire insensé nous semble dangereuse pour l'avenir. Elle suscite déjà de nombreux phénomènes de rejet ; elle empêche la recherche d'une réelle diversification, seule capable de réduire durablement notre dépendance énergétique ; elle risque de nous entraîner à terme dans une impasse technique et économique.

Il est temps que cessent les discours et la propagande officiels. Nous attendons des actes. Un récent sondage confirme l'opinion quasi unanime des Français en faveur d'un développement rapide du solaire. Voilà bien un domaine dans lequel la recherche du fameux « consensus » giscardien pourrait s'exercer ! Il est vrai que les intérêts financiers concernés par le développement du nucléaire sont tels que, dans ce domaine comme dans bien d'autres, M. Giscard d'Estaing parle plus de consensus qu'il ne le recherche véritablement.

(*) Président de l'Association pour le développement des énergies nouvelles (ADEN).

(**) Député socialiste de Paris.

CORRESPONDANCE

Les Bretons et Plogoff

Marcel Desours, « Breton provisoirement parisien » comme il se définit lui-même, nous écrit :

Je suis surpris de lire, à propos des manifestations de Plogoff, que la « volonté d'imposer coûte que coûte la réalisation du programme nucléaire choque le sentiment des populations intéressées » (Le Monde du 27 mai). Quelles populations ? S'il s'agit de celle de Plogoff, elle a été submergée par des manifestants — bretons ou non — venus d'ailleurs pour empêcher l'enquête publique de se dérouler normalement. S'il s'agit de l'ensemble de la population bretonne, qui a tout de même son mot à dire, elle s'est exprimée par ses élus — personnes et institutions — dans la plupart des cas, « en faveur » d'une centrale indépendante à la survie économique de la Bretagne, en particulier de la Bretagne occidentale.

Il est de bon ton d'opposer, comme le fait le Monde, la « démocratie formelle » aux « souhaits populaires » en mal d'une « démocratie nouvelle à inventer ». Mais toutes les dictatures sans exception justifient leurs abus par le mépris des formes et au nom d'une prétendue volonté populaire.

Si le Monde juge les Bretons incapables de s'exprimer dans les formes démocratiques habituelles, qu'est-ce qui lui interdit d'employer une méthode plus empirique pour connaître leur sentiment et, par exemple, d'enquêter auprès des habitants de Brennilis (Finistère), qui coexistent depuis treize ans avec une des plus anciennes centrales nucléaires de France, pacifiquement et sans doute heureusement puisque personne n'en parle ?

UN COUP D'ÉPÉE DANS LE PÉTROLE

par JEAN-PHILIPPE MANGIN (*)

Le problème du charbon en France semble constituer, une fois de plus, un enjeu électoral. Mais les spécialistes savent les réalités : la production française a été freinée du temps de l'énergie pétrolière bon marché, selon les plans Jeanneney puis Bettendorff, pour passer de 60 millions de tonnes en 1960 (année record) à 23,4 millions de tonnes en 1979, point de départ de la hausse de la production. Techniquement, il n'est pas possible de tirer la consommation française de nos immenses réserves théoriques (deux mille sept cents ans) sans modifier radicalement les méthodes d'extraction pour passer à la gazéification sur place afin d'obtenir un gaz de qualité « pipe-line » au pouvoir thermique de l'ordre de 10 000 Kcal/m³.

La production de charbon est estimée aux États-Unis de 20 à 40 milliards d'équivalent baril ; et ce gaz est transportable dans les réseaux actuels. Les essais conduits à Brissy seront significatifs, mais on objecte le nomadisme inhérent à ce type d'extraction en France, où les gisements sont dispersés.

C'est la raison invoquée par le commerce pour ne pas laisser la part du pauvre à ce type de recherche et pour acheter à l'étranger ou importer dans des mines lointaines : on sait que Charbonnages de France associés à Usinor-Solmer aux États-Unis (1) ou à Imetal en Australie (2) possèdent des mines de charbon dont ils vendent les produits sur place ou au Japon. Une faible part seulement est traitée dans les coïncidences du Bassin du Nord. Le charbon d'Afrique du Sud revient à 2 centimes la tonne en France, où le charbon extrait à ce coût plus de 7 centimes la tonne.

Il est évidemment beaucoup plus commode d'investir à l'étranger dans l'optique d'un monde interdépendant. Plus commode, certes, mais c'est ignorer les vraies ressources françaises, diversifiées en produits fossiles ou renouvelables, et suffisantes autant qu'un bras et en matière grise actuellement sous-employées.

La diversification possible, pour un géologue-naturaliste, consiste à exploiter régionalement les ressources : solaire dans le Sud, éolienne en façade dans l'Ouest et dans la vallée du Rhône, géothermique en zone hercynienne et dans les Bassins aquitain et parisien, hydro-électrique en mini-centrales à peu

près partout sauf dans le Nord et la Lorraine, où la houille pourrait être exploitée par gazéification *in situ*. Y ajouter le nucléaire en misant sur les surrégénérateurs pour la production massive d'électricité. Rendre à la carbochimie, enrichie du savoir accumulé depuis le III^e Reich. Profiter du sous-sol pour emmagasiner l'énergie discontinuée des générateurs éoliens ou solaires. Moderniser, comme le fait le plan OTEC aux Îles Hawaï, le vieux système de Georges Claude. Tout cela est rentable au prix actuel du brut, comme le sont devenues les « caillottes », petites filles à 3 sous des ordinateurs au prix fabuleux d'avant-hier. Eux-mêmes issus d'une décision politique : aller dans la Lune. Mais il faut décider. Et investir d'argent existe en France ? Dans la recherche appliquée immédiate, quitte à recourir aux candidats des Concours Lépine.

Les chercheurs sont là, les bras ballants, bloqués dans leurs centres ou leurs universités par des comités politiques ou des décideurs riches en rhubarbe et en sénat. Et réduits à chercher dans le vide pour n'être pas considérés comme « intéressés » et « vendus au patronat ». Isolés, non ? non : utilisation des ressources et des compétences pour être libre d'échanger avec qui voudra et avec qui on voudra. L'interdépendance n'existe qu'à ce prix.

Régionalisation « géologique » des productions d'énergie et autorité permettant l'échange, ou dépendance commerciale ? C'est un choix politique grave et urgent. Notre gouvernement semble avoir opté pour la dépendance ; et personne ne saurait (ou si peu) de payer bientôt le super 6 francs le litre. Mourons lentement ou devenons commerçants.

En 1943, François I^{er} supprima une grande partie des « forges de fer » qui brûlaient la forêt sur 1 kilomètre de rayon pour produire 40 kilos de mauvais fer. Les souverains européens l'imitèrent aussitôt, contraignant ainsi à l'invention en matière de machinerie, notamment à l'application de la bielle-manivelle, au perfectionnement de l'utilisation au vent, de l'énergie hydraulique, à l'amélioration des hauts fourneaux. La grande mutation de l'outilillage a suivi cette décision royale.

C'était un autre siècle et d'autres souverains. L'Europe qui se chamaillait peut-elle encore sécréter des hommes d'État capables de réveiller l'invention de peuples fatigués ?

(*) Professeur de géologie à l'université de Nice.

DES LIVRES SEUIL POUR TOUS LES TEMPS

FRANÇOIS MAURIAC
par Jean Lacouture

Bourse Goncourt de la biographie

880 pages, dont 32 de photos

DES LIVRES SEUIL

Un historien du dimanche

Un historien du dimanche

Un historien du dimanche

Le Monde

étranger

EUROPE

LA VISITE DE M. CEAUSESCU A PARIS

La marge d'indépendance de la Roumanie vis-à-vis de l'U.R.S.S. s'est réduite

Trois tête-à-tête avec le président Giscard d'Estaing marqueront la visite officielle que le président de la République roumaine, M. Ceausescu, commence mercredi 23 juillet à Paris. Après son premier entretien dans l'après-midi, M. Giscard d'Estaing offrira un dîner de gala mercredi, en l'honneur du président roumain. Jeudi, M. Ceausescu déposera une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, recevra des person-

nalités du monde des affaires, sera reçu à l'Hôtel de Ville par M. Chirac, maire de Paris, et prendra part à un déjeuner offert par M. Barre avant un second tête-à-tête à l'Élysée. Vendredi matin, il visitera des installations industrielles de la région parisienne, et notamment le Centre de recherches de Marcoussis (Essonne) sur les énergies nouvelles. Il sera ensuite reçu à déjeuner par M. Pöcher, président

du Sénat, aura un troisième tête-à-tête avec M. Giscard d'Estaing, suivi d'une séance élargie, et s'entretiendra avec la presse avant de participer à l'Élysée à un dîner restreint. Il regagnera Bucarest le 26 juillet. A la veille de cette visite, notre correspondant en Europe centrale analyse la situation en Roumanie et note que la marge d'indépendance de Bucarest à l'égard de Moscou s'est réduite.

Bucarest. — Chaque jour, depuis plusieurs semaines, la presse de Bucarest consacre ses gros titres à un anniversaire — celui du neuvième congrès du parti, au cours duquel M. Ceausescu a accédé au pouvoir, il y a quinze ans. L'événement donne une nouvelle ampleur au culte de la personnalité du chef de l'Etat, objet — avec sa femme — d'hommages hyperboliques dont on pourrait être jaloux en Corée du Nord. Les citations seraient fastidieuses, mais disons, à titre d'exemple, que le *Quotidien de la Jeunesse* a eu à cœur, à cette occasion, de créer un nouveau concept démographique : la « génération Ceausescu », définie comme celle du « travail libre et digne, de la patrie et de la révolution ».

Au-delà de la flatterie institutionnelle, le lyrisme débridé de cette commémoration traduit aussi une autre réalité : le besoin d'affirmer, dans un moment difficile, une unité absolue autour de la politique d'indépendance nationale dont M. Ceausescu a été l'artisan, s'il ne l'a pas inventée.

Cette politique avait d'abord été marquée par le refus de la Roumanie d'accepter le rôle agricole que l'U.R.S.S. avait voulu lui assigner, au début des années 60, au nom de la division du travail au sein du bloc. Elle n'a cessé depuis de se développer avec habileté. Ainsi, la Roumanie a toujours refusé de rompre avec la Chine, qu'elle persiste à considérer comme membre à part entière de la communauté socialiste. Elle est seule dans le monde communiste à avoir maintenu des relations diplomatiques avec Israël et à ne pas dénoncer les accords de Camp David. Elle a délibérément choisi de faire, en priorité, appel à l'Occident pour son équipement technologique : elle a condamné, encore, en faveur du respect de la non-ingérence, les invasions de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, et du Cambodge par celles du Vietnam. Elle a déclaré, enfin, la partie à Moscou lorsqu'en novembre 1978, l'U.R.S.S. avait voulu imposer à ses alliés une augmentation de leur budget d'armement, une intégration plus poussée des commandements et une nouvelle vocation — asiatique et donc hostile à la Chine — de l'alliance militaire socialiste.

Mais aujourd'hui, de sérieux écueils menacent cette politique. Du bout des lèvres (« Tout est partiellement plus compliqué ») ou sans détour (« Nous faisons ce que nous pouvons là où nous sommes »), les responsables roumains en conviennent : leur marge de manœuvre vis-à-vis de Moscou s'est réduite.

A cela deux causes : à l'intérieur, la croissance industrielle recule des années 70 a fait place à des difficultés économiques certaines, qui rendent Bucarest plus dépendante de ses partenaires du Comecon. A l'extérieur, la dégradation des relations soviéto-américaines oblige à une attitude moins provocante vis-à-vis de Moscou.

La volonté et les moyens de pression du Kremlin se sont en effet renforcés. Et dans ce contexte de tension internationale, le parti roumain ne saurait, en tout état de cause, se désolidariser complètement des intérêts américains obligés à une attitude moins provocante vis-à-vis de Moscou. Il en est un militant strictement orthodoxe et la force du bloc est le plus sûr garant de la stabilité du pouvoir socialiste en Roumanie. Contrairement au parti chinois et à la ligne yougoslave à la libération, le P.C.R. (qui ne comptait pas plus de cinq cents membres avant guerre) n'a jamais été en situation de pousser sa volonté de désatellisation jusqu'à une rupture ouverte avec Moscou.

Dans l'affaire afghane, la Roumanie a donc été amenée à prendre des positions moins tranchées que lors des affaires tchécoslovaque et cambodgienne. Dès le début de l'intervention soviétique, M. Ceausescu prend clairement ses distances. « La politique de domination, dit-il, dresse de nouvelles barrières sur la voie de la détente. »

Ce thème est ensuite régulièrement repris à l'occasion des conversations ininterrompues que multiplie le numéro un roumain avec des dirigeants occidentaux et du tiers-monde. Mais le nom de l'Afghanistan n'est jamais prononcé et après avoir adressé, en avril, ses meilleurs vœux à M. Karmal, à l'occasion de la fête nationale, M. Ceausescu quant au respect de la non-ingérence, les invasions de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, et du Cambodge par celles du Vietnam. Elle a déclaré, enfin, la partie à Moscou lorsqu'en novembre 1978, l'U.R.S.S. avait voulu imposer à ses alliés une augmentation de leur budget d'armement, une intégration plus poussée des commandements et une nouvelle vocation — asiatique et donc hostile à la Chine — de l'alliance militaire socialiste.

Concession majeure ? « Non », répond-on catégoriquement au ministère des affaires étrangères. L'on y souligne que la détente est indivisible aux yeux de la Roumanie : que sa position articulée autour des idées d'« indépendance », de « non-ingérence » et de « retrait militaire » est « claire pour tous », et qu'elle ne saurait être ébranlée par la déclaration de Varsovie, qui serait le fruit d'un compromis.

De fait, le 7 juin, M. Ceausescu

De notre correspondant en Europe centrale

— qui a refusé entre-temps d'envoyer une délégation, fin avril, à la réunion parisienne des P.C. européens — se prononce en faveur d'une « solution politique » du conflit. Elle devrait, selon lui, « dans le même temps », mener « à la cessation de tout appui du dehors aux forces antigouvernementales et au retrait des unités militaires soviétiques ». A Moscou on donne la priorité au premier point. La différence est importante, mais, sur le fond, Bucarest reconnaît la légitimité de l'équipe mise en place à Kaboul et le fait accompli.

Un fait accompli que l'on pouvait qualifier de « révolution » en la datant de la prise du pouvoir par les communistes afghans en 1978. Et cette révolution, explique-t-on, la Roumanie la soutient comme elle soutient « tous les processus positifs dans le monde ».

Ce involontaire entre des contraintes opposées se retrouve dans l'économie. L'année dernière, le renchérissement du pétrole a fait sauter la balance commerciale (presque équilibrée en 1977) un déficit avec les pays à devises convertibles de 1,2 milliard de dollars (4,8 millions de francs). Le chiffre est important pour un pays déjà débiteur de 8,7 milliards de dollars (36,8 millions de francs). Et inquiétant, car, malgré une production nationale de 12,5 millions de tonnes par an, la Roumanie ne peut envisager de réduire ses importations de brut. Elle s'est en effet dotée de grands fûts d'une industrie pétrochimique d'une capacité de 10 millions de tonnes par an qu'il faut faire tourner — d'une part, pour rentabiliser l'investissement, de l'autre, surtout, parce qu'elle doit constituer l'une des principales sources de devises de la Roumanie.

Pour répondre à ce défi (que l'on n'aime pas appeler « erreur de prévisions »), les autorités ont mis en train un plan visant à assurer l'autonomie énergétique d'ici à 1990. Le projet est solide, mais, même en admettant que que soient comblés les gros retards dans la production de charbon et de pétrole, il sera difficile à réaliser dans les délais. En attendant, donc, un nouveau mécanisme de gestion économique a été mis en place en janvier dernier. Il s'agit d'amener les entreprises à ne plus celer leurs résultats en terme de prix de revient (production globale), mais de valeur ajoutée (production nette). Autrement dit, de les obliger à économiser main-d'œuvre et matières premières au lieu

De notre correspondant en Europe centrale

de les gaspiller sciemment comme le voulait la logique de l'ancien système. Cinq mois plus tard seulement, fin mai, M. Ceausescu était dans un très violent discours, le bilan de l'année de cette réforme — restée lettre morte tant sont fortes, dans ce régime de pouvoir personnel, l'inertie et la peur des responsabilités. Une seconde réforme est en préparation pour janvier prochain. Répondant aux mêmes buts, mais cette fois-ci dépendant pour son application du pouvoir central, elle est axée sur une modification des taux de change et un alignement progressif des prix industriels intérieurs sur ceux du marché mondial. Elle sera accompagnée d'une réduction de l'investissement et de l'importation et d'un ralentissement de la croissance que reflètera le prochain plan quinquennal. Probablement aussi, bien qu'on ne l'admette pas, d'une hausse des prix à la consommation.

Du pétrole soviétique au prix OPEP

Mais dans l'immédiat — tandis que la richesse potentielle de l'agriculture négligée au profit de l'industrialisation, est mise à l'honneur — la Roumanie entreprend de développer ses échanges avec des partenaires socialistes. Le discours prononcé en juin devant la session du Comecon par le premier ministre, M. Verdet, et son appel au renforcement de la coopération socialiste, marquent à cet égard une date de la politique roumaine.

Il serait faux de parler d'un tournant radical pour deux raisons. D'abord parce que la part des pays du Comecon dans le commerce roumain (39 %, dont 17 % pour l'U.R.S.S.) est assez basse pour pouvoir augmenter sans qu'il en résulte une réorientation profonde. Ensuite, parce que Bucarest évite toujours de participer aux investissements communs relevant du processus d'intégration économique du bloc, et cherche plutôt à conclure des accords bilatéraux avec ses différents partenaires. M. Verdet s'est récemment rendu à Moscou et M. Ceausescu, après avoir reçu MM. Jivkov et Homecker, devrait être à la fin de l'année par M. Husak.

Cependant, l'indépendance est net, il risque de s'accroître dans la mesure où les capitaux concernés sont peu disposés à laisser la Roumanie profiter d'avantages dont elle ne paierait ni le prix économique ni le prix politique. Un accord a été

conclu avec Varsovie pour l'exploitation en commun d'un gisement de charbon polonais. Mais le pétrole soviétique, que la Roumanie a commencé d'importer pour la première fois, en 1979, se paie en devises au prix OPEP (1) : les pressions se renforcent pour que soit faite une place à l'U.R.S.S. dans l'équipement en centrales nucléaires.

A terme, toutes ces difficultés pourraient affecter la politique intérieure. Malgré la redoutable efficacité de la sécurité politique et l'écrasement rapide, en 1979, des tentatives de création d'un syndicat libre, des grèves se sont produites ces dernières semaines. Assez dures, elles auraient touché les usines sidérurgiques de Galatz, l'usine d'outillage du Vingt-Trois Août, de Bucarest, et les mines de la vallée du Jiu, où s'était déjà produit un mouvement il y a deux ans. Quant aux tentatives de contestation, leur est étrangère, ils ont une tendance de plus en plus marquée à rester en Occident quand ils peuvent y aller. 40 % de ceux qui s'étaient rendus, en 1979, en R.F.A., dans le cadre d'échanges culturels, ont choisi d'y rester, et ces échanges avec l'Ouest, malgré les accords passés, sont en petite stagnation. La popularité de M. Ceausescu, longtemps grande en raison de la condamnation de l'intervention soviétique à Prague, est aujourd'hui moins évidente. Elle pâtit encore certainement d'un assoupissement trop marqué vis-à-vis de Moscou.

La visite qu'entreprend mercredi en France le président roumain devrait donc être pour lui l'occasion de souligner avec force, dans une capitale occidentale amie, que sa politique étrangère reste inchangée. La seule ombre au tableau devrait être le lourd déficit que la Roumanie enregistre dans son commerce avec la France, et qu'elle n'est plus en état de tolérer. Sa réorption, sans-t-il dit, est la condition indispensable à la signature de nouveaux contrats avec Paris.

Mais, au-delà de ce problème bilatéral, on attache à Bucarest d'autant plus d'importance à cette visite, que M. Carter, cela a été noté avec inquiétude, n'a pas souhaité faire escale en Roumanie en juin, lors de son voyage en Yougoslavie. On n'a pas été loin de voir là une manière de dire aux Soviétiques que Washington considère Bucarest, contrairement à Belgrade, comme partie de leur zone d'influence.

BERNARD GUETTA.

(1) Ces livraisons ont été, en 1979, de 250 000 tonnes et devraient atteindre cette année 1 300 000 tonnes.

Turquie

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR A DONNÉ SA DÉMISSION

Ankara (A.F.P., Reuters). — Le ministre de l'Intérieur, M. Mustafa Gönül, a remis le lundi 21 juillet sa démission à M. Sönmez Damir, le président du conseil.

Le Parti républicain du peuple (R.P.P.), principale formation de l'opposition, avait déposé, le 18 juillet, une motion de censure contre le ministre de l'Intérieur, l'accusant d'être la personne « qui mène la politique gouvernementale consistant à demeurer au pouvoir avec le soutien d'une partie des instituteurs de l'anarchie et du terrorisme », référence implicite à l'extrême droite. Il reprochait également à M. Gönül d'avoir affirmé que les récents incidents de Corum — qui ont fait plus de vingt-cinq victimes parmi les opposants — étaient le fruit d'un « complot de la gauche ».

La démission de Gönül évite ainsi le débat, devant l'Assemblée nationale, d'une motion de censure qui avait quelque chance d'être adoptée. Elle intervient six jours après l'assassinat, à Istanbul, du député Abdurrahman Kocakoglu, membre du parti républicain du peuple, et au surlendemain du meurtre, à Istanbul, également, de l'ancien président du conseil turc, M. Nihat Erim (le Monde des 20 et 21 juillet).

● L'ancien président de la confédération syndicale DISK, M. Kamal Turkkan, a été assassiné le mardi 22 juillet devant son domicile d'Istanbul par des hommes qui, selon la police, seraient des militants d'extrême-droite. — (A.F.P.)

Pologne

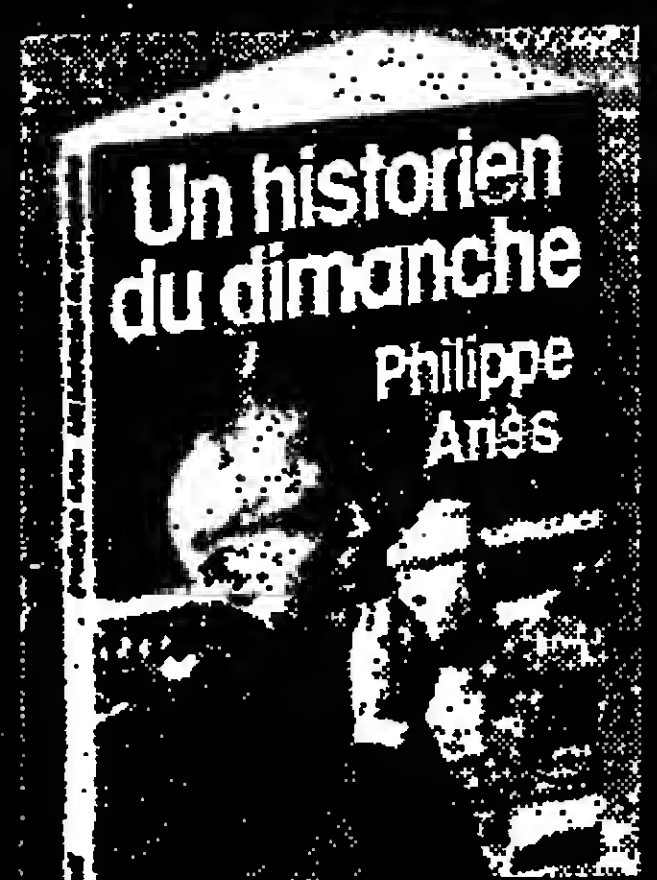
L'AGITATION SOCIALE SEMBLE SE RÉSORBER

Varsovie (Reuters). — Après la reprise du travail dans la ville de Lublin (« le Monde » du 22 juillet), le mouvement de grève se poursuivait, le lundi 22 juillet, dans l'usine de Stalowa-Wola, dans le sud-est du pays, où les ouvriers ont défilé le lundi 17 juillet. Les ouvriers de huit importantes sections de l'usine ne se sont pas présentés au travail lundi matin, a affirmé M. Jacek Kuron, porte-parole du Comité d'autodéfense sociale. Toutefois, selon l'agence Interpres, deux sections seulement pourraient faire la grève et des pourparlers se seraient engagés sur les demandes d'augmentation salariale.

D'autre part, les livraisons de journaux et les ouvriers de l'imprimerie de Varsovie ont repris le travail mardi, après avoir obtenu une augmentation de leur salaire mensuel de 1 000 zlotys. La grève menée par les conducteurs d'autobus de Gdynia s'est achevée dans les mêmes conditions, ainsi que celle des employés de l'usine de roulement à billes de Kramsk.

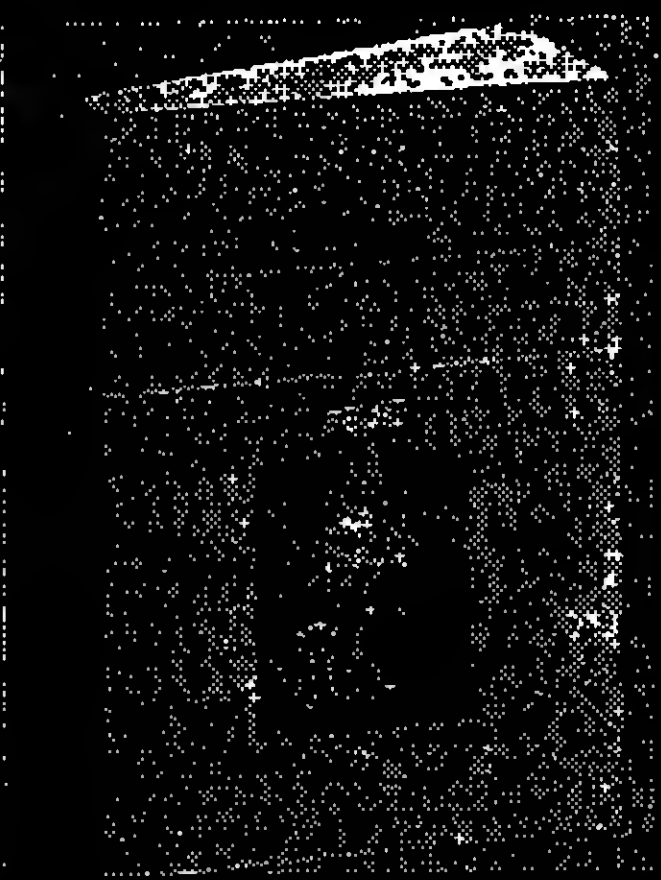
DES LIVRES SEUL POUR TOUS LES TEMPS

⑥ Histoire, Témoignages, Autobiographies



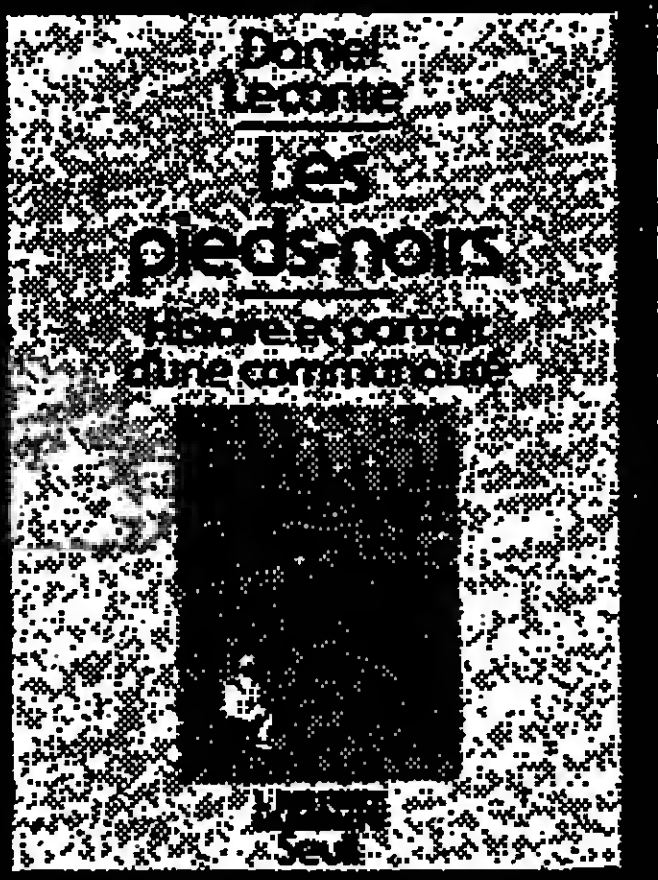
Philippe Aries
Un historien du dimanche
avec la collaboration de Michel Winock

La rencontre inattendue de la « nouvelle histoire » et de l'ancienne France. Un parcours non-conformiste, un auto-portrait plein de verve et de chaleur.



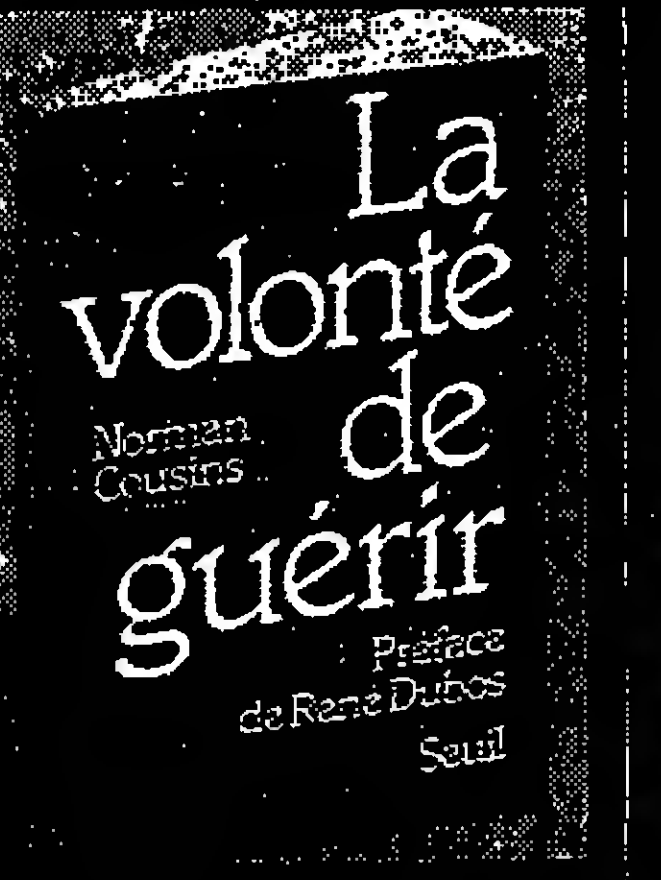
Daniel Leconte
L'impossible prison

Des recherches sur le système pénitentiaire au XIXe siècle, réunies par Michaël Perrot, s'organisent autour d'un débat avec Michel Foucault. Collection L'Univers historique dirigée par J. Julliard et M. Winock. 320 pages.



Daniel Leconte
Les pieds-noirs

Histoire et portrait d'une communauté. Ils sont devenus les « pieds-noirs ». C'est en 1830 que commence leur histoire. Et elle ne s'arrête pas en 1962... Collection L'histoire humaine. 320 pages.



Norman Cousins
La volonté de guérir

Préface de René Dubost. Le médicament que votre médecin ne peut pas vous prescrire ! Traduit de l'américain par R. Corvillat. 156 pages.



Lucien Trong
Enfer rouge, mon amour

Un témoignage exceptionnel et aussi l'histoire bouleversante d'une amitié passionnée dans le Vietnam « libéré ». 192 pages.



Evelyn Le Garrec
La rive allemande de ma mémoire

« Je n'ai pas lâché ce livre de la soirée et de la nuit parce que l'auteur raconte une histoire extraordinaire qui est la sienne ». Françoise Ducot / Elle. Collection Livre à Filles dirigée par Monique Cuhès. 240 pages.

Demain : Tel Quel, Sciences humaines, Urbanisme

ASIE

Bangkok rejette la proposition des pays d'Indochine de créer une « zone démilitarisée » le long de la frontière avec le Cambodge

Des entretiens entre responsables laotiens et thaïlandais ont commencé lundi 21 et mardi 22 juillet à Bangkok, en vue de rechercher une solution diplomatique après la décision unilatérale prise par la Thaïlande de fermer sa frontière avec le Laos (« le Monde » du 16 juillet).

Le gouvernement de Phnom-Penh a discrètement rapatrié quarante mille Cambodgiens

Bangkok. — Le gouvernement de Bangkok a rejeté, dès samedi 19 juillet, les propositions formulées la veille par les pays de l'Indochine en vue de mettre fin à la situation de conflit qui se prolonge le long de la frontière indochino-thaïlandaise. Les ministres des Affaires étrangères du Vietnam, du Laos et du Cambodge, réunis à Vientiane, avaient, notamment, suggéré la création d'une « zone démilitarisée » sous contrôle international, le désarmement des groupes armés (à commencer par celui des Khmers rouges) opérant sur la ligne de démarcation et des négociations entre Bangkok, Phnom-Penh et les organisations internationales chargées de l'aide humanitaire, « afin de régler le problème des réfugiés et d'alléger le fardeau de la Thaïlande » (« le Monde » du 20-21 juillet).

Ces propositions ont été assorties de menaces : au cas où la Thaïlande n'obtempérerait pas, les « nouveaux dirigeants de sa mauvaise loi, selon Hanoi », et si la situation de type palestinien se prolongeait à la frontière, les Vietnamiens et leurs alliés cambodgiens se réserveraient le « droit sacré d'autodéfense ».

Bangkok, qui est soulevé dans sa confrontation avec ses voisins indochinois par la Chine, les Etats-Unis, le Japon et non nombre de pays occidentaux, n'a apparemment pas l'intention de négocier sur de telles bases : en effet, cela serait admettre son rôle direct dans le soutien aux mouvements de la résistance antivietnamienne, à créer sur sa frontière, à l'instar de la Thaïlande, en dépit de ses protestations de neutralité, à jouer un rôle de plus en plus direct dans le conflit.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Indochinois constituaient une « manœuvre politique inacceptable » : que l'idée d'une zone démilitarisée puisse être une « manœuvre politique inacceptable », cela n'est pas pour le gouvernement thaïlandais mettrait les réfugiés ou bon lui semble.

Un rôle de plus en plus direct

Le refus se fonde essentiellement sur la résolution des Nations unies, en date du 14 novembre dernier, exigeant le retrait des forces armées vietnamiennes hors du Cambodge, comme préalable à toute négociation, en vue d'une solution politique. Les pays de l'ASEAN (1) et leurs alliés maintiennent ce préalable, et continuent à reconnaître le gouvernement démocratique du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges). Hanoi, en le sait, se refuse à toute discussion sur cet aspect fondamental du problème cambodgien. Cela ne manque d'ailleurs pas d'être souligné, à Vientiane, qui a obtenu le retrait de sa soumission au règlement international, proposer aujourd'hui — après avoir habilement déplacé le problème d'une frontière à l'autre — une négociation en bonne et due forme à la Thaïlande. Il est vrai que celle-ci n'a pas su maîtriser les problèmes antievietnamiens, à créer sur sa frontière, à l'instar de la Thaïlande, en dépit de ses protestations de neutralité, à jouer un rôle de plus en plus direct dans le conflit.

Afghanistan

Le renforcement des pouvoirs de M. Karmal marque l'échec des efforts soviétiques en vue de la coexistence des deux tendances du parti dirigeant

Les efforts de l'U.R.S.S. pour parvenir à faire coexister au sein du régime de Kaboul les deux tendances du Parti démocratique et populaire (P.D.P.), entre lesquelles les différences de vues sont de plus en plus marquées, ont été jusqu'à présent sans succès. Le président Karmal (tendance Parcham) (le « Monde » du 16 juillet) a, certes, assuré son appui sur ses rivaux du Khalq (le peuple) en renforçant la centralisation des services gouvernementaux, mais il a, ce faisant, réduit un peu plus encore sa base politique.

La réorganisation de l'administration avait commencé, jeudi 17 juillet, avec la nomination de quatre hauts fonctionnaires, notamment les responsables des finances dans neuf provinces. Ces postes viennent tout de suite après celui de gouverneur dans la hiérarchie de l'administration régionale. Ils étaient auparavant occupés par la plupart par des membres du Khalq. Les purges se sont poursuivies, souligne le *Los Angeles Times* dans un article publié par l'*International Herald Tribune* du 22 juillet, avec l'annonce, dimanche 20 juillet, que l'administration provinciale passait sous le contrôle du secrétariat du premier ministre, M. Karmal.

Ces changements, accompagnés de la création de plusieurs « présidences » (le *Monde* du 22 juillet) ont en lieu alors que le vice-premier ministre, M. Asadullah Sarwar, considéré comme le « numéro deux » du régime jusqu'aux élections et qui est la personnalité la plus en vue du Khalq — en tant que responsable des services de sécurité sous le régime tadjik, il a pris une grande part à la répression sanglante — se trouve depuis plusieurs semaines à Moscou à la suite, semble-t-il, d' affrontements au sein du régime.

Radio-Kaboul a, d'autre part, annoncé, lundi 21 juillet, le décès de M. Wali Yar, secrétaire d'Etat à l'éducation supérieure, sans préciser les causes de sa mort. Selon un porte-parole de l'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan, il y a « 99 % de chances qu'il ait été exécuté par des résistants ».

Deux condamnations à mort ont été prononcées, lundi, à Kaboul, contre des membres d'un groupe de masquiers par le jury d'un tribunal révolutionnaire, à l'indignation de l'agence Tass. Le procès d'un groupe de douze membres du « mouvement révolutionnaire

Le Vietnam, de toute évidence a cherché à prendre le régime de Bangkok au piège de ses propres arguments pour mieux affaiblir ses positions et étaler ses contradictions. En effet, si la Thaïlande n'a jamais officiellement proposé l'établissement d'une zone démilitarisée, elle n'en a pas moins réclaté depuis plus d'un an l'envoi d'observateurs des Nations unies sur la frontière et la création, pour neutraliser les réclames, d'une zone neutralisée sous contrôle international. Les pays indochinois tiraient habilement avantage du problème humanitaire au détriment de leurs adversaires.

Ce n'est sans doute pas l'effet du hasard si les propositions ont été faites au moment même où la C.I.G.R. et l'UNICEF, qui ont décidé de supprimer toute aide aux Khmers rouges, négocient avec les autorités de Bangkok pour obtenir, enfin, la séparation des civils et des combattants, le contrôle effectif de l'aide et un minimum de protection des populations civiles sur la frontière. Ce sont ces mêmes demandes que le bloc indochinois reformule à son compte. Les Thaïlandais sont dans l'impasse : en s'opposant à ces mesures à caractère humanitaire, n'admettent-ils pas implicitement qu'elles ont des conséquences, et que, sous quelque forme qu'elle soit présente, leur volonté de perpétuer l'imbroglio frontalier vise d'abord à alimenter le dispositif de résistance armée ?

Le Vietnam, lors de son conflit frontalier avec le Cambodge de M. Pol Pot, s'était garanti aux yeux de la communauté internationale en créant un « front démocratique » à l'ONU. Cette proposition était demeurée lettre morte, mais Hanoi avait eu en faire bon usage pour convaincre de sa bonne foi. La tactique ne semble guère différente aujourd'hui à ce détail près que les Vietnamiens ont évité de soumettre leur projet à un organisme qui a exigé, il y a moins d'un an, le retrait de leurs troupes hors du Cambodge.

R.P. PARINGAUX.

(1) Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande.

Chine

UN PORTE-PAROLE du ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré, lundi 21 juillet, que deux hauts fonctionnaires israéliens avaient été récemment visités à Pékin. Cette information avait été publiée par un magazine américain et reprise par la radio israélienne, selon laquelle il s'agit de fonctionnaires des ministères de la Défense et des Finances.

MM. Yossef Mayan et Yassov Neeman. — (A.F.P.)

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en déplacement puissent continuer à recevoir leur journal sans interruption.

Des abonnements à court terme sont également disponibles. Les tarifs sont indiqués ci-dessous.

FRANCE :	
Quatre jours	65 F
Trois semaines	90 F
Un mois	110 F
Un mois et demi	135 F
Deux mois	160 F
Deux mois et demi	185 F
Trois mois	210 F
FRANCE (vols normaux) :	
Quatre jours	75 F
Trois semaines	100 F
Un mois	125 F
Un mois et demi	150 F
Deux mois	175 F
Deux mois et demi	200 F
Trois mois	225 F
EUROPE (vols) :	
Quatre jours	85 F
Trois semaines	110 F
Un mois	135 F
Un mois et demi	160 F
Deux mois	185 F
Deux mois et demi	210 F
Trois mois	235 F

Dans ces tarifs sont compris les frais de livraison d'un abonnement, le montant des versements demandés à l'expiration de l'abonnement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés de règlement correspondant des journaux ou de chèques de banque, en indiquant les noms et adresses des lecteurs.

Des tarifs sont également prévus pour les abonnés à l'étranger. Les tarifs sont indiqués ci-dessous.

PROCHE-ORIENT

L'Assemblée générale des Nations unies ouvre sa session extraordinaire sur la Palestine

Nations unies (New-York). — La septième session spéciale de l'Assemblée générale convoquée par les Nations unies depuis leur création, il y a trente-cinq ans, devait commencer ce mardi 22 juillet à New-York. Comme plus de la moitié de celles qui l'ont précédée, elle est consacrée au Proche-Orient. Personne, pas même les pays arabes qui sont à l'origine de cette réunion, n'en attend de mesures concrètes, mais il a paru bon aux participants de rappeler leur existence, au moment où Israël poursuit sa politique d'établissement de colonies juives en Cisjordanie et où les Etats-Unis se cantonnent dans l'immobilisme pré-électoral.

La procédure adoptée est inhabituelle. Elle fait référence à une résolution datant du 3 novembre 1950 et rédigée par les Etats-Unis, qui, tirant les leçons du déclenchement de la guerre de Corée, cherchaient à contraindre l'Union soviétique à accepter un statut de sécurité. Ce texte permet, si une majorité simple d'Etats membres le demande, la convocation d'urgence des Nations unies pour prendre les mesures que le Conseil de sécurité, bloqué par le veto d'une grande puissance, est incapable de proposer. Il faut en outre qu'une majorité simple des Etats membres le demande, la convocation d'urgence des Nations unies pour prendre les mesures que le Conseil de sécurité, bloqué par le veto d'une grande puissance, est incapable de proposer.

Quatre-vingt-dix Etats, essentiellement les pays non alignés, ont soutenu la demande, le recours à cette procédure en raison du veto imposé par les Etats-Unis au Conseil de sécurité, le 30 avril dernier, à une résolution tendant à l'abolition de la Palestine. La majorité de soixante-dix-neuf voix (l'ONU

De notre envoyé spécial

compte cent cinquante-deux membres) était donc acquise. M. Faillou Kan, représentant du Sénégal et président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (O.P.P.), a, malgré son statut d'observateur, un rôle très important, devant ouvrir les débats.

Les non-alignés n'ont pas été pour autant unanimes sur la résolution à présenter. Le texte finalement adopté lundi après-midi constitue un recul certain, sous la pression des pays arabes modérés, de l'Inde et de la Yougoslavie, par rapport aux projets initiaux inspirés par l'O.L.P.

« Organiser et superviser »

Le projet réaffirme le droit des Palestiniens à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté, ainsi qu'à l'établissement d'un Etat indépendant. Il demande le retrait israélien de tous les territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et le retrait devant intervenir avant le 15 novembre.

En revanche, le texte soumis à l'Assemblée générale ne propose plus la création d'une « force » des Nations unies comme dans les tentatives précédentes, mais seulement d'une « mission » pour organiser et superviser le retrait israélien et remettre le pouvoir à l'O.L.P. « représentants du peuple palestinien ». Ce projet ne contredit donc plus l'esprit de la Charte qui réserve le déclenchement d'actions (printemps de 1967) à la tenue d'une Conférence de paix à l'initiative du Conseil de sécurité. La partie la plus « dure » du document reste celle concernant les sanctions à prendre contre Israël au cas, absolument certain d'ailleurs, où l'Etat hébreu ne respecterait pas cette résolution.

La C.E.E. a l'intention de s'abstenir en exprimant par la voix du Luxembourg, le Grand-Duché assumant actuellement la présidence de la Communauté. La France pour sa part a exprimé des « réserves », non quant au principe même de la session extraordinaire, mais à propos de la procédure choisie pour sa convocation. Les Français tiennent, en effet, à préserver les prérogatives du Conseil de sécurité ou ils déclinent un droit de veto.

Aucun pays occidental n'avait fait connaître officiellement sa position avant l'ouverture de la session, à l'exception des Etats-Unis, qui ont jugé cette réunion « inopportune ». Le représentant américain, M. William Vander Heuvel, l'adjoint au délégué permanent américain, qui assistera aux travaux. Le représentant israélien, M. Yehuda Etan, a déclaré de son côté que la session était « illégale », le caractère d'urgence impliqué par la résolution de 1950 était « nul et non valide ». La délégation de l'Etat hébreu ne devrait de toute façon pas participer aux débats mardi, cette journée marquant l'anniversaire de la prise de Jérusalem par l'empereur Titus en l'an 70 de notre ère.

Les Palestiniens peuvent-ils espérer un bénéfice de cette session, en dehors d'un peu de publicité ? On peut en douter, dans la mesure où les Européens n'ont pas l'intention d'aller au-delà de la position exprimée au sommet de Venise, en juin, qui demandait l'association de l'O.L.P. aux négociations sur l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza. Il n'est même pas sûr que la résolution présentée obtienne le même nombre de voix qu'un texte similaire voté par la dernière Assemblée générale ordinaire en 1979. Mais comme l'expliquait un diplomate arabe, « au moins, on parlera de la Palestine ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

DIPLOMATIE

La visite de M. François-Poncet en Tanzanie a consacré la normalisation des rapports entre Paris et Dar-Es-Salaam

Dar-Es-Salaam. — « Le dialogue est renoué. Les préjugés ont été dissipés... Il existe désormais entre nous une bonne compréhension ».

Ces propos satisfaisants, émis par un diplomate français, M. Jean François-Poncet, s'adressent à un groupe de contact des cinq pays occidentaux (Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada et France) réunis à l'initiative de M. Nyerere à l'occasion de la visite officielle de l'incident diplomatique d'août 1977. Accueilli à l'aéroport de Dar-Es-Salaam par le président M. Nyerere, M. François-Poncet a été reçu par le ministre des Affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud, avant d'être conduit à l'hôtel de ville où il a été reçu par le président M. Nyerere.

Ce fâcheux épisode inaugurait une ère de malentendus dans les rapports franco-tanzaniens. Lors du sommet de l'O.U.A. à Freetown, par les représentants de plusieurs autres pays de la ligne de front, en particulier l'Angola et le Mozambique.

De notre envoyé spécial

Le président Nyerere a encouragé M. François-Poncet à poursuivre la négociation nouée entre les deux pays. M. Nyerere souhaite que l'Europe occidentale, notamment les anciennes puissances coloniales, modifient leurs relations avec l'Afrique et évitent de se comporter à son égard « comme les Etats-Unis envers l'Amérique latine ».

De la France, M. Nyerere attend surtout une aide financière et technologique. Après avoir trop longtemps délaissé la Tanzanie, comme d'ailleurs l'ensemble de l'Afrique anglophone, le gouvernement français vient de conclure avec elle deux importants protocoles financiers. Le premier, signé en septembre 1979, concerne l'aménagement et l'extension de l'aéroport de Dar-Es-Salaam (125 millions de francs) confiés à la société Aéroport de Paris. Il comporte 10 % de dons et 40 % de prêts du Trésor, consentis à des conditions très favorables. Le second, conclu en février, concerne la construction d'une verrerie à Mwanza, Crenco-Loire à participer à la réalisation d'une usine textile, qui sera inaugurée dans quelques jours à Mwanza. La société S.C.E.R.-Alstom a effectué le raccordement du réseau électrique entre Zanzibar et le continent.

En revanche, les échanges commerciaux ont régressé de 30 % en 1979. La France n'est que le onzième partenaire commercial de la Tanzanie et son quatrième fournisseur. Ce déclin résulte largement des mesures restrictives prises par Dar-Es-Salaam en matière de commerce extérieur. Les conditions de paiement et de crédit, extrêmement favorables exigées par le gouvernement tanzanien font hésiter les P.M.E. exportatrices françaises, aux moyens souvent limités.

L'assistance culturelle et technique demeure très modeste (moins de trois millions de francs). Une quinzaine de professeurs enseignent le français en Tanzanie. Ce pays souhaite pourtant un renforcement de la coopération culturelle comme moyen de rapprochement avec l'Afrique d'expression française. « Les dirigeants tanzaniens ont pris en compte le fait francophone », observe M. François-Poncet. Ils réalisent que Paris entretient une des anciennes colonies des relations beaucoup plus intimes que Londres. En quittant la Tanzanie, M. François-Poncet a eu le sentiment que la politique française y était « mieux comprise » par des interlocuteurs désormais « disposés à nous écouter ».

Le pragmatisme des dirigeants tanzaniens

Les relations entre la France et l'Afrique du Sud furent indirectement à l'origine de l'incident de Guiringaud. Aujourd'hui, le dossier tanzanien est plus facilement défendable. La France vend plus ni armes ni équipements militaires à Pretoria depuis plusieurs années. Le volume de son commerce extérieur avec l'Afrique du Sud est dérisoire, surtout si on le compare à celui de ses alliés anglosaxons. En rétablissant l'an dernier, l'obligation du visa pour les ressortissants sud-africains, la France a fermé ses frontières à l'équipe de rugby des Springboks. Autant d'arguments évoqués par M. François-Poncet au cours de sa visite à Dar-Es-Salaam. Ses interlocuteurs n'y sont pas demeurés insensibles.

La position tanzanienne envers le problème sud-africain est empreinte de réalisme. Aux yeux de M. Nyerere, l'abolition de l'apartheid, la différence du conflit namibien, ne relève pas du combat pour la décolonisation en faveur duquel la Tanzanie s'est mobilisée depuis vingt ans. Il ne nourrit guère d'illusion sur ce point quant à l'efficacité contre Pretoria de sanctions qui, selon lui, risquent surtout de pousser l'Afrique du Sud vers une épreuve de force militaire, à laquelle son armée s'est résolument préparée.

Qu'il s'agisse de ces deux problèmes régionaux ou des autres dossiers africains — le Sahara occidental, le Tchad, la neutralisation de l'océan Indien, Mayotte — on souligne, du côté français, la modération et le pragmatisme des dirigeants tanzaniens. En dépit du sonnet mutuel

JÉAN-PIERRE LANGELLIER.

20/10/80

AMÉRIQUES

APRÈS LE COUP D'ÉTAT EN BOLIVIE

L'appel à la reprise du travail ne semble pas avoir été entendu

L'occupation pacifique de l'ambassade de Bolivie à Paris, commencée le lundi 21 juillet en fin de matinée, se poursuivait ce mardi matin avenue du Président-Kennedy. Une cinquantaine de personnes, des Boliviens pour la plupart, et quelques Français, étaient sur les lieux. Ils se déclaraient décidés à poursuivre leur action pendant plusieurs jours.

A La Paz, cependant, où la grève générale de lundi a été très suivie, en dépit des appels à la reprise du travail lancés par le régime militaire, une fusillade a eu lieu le 21 juillet dans le quartier universitaire de San-Andrés, provoquant une véritable panique dans la foule. Il y a eu une douzaine de blessés. L'armée poursuit son occupation de la capitale, maintenant son contrôle direct sur toutes les stations de radio, et interdit la publication du principal quotidien du pays, l'organe catholique « Presencia ».

Plus de cinq cents prisonniers ont été rassemblés au stade de Templaderani, à 7 kilomètres de la capitale. D'autres personnes seraient détenues au stade Bolívar, à La Paz.

Dans les zones minières, au sud de la capitale, trois stations de radio, Animas de Potosi, 21-de-novembre et Pio-XII, ont réussi à reprendre leurs émissions clandestines. Elles appellent les ouvriers à la poursuite de la grève, et les paysans à continuer de bloquer les routes. Le comité provisoire de résistance de la centrale ouvrière bolivienne (COB) a catégoriquement démenti l'authenticité d'un appel à la cessation de la lutte, lancé par le leader syndical Juan Lechin, détenu par les militaires depuis le jour du coup d'État.

Cependant, les protestations continuent de se faire entendre dans le monde contre le putsch du 17 juillet. Un nouvel ambassadeur de Bolivie a démissionné, M. Bluske, en poste à Madrid. A Londres, le secrétaire général de l'Internationale socialiste, M. Carlsson, a condamné sans équivoque « cette nouvelle intervention des militaires. Les présidents des quatre autres pays du pacte andin (Venezuela, Pérou, Equateur et Colombie), qui doivent se réunir le 28 juillet à Lima pour les cérémonies de transmission des pouvoirs au président élu, M. Belaunde Terry, pourraient décider de ne pas reconnaître le nouveau gouvernement.

Nous assistons à un affrontement entre les démocraties du Nord et les dictatures du Sud

De notre envoyé spécial

Managua. — « Les auteurs du coup d'État militaire en Bolivie sont ceux-là mêmes qui ont reproché au général Zúñiga, en novembre dernier, de ne pas avoir tué plus de civils innocents », a déclaré, le 21 juillet, M. Jaime Paz Zamora dans une conférence de presse tenue en présence de M. Miguel d'Escoto, ministre nicaraguayen des affaires étrangères. Le secrétaire général du mouvement de la gauche révolutionnaire (Frente) et vice-président élu de Bolivie porte encore sur le visage et sur le corps les marques de l'attentat perpétré le 2 juin dernier contre l'évêque dans lequel il se trouvait et dont il a été le seul survivant. « Ces militaires ultra-conservateurs », poursuit M. Paz Zamora, « appuient sur les trafiquants de drogue du pays. Ils assurent que le montant des « coca-dollars » tirés du trafic de drogue (la noix de coca), estimé à près de 700 millions de dollars, équivaut pratiquement aux ressources naturelles du pays. M. Paz Zamora a, en outre, répété que le coup d'État avait reçu l'appui de l'ambassade d'Argentine. « Nous assistons en Amérique du Sud à un affrontement entre les démocraties venues du Nord et les dictatures du Sud. C'est une frontière idéologique et politique qui est en train de bouger », a déclaré M. Paz Zamora. Le vice-président s'est félicité des initiatives prises par le Nicaragua, le Mexique et l'Equateur tendant à la convocation d'une réunion de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) et à la rupture des relations entre les pays du pacte andin et la Bolivie. Il a en outre souligné l'importance de la suspension de toute aide économique, financière et militaire décidée par Washington. « Il ne s'agit pas, comme le prétendent les militaires, a conclu M. Paz Zamora, d'une lutte entre la gauche et la droite, mais d'une lutte entre la démocratie et la dictature. Nous avons obtenu près de 40 % des voix aux élections du 29 juin, et nous nous battons pour une démocratie, des changements, une conception que tout le monde ne partage manifestement pas. » Le journal de Managua Barriada rapporte d'autre part les propos tenus par l'ambassadeur démissionnaire de Bolivie au Mexique, M. Torres Göttsche. Selon lui, « si la résistance du peuple bolivien n'ajoutait la solidarité internationale, démontrée par une absence de reconnaissance du coup d'État, la démocratie pourrait triompher en quinze jours ». FRANCIS PISANI.

A LA CONFÉRENCE SUR LES FEMMES DE COPENHAGUE

Domitila pour les droits de l'homme

De notre envoyée spéciale

Copenhague. — De petite taille, de forte corpulence, Mme Domitila Chungara, 41 ans, est une femme au visage usé d'une indienne sans âge et la solidité des femmes nées aux durs travaux. Cette Bolivienne,

Dans une conférence de presse à Paris

LA CENTRALE OUVRIÈRE MET EN CAUSE L'ARGENTINE

« Le coup d'État fasciste de l'armée en Bolivie, le 17 juillet, dirigé par le général Luis García Meza (déjà responsable du coup d'État du colonel Natusch, Bush, le 1^{er} novembre de l'année dernière) ainsi que par les ecclésiastes les plus réactionnaires du pays appuyés par des groupes para-militaires, fait partie d'un plan dans lequel jouent un rôle les dictatures militaires du cône sud, principalement l'Argentine », a déclaré lors d'une conférence de presse réunie le lundi 21 juillet au siège de la C.F.D.T., à Paris, M. José Justiniano, membre du comité exécutif de la Centrale ouvrière bolivienne.

M. Justiniano a indiqué que quinze syndicalistes avaient déjà été fusillés à La Paz, ainsi que trente personnes à Santa-Cruz, parmi lesquelles deux députés de l'Union démocratique et populaire (U.D.P.).

La COB, qui a appelé à la grève générale et au blocage des routes en Bolivie, demande à toutes les organisations syndicales et démocratiques de manifester leur déprobatrice à l'égard de ce coup d'État, et d'exiger le rétablissement des libertés démocratiques.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Les États-Unis entre le droit et la justice

II. — Du bon usage de la préférence

De notre envoyé spécial ALAIN CLÉMENT

Dans un premier article (« Le Monde » du 22 juillet), Alain Clément a traité de la position exceptionnelle de l'avocat (lawyer) dans la société américaine. Il l'a expliquée autant par la montée des recours judiciaires que par la passion de plaider. De plus en plus, c'est au prétoire ou dans sa périphérie que se transposent la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Washington. — Aux États-Unis tout se plaide mais tout s'apprête. Devant la montée des plaintes introduites pour « harcèlement sexuel » (sexual harassment) au sein de la fonction publique fédérale, les services compétents ont décidé de lancer une vaste campagne de sensibilisation pour sanctionner, mais d'abord dissuader les ouvertures amoureuses d'un supérieur à ses subordonnés. Cinquante mille personnes participent chaque année à des séminaires d'explication sur l'art et la manière de répondre à ces abus de pouvoir. Encore qu'il y ait des hommes parmi les victimes de ceux-ci, c'est en priorité aux femmes que s'adresse ce programme.

D'une façon générale, la femme américaine bénéficie de toutes les mesures antidiscriminatoires appliquées au traitement des minorités depuis la loi sur les droits civiques de 1964. Les origines de cet amalgame en disent long sur le crédit qu'on peut accorder à « l'intention du législateur » style américain. L'introduction du mot « sexe » à côté de la race et de la souche nationale parmi les critères de sélection illicites n'est pas due à un chevalier du féminisme ou à la poussée du « woman's lib », mouvement encore embryonnaire à l'époque. Ce fut l'œuvre d'un sudiste, bien décidé à repenser l'ensemble de la loi et qui espérait la torpiller en y embarquant de force tous les problèmes de l'inégalité entre les deux sexes. On ne s'en tint guère de cette adjonction de dernière minute. Comme le remarquait quelques années plus tard la revue féministe de Harvard, « le vote de l'amendement anti-sexisme en séance publique et ultérieurement son entrée en vigueur légale se firent sans même un minimum de débat et de réflexion quant à ses implications, lesquelles commencent seulement à affluer le psychisme et la conscience morale de l'Amérique ».

L'« affirmative action »

Nombre d'États civilisés ont maintenu des lois contre la discrimination. Les États-Unis sentent le besoin d'être plus loin. L'article VII de la loi sur les droits civiques créait une institution nouvelle, la Commission pour l'égalité d'accès à l'emploi (Equal Employment Opportunity Commission), qui avait pour tâche de pouvoir d'interpellation et d'enquête, et, quelques années plus tard, de la capacité de citer en justice les contrevenants. Les lois et les règlements présidentiels exécutifs, qui la renforçaient.

Car il ne suffisait pas d'interdire la discrimination dans l'emploi. Il fallait, en outre, créer des conditions nouvelles permettant que l'habitude avait de faillir, et réparer les torts qui s'étaient perpétrés depuis la date d'entrée en vigueur de la loi. Le 2 juillet 1964, au début, le mécanisme complexe de ce système de « rattrapage » se heurta à la force d'inertie et aux lois des hommes blancs. Le E.E.O.C. ne reçut que tout récemment les compétences d'interpellation nécessaires à son action et, pour le moment, il n'a pu viser un même objectif dans les départements ministériels. C'est désormais l'organe principal chargé de veiller à la mise en œuvre de l'affirmative action.

Sous ce vocable il faut entendre tous les efforts entrepris ou à entreprendre pour que chaque entité économique de plus de quinze personnes, qu'il s'agisse d'une compagnie d'assurance, d'une chaîne de supermarchés ou d'une université, fasse sa « juste place » aux minorités et aux femmes. Comment calculer cette « juste place » ? En gros, pour les premières tout au moins, au prorata de ce qu'elles représentent dans la population environnante. Si telle région comporte 22 % de Noirs, 8 % d'hispaniques (Porto-ricains, « chicanos », Cubains naturalisés), et que la main-d'œuvre de votre usine ne donne respectivement que 10 % et 3 %, vous relevez de l'affirmative action.

De notre envoyé spécial ALAIN CLÉMENT

presomption de discrimination. Si vous décidez volontairement d'un programme d'accueil de ces minorités, vous ne serez pas poursuivi sur cette présomption, mais vous resterez « sous surveillance » du bras séculier de l'E.E.O.C. jusqu'à ce que vous ayez atteint dans la composition de votre main-d'œuvre des proportions proches des statistiques locales. On ne peut pas procéder ainsi pour les femmes puisqu'elles sont presque partout majoritaires, mais certains signes plus subtils permettent de voir si elles sont payées à leur juste valeur et promues en conséquence. S'il est patent que ce n'est pas le cas, l'employeur sera invité à aussi à consentir un effort particulier dans l'embauche et l'avancement — et, en attendant, à verser un pas-assez-perçu en espèces au personnel féminin qu'il a défavorisé. C'est ainsi que notre confrère, le New York Times a dû négocier à l'amiable un « remboursement » de 233 500 dollars distribués à ses employées féminines, ce qui ne le pas dispensé d'ouvrir ses livres de comptes et ses fichiers d'évaluation du personnel à des yeux indiscrets. La chaîne de télévision N.B.C. et le Reader's Digest, soumis à la même inspection, ne s'en tirent pas à moins de plusieurs millions de dollars attribués collectivement, il est vrai, à une « classe plaignante » beaucoup plus nombreuse.

Bien que le but de l'E.E.O.C. soit d'éviter ces règlements à l'amiable d'avoir à entreprendre l'action en justice condamnant le « discriminateur », ceux-ci sont presque aussi onéreux en honoraires d'avocat et aussi vexants pour la publicité que l'entente qu'un procès en bonne et due forme. Il est d'ailleurs relativement plus facile de dédommager des femmes qui prouvent qu'elles ont été lésées que de s'engager à embaucher à l'avenir plus de Noirs et d'hispaniques, puisque c'est une traite sur l'inconnu. Les postulants qui se présenteront seront-ils qualifiés pour le poste qu'on leur proposera ? Devra-t-on les utiliser non pas au-dessous de leurs capacités, comme ce fut probablement le cas dans le passé, mais en en creusant au-dessus, afin de saligner sur les chiffres dégelés par les ordonnateurs ? Ce favoritisme ne va-t-il pas jouer au détriment des autres groupes ? Quel idéal de justice socio-raciale est poursuivi à travers les pressions exercées sur l'employeur ?

Il n'y a pas à s'y tromper : ce dernier n'est pas à mettre chez lui », à supposer qu'il lui restât quelque indépendance après avoir satisfait aux multiples règlements fédéraux et locaux.

Les plus dynamiques recherchent la conciliation le plus souvent sous forme d'un protocole d'accord sous supervision judiciaire, mais ils désignent les agents de l'E.E.O.C. C'est ainsi qu'American Telephone and Telegraph Company a préféré redistribuer 83 millions de dollars entre ceux de ses employés qui l'accusaient

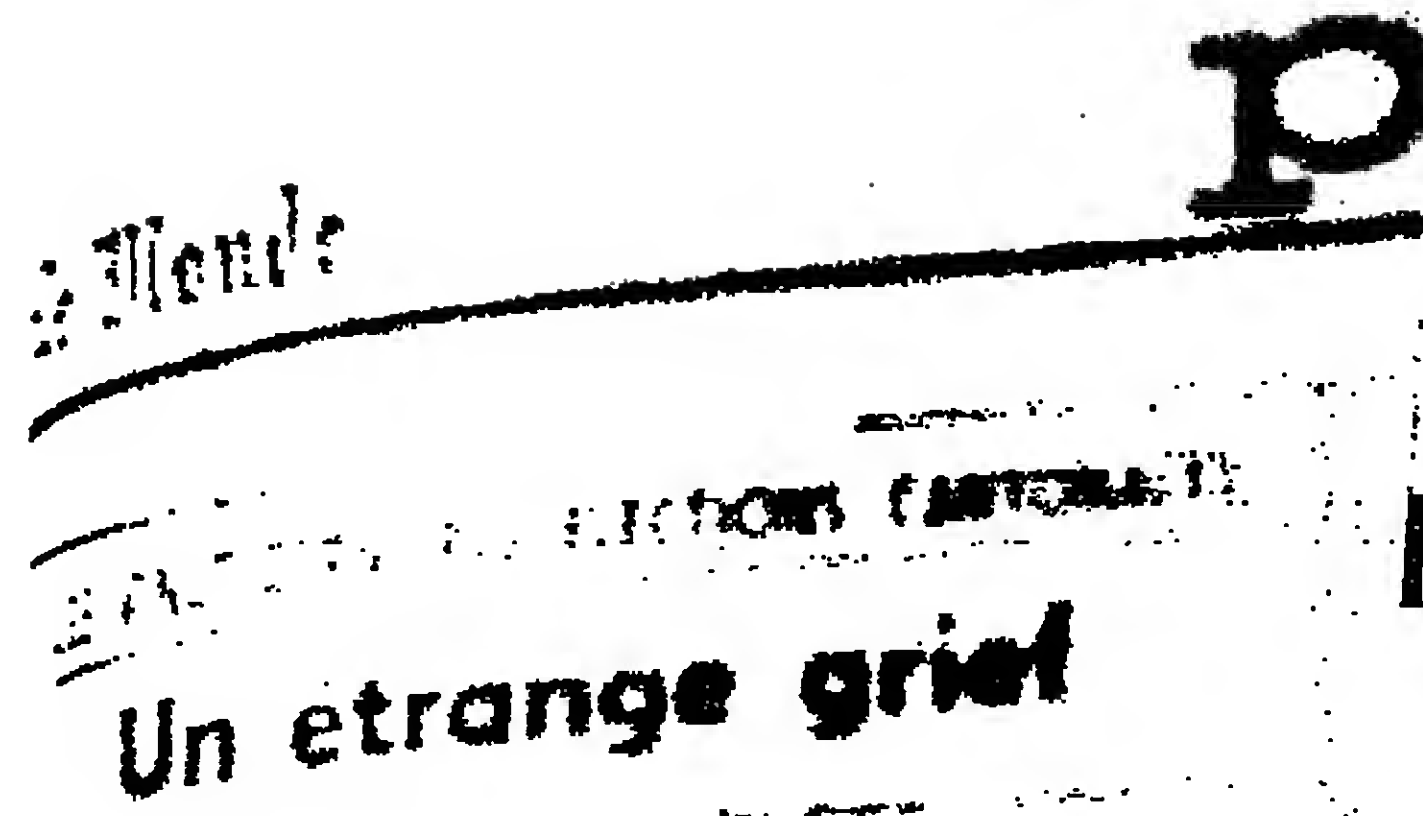
de discrimination plutôt que de courir les risques d'un procès. En revanche, le plus grand détaillant du monde (quatre cent mille salariés, Sears Roebuck, a choisi la confrontation. Après des années de tractations stériles avec les agents de l'E.E.O.C. Sears introduisit à grand fracas, en janvier 1979, une plainte contre le gouvernement fédéral coupable, à ses yeux, de lui imposer des obligations contradictoires alors qu'il échouait lui-même à faire observer en maints domaines ses propres directives intégrationnistes. En mal suivant la plainte était jugée irrecevable, et le 23 octobre, E.E.O.C. passait à l'attaque, ne déposant pas moins de cinq plaintes, l'une à Chicago, quartier général de la compagnie, accusée de discrimination contre les femmes et quatre autres dirigées contre ses deux succursales de New-York et celle de Montgommery, en Alabama, ainsi qu'un centre de vente sur catalogue à Memphis.

Dores et déjà la cause est entendue. Que peut-on opposer d'avantage à l'égalité d'accès ? Reste que ce grand principe se manifeste par des tracasseries administratives d'une lourdeur dépassant ce qu'on peut voir en Europe. Aucun secteur de la vie publique n'y échappe. Que l'on parle aux États-Unis avec un président d'université ou un journaliste, tous ont une certaine expérience de l'« action positive » (positive action) que se leurre qui est clair pour tous qu'il s'agit d'un passe-droit entièrement ou partiellement justifié, domageable ou non pour les ayants droit traditionnels.

Des « mâles blancs » protestent

C'est à travers l'épaisseur du vécu que l'« action positive » enfonce son coin dans les stratifications héritées du passé. Son actualité est à la fois diffuse et permanente. Et une fois de plus, c'est la Cour suprême qui destine le modèle d'une solution. Plus d'une douzaine de jugements ont été rendus, plus récemment à l'égard de l'affirmative action, mais deux arrêts à sensation, à un an d'intervalle (juin 1978-juin 1979) ont déterminé son orientation. On se rappelle tout d'abord que ces jugements ont été provoqués à chaque fois par la plainte d'un « mâle blanc », catégorie directement touchée par le préjugé favorable officiel dont jouissent les minorités raciales et la femme en général.

Le premier cas opposait l'étudiant Allan Bakke à l'université de Californie, plus précisément à la procédure d'admission de l'école de médecine de son campus de Davis. Sur les cent places ouvertes en première année, seize étaient réservées aux étudiants « défavorisés », notés avec une indulgence systématique. Par deux fois, Bakke fut rejeté alors qu'il avait plus de points que les « désavantagés » reçus. Il se considérait



Un étrange griel

A TRAVERS LE MONDE

Chili

DE NOUVELLES ARRESTATIONS ont eu lieu à la fin de la dernière semaine, à Santiago, apparemment dans le cadre de l'enquête menée par les policiers chiliens après le récent assassinat d'un officier supérieur, le colonel Vergara. On nous signale, au parlement de Paris, l'arrestation à son domicile de Santiago de son fils, M. Guillermo Geisser. M. José Benado, militant de la résistance, aurait, d'autre part, été torturé et serait aujourd'hui dans le coma, nous confirme la solidarité avec le peuple chilien.

Guatemala

LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME s'est réunie le samedi 19 juillet, estimant qu'il était « urgent » pour elle de continuer son travail dans l'actuel climat de terreur que les groupes d'extrême droite font actuellement régner sur le pays. — (U.P.I.)

Inde

LES DEUX JOURNALISTES FRANÇAIS, qui avaient été libérés sous caution vendredi, ont été de nouveau arrêtés, samedi 19 juillet, l'agence indienne P.T.I. MM. Rémy Favre, de Libération, et Pierre Tournier, de Paris-Match, avaient été détenus à Sivasagar, près de la frontière birmane, sont notamment accusés d'avoir commencé à la loi sur les étrangers en pénétrant dans l'État d'Assam sans autorisation. — (A.F.P.)

Paraguay

UNE MISSION ÉCONOMIQUE FRANÇAISE, conduite par M. Jacques Soustelle, est arrivée le samedi 19 juillet à Asunción. La mission doit examiner sur place divers plans de développement, parmi lesquels le projet de construction d'une cinquième. — (A.F.P.)

Sénégal

M. ABDOULAYE WADE, député et secrétaire général du parti démocratique sénégalais (P.D.S.-opposition) a été inculpé de « diffusion de fausses nouvelles de nature à porter atteinte aux institutions et au moral des populations », indique un communiqué du P.D.S. du 21 juillet. Il est reproché à M. Wade d'avoir déclaré dans une interview à l'hebdomadaire Jeune Afrique, que le parti socialiste, au pouvoir, avait dépensé des milliards pour démanteler le

P.D.S. et gagner les élections législatives et présidentielles de 1978. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

SOIXANTE-DOUZE FEMMES tchécoslovaques ont, adressé, vendredi 19 juillet, une lettre au chef de l'État pour demander la libération de Mme Otta Bednarova, cinquante-trois ans, qui purge une peine de trois ans d'emprisonnement pour ses activités au sein du Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS). Dans cette lettre, elles mentionnent l'accent sur le fait que Mme Bednarova souffre d'une maladie incurable. — (A.F.P.)

Union soviétique

L'ÉCRIVAIN SOVIÉTIQUE VASILY AXIONOV, quarante-sept ans, fils de l'écrivain Evguénie Guinebourg, devait quitter l'Union soviétique, ce mardi 23 juillet, accompagné de sa femme et de trois membres de sa famille. L'écrivain, qui est à l'origine de la publication, en janvier 1979, de l'album Métropole, constitué essentiellement de textes refusés par la censure soviétique, est arrivé à Paris, puis se rendra en Californie. D'autre part, la mère et la sœur du mathématicien dissident ukrainien Leonid Pionchitch, qui vit à Paris depuis 1976, sont arrivées, lundi, à Vienne, venant d'Odesa et auraient l'intention de se rendre à Paris dans les prochains jours. — (A.F.P., A.P.)

préparation de session en septembre et soutien annuel

DROIT. SC-ECO

2, centres : boulevard Saint-Germain ou Neuilly

CEPES 57, r. Cl. Laffitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.09.19

enseignement supérieur privé

LES VINGT DERNIÈRES ÉLECTIONS CANTONALES

Un étrange grief

L'étude que nous avons consacrée dans le Monde du 19 juillet aux vingt dernières élections cantonales partielles avait pour objet de comparer les résultats des forces d'opposition à ceux qu'elles avaient précédemment obtenus (en 1975, en 1978 ou en 1979 selon les cas), chaque fois qu'une comparaison sérieuse était possible.

Nous ne le disons pas pour nos lecteurs, qui avaient compris, mais pour un confrère anonyme de l'Humanité qui, lui, fait semblant de n'avoir pas compris.

Ne trouvant rien à redire aux indications que nous avons données sur le P.C.F. et sur sa revanche, en nous faisant, à propos du parti socialiste, un étrange grief.

Il écrit dans l'organe central du P.C.F. daté du 19 juillet : « La baisse de 0,58 point attribuée au P.S. est minime, seuls neuf cantons sur vingt ayant été pris en compte pour le calcul », et il ajoute : « Voilà qui est quelque peu contestable ».

Fallait-il donc apprécier l'évolution du P.S. entre hier et aujourd'hui, en prenant en compte les six cantons où il fut absent, tantôt en 1978, tantôt en 1979, tantôt en 1980, tantôt en 1975 et en 1980 ? Fautes de travail, il sera passionnant.

Fallait-il étudier les cinq cantons où les situations n'étaient

pas, honnêtement, comparables d'une consultation à une autre ?

En les écartant, avons-nous « minoré » la baisse du P.S. ?

C'est exactement le contraire. Si nous avions consenti à additionner des carottes et des navets, ou à soustraire des carottes de navets, nous aurions abusivement crédité les socialistes de cinq succès pour cinq consultations : + 1,29 point à Bondy, + 11,59 points à Lorient, + 13,06 à Donnemarie-Dontilly, + 14,72 à Montpeller-VII et... + 19,68 à Laon-Nord.

Nous ne nous reprochons ni d'avoir choisi une méthode plus rigoureuse ni de l'avoir appliquée au P.C.F. comme au P.S. Si notre spécialiste est curieux de savoir ce qu'aurait donné la comparaison de situation non comparables à Châteauneuf (un candidat P.S. présent en 1980 et non en 1978), grand bien lui fasse d'apprendre que, dans ce canton, son parti a perdu, le 22 juin, 16,83 points (11,57 % des suffrages exprimés au lieu de 28,40 %). Si nous avions tenu compte d'un tel résultat, nous aurions indéniablement « majoré » abominablement le recul du parti communiste.

Notre confrère sans nom a perdu une belle occasion de se faire dans un journal qui n'a pourtant pas l'habitude de traiter les affaires électorales avec légèreté. — R. B.

LE P.S. FRANÇAIS S'INQUIÈTE DE LA DÉGRADATION DE LA SITUATION EN AMÉRIQUE LATINE

Le parti socialiste a dénoncé, le lundi 21 juillet, dans un communiqué publié par son secrétariat international, l'aggravation, le 18 juillet, de six cents personnes et les « actes de terreur d'État » perpétrés au Chili.

Déplorant la « dégradation générale de la situation en Amérique latine », le P.S. s'élève contre le « nouvel essor » des relations franco-chiliennes « au mépris des atteintes cantonnées aux droits de l'homme » et demande au gouvernement français d'y mettre un terme. « Ces relations », ajoute le communiqué, ne contribuent en rien à l'amélioration du sort du peuple chilien et à sa lutte pour la démocratie et la liberté ».

D'autre part, deux membres du P.S., Mme Anne Tregouet, adjointe au secrétaire général, et M. Yves Lebas, délégué au secteur international, ont été reçus dans la matinée par la première secrétaire de l'ambassade de Bolivie à Paris, occupée par des ressortissants de ce pays qui entendent protester contre le coup d'État militaire du 17 juillet. Cette mission, a déclaré M. Lebas, avait pour objet de « s'informer et de rappeler notre attachement à la démocratie ». Il a également rappelé que le P.S. demandait aux autorités militaires de cesser toute aide à la Bolivie tant que le processus démocratique n'aurait pas été relancé.

À PROPOS DE LA FISCALITÉ AGRICOLE

M. Didier Julia, député R.P.R. de Seine-et-Marne, demande au premier ministre quelles conséquences il compte tirer du rapport du Conseil des Impôts sur la fiscalité agricole. Le Monde du 8 juillet s'étonne que ce rapport ne prenne pas en considération la hausse de la fiscalité indirecte. Il demande comment les producteurs de céréales peuvent pratiquer l'évasion fiscale ? alors que toutes leurs productions sont livrées aux coopératives. Il craint que la publication de ce rapport « aussi incomplet et comportant autant d'interprétations qui dépassent l'analyse des faits » n'entraîne une nouvelle campagne antiagricole.

SIX PERSONNALITÉS SOCIALISTES DU RHÔNE SE PRONONCENT EN FAVEUR DE M. ROCARD

Six personnalités socialistes du Rhône ont publié, le vendredi 18 juillet dans le Progrès de Lyon, un appel en faveur de la candidature de M. Michel Rocard à l'élection présidentielle de 1981. MM. Louis Gireau, maire de Saint-Priest, André Ponsignon, maire de Villefranche-sur-Saône, Claude Berrand et Gérard Collob, conseillers municipaux de Lyon, Christian Mettraud, conseiller général du Rhône et Armand Julien, membre du bureau fédéral du P.S. qui appartenaient au courant de M. Pierre Mauroy, estiment que M. Rocard « est perçu comme le seul candidat capable de dépasser la situation délicate que nous connaissons actuellement et de mener à bien l'opération populaire ». Selon eux, « aucun désaccord de fond » n'existe entre la minorité du P.S. et M. François Mitterrand.

« M. Michel Rocard, déclarent-ils, est le seul capable de donner à notre pays un président socialiste. En parlant un langage de rigueur mais non de fermeture, un langage de responsabilité sur les problèmes économiques ou institutionnels, Michel Rocard a touché la sensibilité socialiste ».

Les instances de la fédération socialiste du Rhône, dans laquelle les partisans de M. Mitterrand sont majoritaires, ont jugé cette déclaration « inopportune dans la mesure où elle constitue une pression extérieure sur la libre discussion et le libre choix qui seront le fait des seuls socialistes ».

M. André Lajoinie, vice-président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a adressé, le jeudi 21 juillet, à M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, une lettre lui demandant de recevoir une délégation du groupe, qui souhaite l'entendre sur sa proposition d'augmentation de 50 % — et d'attribution des allocations familiales.

M. Henry Jean-Baptiste, conseiller technique auprès du président de la République, a déclaré, dimanche 20 juillet, au cours d'une interview diffusée par FR 3-Martinique que M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra vraisemblablement en Martinique et en Guadeloupe à la fin de l'année, entre Noël et le Jour de l'An.

Le chef de l'État avait exprimé l'intention de se rendre dans ces deux îles quand il avait reçu, le 13 mars, à l'Élysée, les présidents des conseils généraux et régionaux des deux départements antillais.

M. Bruno Riches, ancien député français dans le district de Santo, a annoncé, le lundi 21 juillet, la constitution d'un comité international de soutien aux francophones des Nouvelles-Ébrides dont l'objectif est « d'obtenir le report de la date de l'indépendance de l'archipel jusqu'à ce que les droits des francophones néo-zélandais soient réellement garantis ».

Adresse du comité : 1, rue Sureau, 75007 Paris.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les gaullistes et la solidarité majoritaire

(Suite de la première page.)

L'un comme l'autre est conscient que l'avenir politique de la famille gaulliste est en jeu dans cette élection : l'un comme l'autre est prêt à être à la fois le garant de l'unité du gaullisme et à lui assurer par sa candidature la meilleure score électoral possible.

Si M. Chirac veut aujourd'hui à dire à la fois qu'il n'est pas encore candidat mais qu'il demeure bien présent dans le combat politique — comme pour ne pas de faire oublier — c'est pour mieux énumérer quatre principes qui constituent un véritable préambule à son entrée en lice ultérieure. En dépit de leur formulation modérée et même élitique, ils sont déjà suffisamment explicites.

L'affirmation selon laquelle « un candidat gaulliste doit renforcer l'union » à l'occasion de l'élection présidentielle est un reproche indirect et voilé adressé à M. Debré. Que celui-ci s'en défende ou non, sa candidature, en effet, a été reçue, notamment du côté gaulliste, comme une marque de division des gaullistes.

Toutefois, aucune lecture profonde n'apparaît encore dans les rangs du R.P.R. Les comités d'appel à une candidature de M. Chirac, constitués souvent à l'initiative de responsables du parti, sont un rappel de la fidélité au président élu mouvement. Et si l'on assure que M. Debré a reçu les encouragements d'une trentaine de parlementaires, on se refuse à publier leurs noms. Seuls MM. Rufenacht, député de Lot-et-Garonne, et Maurice Druon, député de Paris, ont tenu de longue date du député de la Réunion, maire adjoint au maire de la capitale, ont pris

conscience de la situation. M. Chirac souligne ensuite, selon la doctrine traditionnelle de la V^e République, le candidat à l'élection présidentielle — du moins dans la conception qu'en ont les représentants de la majorité — ne saurait être seulement l'homme d'un parti. Les trois présidents de la V^e République se sont toujours présentés sans solliciter l'investiture de leur formation d'origine. On peut attendre que M. Chirac s'y décide.

Le président abandonnerait ses fonctions de président du R.P.R. en en confiant l'intérêt aux autres dirigeants actuels du mouvement. Au cours de l'automne, après le premier tour de scrutin, le parti se vers le 15 septembre, il pourrait d'ailleurs prendre quelque distance avec l'activité de son mouvement et de son groupe parlementaire en se consacrant davantage à Paris et en effectuant plusieurs voyages à l'étranger, notamment à Brazzaville du 3 au 8 octobre.

Le maire de Paris, dans son troisième point, précise un peu plus le sens politique de son éventuelle candidature. Tel Jean Le Bon écartant les exhortations de M. Debré, M. Chirac se donne à lui-même le conseil de se garder à gauche et de se garder à droite. Tout en récusant « les mirages de l'union à gauche », il écarte de s'en prendre directement aux socialistes et à leur futur candidat. Au cours des précédentes consultations — législatives de 1978 et européennes de 1979, M. Chirac a plusieurs fois lancé

des appels à l'élection socialiste, il n'a jamais démenti qu'il pouvait exister certaines « convergences » entre gaullisme et socialisme. Le gaullisme de gauche, pour moribond, dispersé et divisé qu'il soit, n'en est pas moins pris en compte par le R.P.R. qui a fait de M. Chirac, ancien président de la Fédération des républicains de progrès, son délégué général chargé de la participation, malgré le peu de succès qu'il a rencontré dans ses efforts pour fédérer les groupuscules de gaullistes de gauche.

Ce que repousse catégoriquement le maire de Paris c'est une collusion organique entre dirigeants gaullistes et socialistes, feignant de croire que cette hypothèse est encore réalisable mais il ne conteste pas la justesse de certains principes de la doctrine socialiste, bien qu'il ne les énumère pas. Dénouant l'union de la gauche dont le caractère obsolète est maintenant bien démontré, M. Chirac semble — a contrario — accorder une considération nouvelle au socialisme seul.

Cependant, on fait dans l'entourage de M. Debré, une analyse comparable. On souligne que l'année prochaine à la différence de 1974 — le candidat socialiste ne sera plus lié par un accord contraignant avec l'état-major du parti communiste et qu'il sera, en conséquence, libre d'inscrire sa politique selon ses propres convictions et selon son seul intérêt électoral. Si dans ses orientations le candidat socialiste tient davantage compte que ne le ferait M. Giscard d'Estaing de la sensibilité gaulliste, le choix pour le second tour pourra alors en être influencé.

Les gaullistes, qu'il s'agisse de M. Chirac ou de M. Debré, semblent donc maintenant prendre en considération le départ de l'union de la gauche, l'évolution du P.S. et aussi l'emprise bureaucratique, croissante depuis six ans, qui vide un peu la société libérale de son contenu.

M. Jacques Chirac ne semble pas du tout prêt à devenir au second tour de l'élection présidentielle le pourvoyeur du « système », ni à voter à son tour sans précautions comme il l'avait fait en 1974. En effet, en récusant « les faux semblants ou le double jeu », le maire de Paris par le chef de l'État et mise en œuvre par M. Raymond Barre, mais aussi la perspective d'un changement de majorité. Selon ce projet qui lui est parvenu, M. Valéry Giscard d'Estaing serait disposé à s'accommoder d'un soutien socialiste qui lui permettrait de se débarrasser des gaullistes trop frondeurs.

En adoptant des maintenant cette attitude de réprobation à l'égard de l'union de la gauche et de critique envers M. Giscard d'Estaing et en plaçant l'une et l'autre sur le même plan, M. Jacques Chirac laisse à penser une incertitude sur le comportement qu'il adoptera entre les deux tours de l'élection présidentielle. La position qu'il semble prendre aujourd'hui ne peut donc en rien préjuger les consignes de vote

qu'il pourra donner à ses électeurs au lendemain du premier tour ni même laisser prévoir qu'il donnera le moindre conseil. M. Chirac veut garder les mains libres le plus longtemps possible, mais déjà — tout comme M. Debré — il ne se considère plus lié par la solidarité majoritaire.

Il est vrai que M. Chirac affirme — et c'est son quatrième principe — qu'un candidat ne peut avoir pour objectif que de

gagner. Cette proclamation est bien légitime de la part d'un homme qui pourrait solliciter des suffrages débordant les limites de son parti. Il ne reproche pas à M. Debré, comme le font certains de ses amis, d'être candidat pour « témoigner », évitant ainsi une fois encore de se heurter à celui qui fut son collègue aux élections européennes. Le maire et son parti ont le droit de se disperser sans élection.

ANDRÉ PASSERON.

L'élection présidentielle ne doit laisser place ni aux faux-semblants ni au double jeu affirme l'ancien premier ministre

Voici le texte intégral de la déclaration publiée le mardi 22 juillet par M. Jacques Chirac : « La campagne électorale pour l'élection présidentielle est en fait ouverte depuis plusieurs mois déjà. Une telle situation est mauvaise pour la France : elle accentue les divisions de l'opinion dont les préoccupations actuelles sont à juste titre, d'une autre nature tout en creusant le fossé qui s'élargit entre les citoyens et ceux qui ont mandat de les représenter. »

« Pour ma part, j'entends ne pas ajouter à la confusion ou à l'affrontement des ambitions. Voilà pourquoi j'ai décidé de ne faire aucune déclaration concernant la décision que j'aurai à prendre avant que soit venu le moment de m'exprimer. Ce moment viendra lorsque le grand débat national auquel donnera lieu l'élection présidentielle pourra s'engager sans compromettre l'unité de la France et l'efficacité de l'État. »

« En revanche, alors que les rivalités entre partis et tendances au sein des partis vont s'accroissant, il est urgent de rappeler aux Français que le président qu'ils auront à investir de la responsabilité suprême ne saurait prétendre représenter la France au nom d'une fraction. Le président est l'homme de la nation toute entière, il a pour mission d'exprimer et de servir le seul intérêt national. »

« Tel est le fondement des institutions que la V^e République a données au gouvernement de la France pour le décharger de la prise des partis et de la délivrance de l'impulsion. »

« Ces principes auxquels j'entends, quoi qu'il arrive, demeurer fidèle entraînent pour tous ceux qui s'en réclament des exigences et des devoirs qu'ils doivent assumer clairement. »

« La vocation du mouvement gaulliste a toujours été de rassembler les Français au service de l'intérêt national. Pour cela, il doit en premier lieu demeurer uni et solidaire. C'est pourquoi un candidat gaulliste doit renforcer

l'union et non susciter la division. C'est dans cet esprit que j'ai, il y a bientôt quatre ans, fondé le Rassemblement ; je ne renoncerais pas à cette ambition. Le fait est que l'homme d'un parti, ni seul confondu avec aucune fraction. C'est seul qu'il doit prendre sa décision en fonction du jugement qu'il porte sur la situation, et en fonction de sa capacité à répondre à l'appel de la nation. Pour être garant, demain, du destin de la France, il doit être appelé à confirmer par la confiance d'une majorité aussi large que possible de Français par-delà et au-dessus de toutes les diversités légitimes. »

« 3^e Les Français doivent être placés, par ceux qui sollicitent leurs suffrages, devant un choix clair, comme l'exigent tout à la fois l'esprit de nos institutions et la morale politique. Quant à moi, je suis en tout état de cause déterminé à me battre pour une société de liberté et de responsabilité, et à défendre l'indispensable indépendance de la nation. C'est pourquoi j'ai toujours récusé les mirages de l'union de la gauche avec ou sans programme commun. »

« L'élection présidentielle ne doit laisser place ni aux faux-semblants ni au double jeu. »

« 4^e L'homme qui portera ces ambitions doit avoir pour objectif clair, avant le commencement de la campagne, que la France puisse assumer le rang qui est digne d'elle. La politique est un combat au service d'un idéal pour que cet idéal triomphe. C'est ainsi que dans sa sagesse, le peuple le comprend. »

« Tels sont les principes qui ont inspiré mon action passée et qui détermineront mon action future. »

de Paris redoute davantage les initiatives qui pourraient être prises — et notamment par les membres du gouvernement — pour diviser la famille gaulliste

L'air des hauteurs

(Suite de la première page.)

Mais il n'écarte pas, et même il peut favoriser, le surgissement d'appareils constitués pour jeter le grappin sur la magistrature suprême et la direction de l'État. Même il peut inciter des hommes plus épris de succès que d'action à se fabriquer, médias et technique de relations publiques aidant, une « image » et un « discours » propres à capter les suffrages. Autrement dit, ce système peut combiner les dangers de l'aventurisme, de la machination et de la démagogie.

Debré n'étant ni un aventurier, ni un machinateur, ni un démagogue, rappelle la classe politique au bon usage de l'institution. Il court évidemment le risque de voir ses thèmes bientôt repris, sans droits d'auteur, par ses amis, ses faux-amis et ses adversaires, de telle sorte qu'en fin de campagne, les mots d'ordre feront peut-être figure de lieux communs. Il en a l'habitude : se rappeler l'inflation, la dénatalité, la guerre économique, les pièges de la supranationalité...

En face de ceux qui se consacrent à se saisir du pouvoir sans avoir grande idée de ce qu'ils en feront le lendemain, il parle le langage de la lucidité et de l'effort ; il leur offre un programme et même le seul qui vaille ; ils vont en faire pâture, accommodée à leur propre salive. Mais un souffle va passer sur cette France qui se cherche sans se retrouver.

Si les instituteurs de sondages sont honnêtes — et l'on doit se forcer d'espérer qu'ils le sont — il est un mot qui devrait apparaître à présent dans leurs questionnaires, et qu'on

n'y a pas encore vu : le mot d'estime. « Quel est l'homme politique qui vous inspire le plus d'estime, pour son caractère, sa rigueur, sa compétence... »

Mais que suis-je à parler de sondages, cette négation de la démocratie ?

La question à laquelle chaque citoyen doit se préparer à répondre, ce n'est pas : « Qui aura les meilleurs sondages, qui va avoir la meilleure note ou les meilleures chances ? » La question est : « Qui est le meilleur en soi ? Le meilleur pour la France, pour la mettre en état de résister aux tornades et peut-être au séisme mondial qui s'annoncent ? »


C'est, pour ma part, la seule question que je me pose et que je puisse accepter de me poser, jusqu'au soir du premier tour d'avis, quelles que soient les instances amicales, voire les pressions peu convenables qu'on voudrait d'ici là commencer à exercer sur moi comme sur d'autres.

Le monde est tout prêt d'enfanter des drames. Comment la France, puissance cardinale aux yeux de beaucoup, puissance secondaire aux regards de certains, qui se sentent confondre l'art de gouvernement et l'empirisme gestionnaire, va-t-elle tenir au choc ?

Quand un pays décline, il y a pléthore de gens pour accompagner ce déclin, fût-ce avec des airs de faux réalisme ou de fausse énergie. Mais ceux qui peuvent guider les remontées ne sont pas légion, et on les trouve généralement sur les hauteurs.

MAURICE DRUON.

Françoise Dorin.
Les lins à une place.



Le roman d'amour de l'amitié. Pétillant de vitalité. 448 pages.

FLAMMARION

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

Nouvelles recherches sur le Tibet

Une campagne scientifique franco-chinoise dans le Tibet a débuté, dimanche 20 juillet : elle doit durer jusqu'au 20 octobre. Une trentaine de Français (scientifiques appartenant à divers laboratoires, médecins et interprètes) et cent cinquante Chinois y participent. Le Tibet vient, d'autre part, de faire l'objet du

premier congrès scientifique international organisé à Pékin par la République populaire de Chine. Multidisciplinaire, il a réuni, outre plusieurs centaines de spécialistes chinois, quatre-vingt-neuf participants étrangers, de dix-huit nationalités différentes. Le congrès a été suivi d'une « excursion de travail sur le terrain » dans la zone de « suture » entre

l'Inde et l'Asie : pendant deux semaines, de Lhassa à la frontière népalaise, les étrangers ont été ainsi en mesure d'étudier, enfin concrètement, les divers phénomènes qu'ils ne connaissaient jusqu'alors que par les images de satellites, par de rares publications — déjà anciennes — de chercheurs occidentaux et celles, plus récentes, traduites du chinois.

Là où l'Inde télescope le reste de l'Asie

Le Tibet et sa bordure au sens large du terme, depuis l'Afghanistan jusqu'à l'est de l'Indonésie, présentent un intérêt exceptionnel pour la compréhension de notre planète. Cette région est, en effet, le plus bel exemple actuel de la collision de deux plaques portant, l'une et l'autre, une masse continentale. On sait que, selon la théorie de la tectonique des plaques, certaines des plaques mobiles qui forment la surface de notre planète sont dotées de mouvements convergents. Lorsqu'une de ces plaques est faite du matériau basique constitutif des fonds océaniques, elle plonge sous sa voisine, que celle-ci soit faite du même matériau océanique ou qu'elle porte une masse continentale.

Cette plongée est matérialisée : par un fossé océanique, la plupart des fossés océaniques sont situés tout autour du Pacifique ;

par des tremblements de terre qui se déclenchent tout au long de la plaque plongeante tant que celle-ci n'est pas devenue « fluide » sous l'effet de la chaleur qui croît avec la profondeur ;

par des volcans situés en avant du fossé, à la verticale des zones de déclenchement des séismes intermédiaires (dont le foyer est compris entre 70 et 300 kilomètres de profondeur) se produisant dans la plaque plongeante.

Tout se complique lorsque les deux plaques convergentes portent l'une et l'autre des masses continentales. Les continents sont faits d'un matériau, relativement solide et relativement léger. Ils flottent donc sur le matériel sous-jacent ultrabasique et plus dense. Sous les océans se trouve, d'ailleurs, le même matériau ultrabasique qui, par différenciation physico-chimique, donne le matériau basique, assez dense lui aussi, formant les fonds océaniques.

Tout cela empêche les plaques portant les masses continentales de plonger sous leur voisine, que celle-ci soit purement océanique ou continentale. Cette impossibilité de plonger oblige les plaques continentales qui entrent en collision à se plisser très fortement et à se fracturer en écaillés glissant l'une par-dessus l'autre. On pense que la majorité des grands systèmes montagneux (notamment le plissement hercynien qui a affecté toute l'Europe entre -310 et -250 millions d'années) sont nés de telles collisions. Mais la plupart des collisions continentales ont eu lieu au cours des âges géologiques du passé : la collision de l'Inde et de l'Asie est la plus spectaculaire qui se produise actuellement. Celle-ci, bien entendu, ne s'est faite ni rapidement ni simplement, ce qui explique la complexité des structures et de la géologie du système Himalaya-Tibet.

Il y a environ 225 millions d'années, la dérive — incessante — probablement depuis quelque 2 milliards d'années — avait réuni toutes les masses continentales en un bloc unique, la Pangée, dont le côté oriental était largement échancré, à la latitude de l'équateur. Une vaste mer, la Téthys, occupait cette échancrure. Vers -180 millions d'années, la Pangée se scinde en deux supercontinents : au nord, la Laurasie qui regroupait l'Eurasie (sauf l'Inde) et l'Amérique du Nord ; au sud, le Gondwana qui réunissait l'Amérique du Sud, l'Afrique, l'Antarctique, l'Australie, Madagascar et l'Inde. Soixante millions d'années plus tard, le Gondwana est complètement fracturé, et l'Inde, située jusque-là autour du 45° parallèle sud, devient « indépendante » et amorcée sa dérive de quelque 6 000 kilomètres vers le nord. Au début, cette dérive se situe

entre une dorsale qui, au sud, « fabrique » de nouveaux fonds océaniques (ceux de l'océan Indien actuel) et un fossé qui, au nord, « avale » les fonds de la Téthys. Ceux-ci sont toutefois parsemés de petits fragments du continent de Gondwana qui surnagent obligatoirement, puisque trop légers pour plonger (1). En outre, en avant du fossé à dû probablement exister un arc insulaire volcanique. Vers -60 millions d'années, l'Inde est arrivée sur le rebord sud du fossé et, ne pouvant y disparaître comme les fonds océaniques, elle a perturbé tout le système. L'activité du fossé océanique s'est probablement arrêtée, l'Inde a continué sa dérive vers le Nord et a atteint l'Asie il y a quarante-cinq millions d'années.

Le résultat de carambolages successifs

Depuis cette époque, l'Inde poursuit son télescope avec l'Asie au rythme moyen de cinq centimètres par an. Son rebord externe a subi un défilage en deux écaillés successives, la deuxième (chronologiquement) s'est glissée sous la première et le front actuel du continent indien se situe en ce moment sous la seconde. Deux failles de chevauchement, parallèles à l'Himalaya, et toutes deux situées au sud de la frontière chinoise, marquent en surface l'endroit où un morceau de l'Inde passe sous un autre. La faille centrale de chevauchement, entre la première et la deuxième faille, longe le versant sud des grands sommets de l'Himalaya et n'est plus active. La faille bordière de chevauchement, à 150 kilomètres au sud et à l'ouest de la précédente, marque le glissement du rebord externe de l'Inde sous la deuxième écaïlle. Celle-ci est active : elle est le siège de tremblements de terre, et la chaîne bordière qui la longe au nord est indéniablement en cours de surélévation.

La collision de l'Inde proprement dite contre l'Asie aurait donc été précédée par la butée d'éléments divers qui, les uns après les autres, se seraient soudés au continent asiatique. Ces carambolages successifs expliqueraient que, du nord au sud, on trouve au Tibet :
● La masse continentale asiatique ;
● Des roches volcaniques, émisées entre -100 et -50 millions d'années, dans un arc insulaire ;
● Des sédiments déposés entre -100 et -70 millions d'années dans un bassin océanique situé entre l'arc insulaire et le fossé océanique. Il est évident qu'une plaque océanique ne plonge pas facilement sous sa voisine. Les frottements du haut de la plaque plongeante contre le rebord de sa voisine rasent les sédiments et entassent ceux-ci contre ce rebord ;
● Des ophiolites, qui sont des restes d'ancienne croûte océanique et ont, eux aussi, été arrachés par les frottements imposés.

(1) Certains de ces fragments se retrouvent actuellement en Afghanistan.

YVONNE REBEYROL.

Le microscope acoustique

Des sons pour mieux voir

Deux moyens d'observation à l'échelle microscopique sont couramment utilisés aujourd'hui : le microscope optique et le microscope électronique. Chacun donne des images de la surface de l'objet observé, mais ce dernier doit très souvent être traité afin d'augmenter le contraste entre ses différents constituants. De plus, l'observation de la structure interne n'est possible que par l'analyse de coupes successives : il faut donc détruire l'objet.

Depuis une dizaine d'années, une nouvelle technique de microscopie se développe. Elle fait appel aux ondes acoustiques, ou ultrasons. Une finesse d'image comparable à celle du microscope optique peut désormais être combinée avec un pouvoir d'investigation en profondeur, sans destruction de l'objet.

Une onde sonore, tout comme une onde optique, subit des modifications lorsqu'elle rencontre un objet. D'une part, elle est partiellement réfléchi ; d'autre part, sa transmission dépend du milieu dans lequel elle se propage. Les perturbations de l'onde sonore sont le reflet de la constitution du milieu qui est parcouru. L'hétérogénéité, la constitution moléculaire, l'élasticité, bref, de nombreuses propriétés intrinsèques du matériau interviennent dans la modification de l'onde sonore. Les techniques d'échographie médicale utilisent ce phénomène pour visualiser les organes d'un patient.

La finesse des images obtenues — en d'autres termes la résolution — est directement liée à la fréquence du signal sonore. Les caméras acoustiques utilisent des fréquences de 1 mégahertz (un million de cycles par seconde) pour une résolution de l'ordre du millimètre. La microscopie acoustique doit travailler avec des fréquences cent à mille fois plus élevées. Mais, c'est là que réside l'une des grandes difficultés posées aux chercheurs qui travaillent sur le microscope acoustique, l'atténuation du signal sonore est d'autant plus grande que la fréquence utilisée est élevée.

Des objets contrastés

Le principe de l'appareil est relativement simple. Un signal électrique est envoyé sur un transducteur piezo-électrique qui le convertit en onde acoustique. Cette onde est alors propagée dans un saphir puis focalisée sur l'objet que l'on désire étudier. L'objet doit être plongé dans un milieu de liaison — le plus souvent l'eau — qui assure la propagation de l'onde sonore et permet la focalisation de cette onde, car l'interface entre le saphir et l'eau joue le rôle d'une « lentille acoustique » et permet une très bonne focalisation. On peut alors recueillir l'onde transmise par l'objet sur une lentille acoustique identique à la première. On peut aussi étudier la réflexion de l'onde et recueillir l'écho sur la lentille émettrice. Dans ce cas, les signaux sont émis en trains d'ondes dont quelques dizaines de milliards de seconde et l'écho est reçu dans les intervalles entre trains d'ondes. Dans les deux cas la lentille acoustique réceptrice transmet l'onde, qui est à nouveau convertie en signal électrique et module l'intensité d'un faisceau d'électrons qui balaye un écran de télévision.

Le point de focalisation de l'onde acoustique balaye — en synchronisme avec le balayage du faisceau d'électrons — un champ dans l'objet suivant deux axes perpendiculaires. Ce balayage peut être réalisé par vibration d'un haut-parleur (fréquence de l'ordre de 100 hertz) pour l'un des axes et par déplacement mécanique pour l'autre (quelques secondes par cycle). Le balayage complet du champ est donc obtenu en quelques secondes. Un simple procédé de mémoire électronique fait apparaître simultanément tous les points du balayage : on a alors l'image acoustique d'une coupe de l'objet.

L'intérêt des biologistes

Une autre équipe française, au Centre d'études d'électronique des solides de Montpellier, cherche à l'heure actuelle à améliorer la résolution du microscope. Plusieurs voies sont possibles : trouver de nouveaux milieux de propagation de l'onde (le mercure, bien que d'un maniement difficile, semble prometteur), obtenir des lentilles à faible rayon de courbure (creuser dans un saphir une cavité parfaitement sphérique d'un rayon inférieur à 0,1 micron est déjà une prouesse technique). Une résolution de 0,5 micron est maintenant obtenue. A Montpellier, comme à Valenciennes, ces réalisations technologiques de pointe ont des applications industrielles immédiates : par exemple, il devient possible de contrôler la finition — en profondeur — des éléments de circuits intégrés ou certaines couches conductrices ou une épaisseur d'un micron. Enfin, la microscopie acoustique a suscité l'intérêt des biologistes. Dans un premier temps, il fallait obtenir des images et les comparer à celles obtenues en microscopie optique. Les images des coupes de tissus ou

PIERRE LEGRAND.

En toute logique

Les cubes du calendrier

PROBLEME N° 178

On trouve depuis quelques temps une nouvelle sorte de calendrier qui pose, par sa construction même, un problème de récréation mathématique. Il s'agit de cinq cubes dont les sept premiers portent des lettres et les deux suivants des chiffres, pour écrire le mois en abrégé et la date. Comment peut-on répartir les lettres de

l'alphabet, à raison d'une par face, pour pouvoir, à l'aide de trois cubes seulement, écrire ainsi les douze mois :

JAN FEV MAR AVR MAI JUN
JUL AOUT SEP OCT NOV DEC ?

(soit écrit AOUT donnerait une impossibilité.)

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLEME N° 175

L'homme ABCD, de hauteur h, de largeur l et d'épaisseur e, parcourt dans un temps T une distance L. Il est dans un milieu humide, contenant une proportion P d'eau par mètre cube, et se déplaçant vers le sol (verticalement, par un vent négligeable) à la vitesse v. Pendant le temps T, l'homme reçoit l'eau contenue au départ dans deux parallélépipèdes :

— pour la face verticale : ABCD'A'B'C'D'

— pour la face horizontale supérieure : CDEF'C'D'E'F'

Le premier a un volume V1 = L.h. Le volume du second est V2 = L.v.T et la similitude

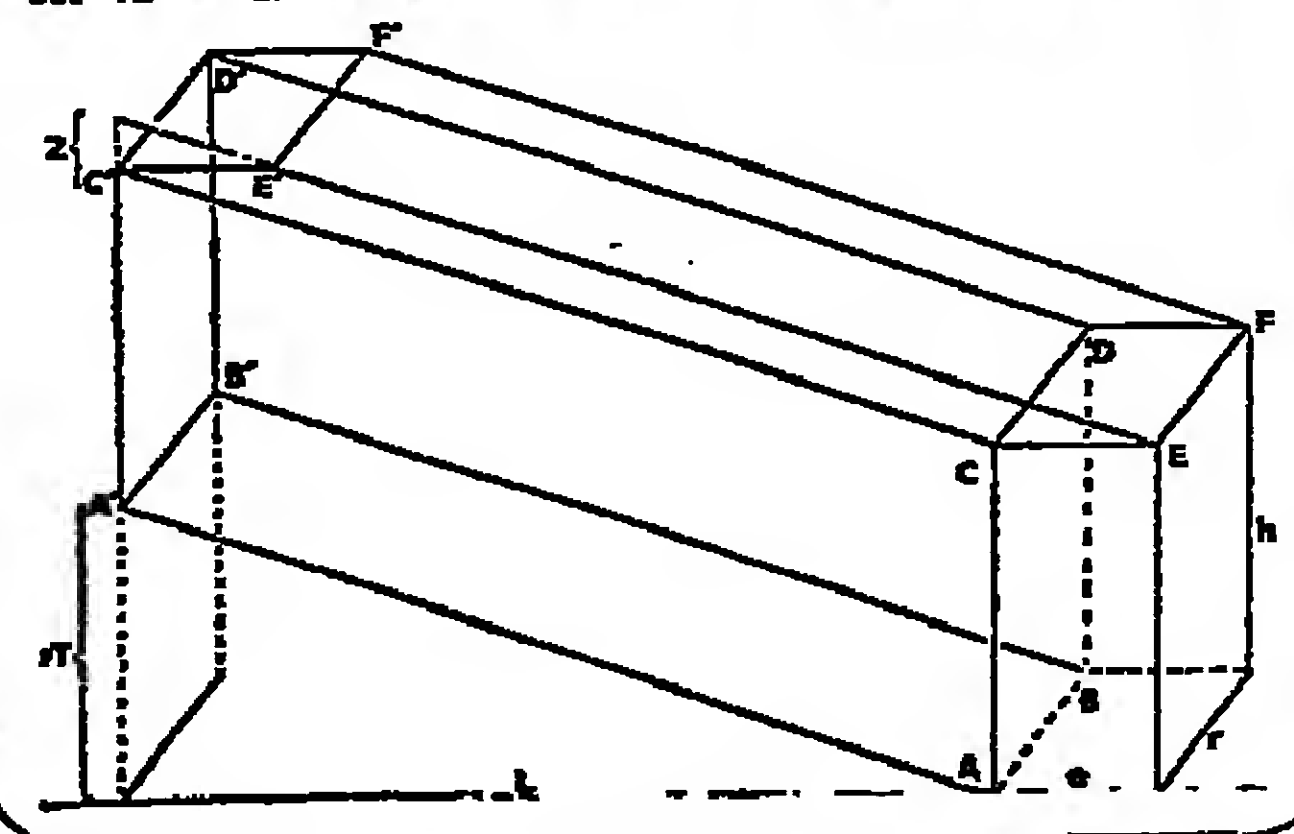
des triangles donne $\frac{z}{L} = \frac{e}{h}$

La quantité totale d'eau est donc $Q = p(V1 + V2) = p(Lh + evT)$

On remarque que la face avant reçoit la même quantité d'eau quelle que soit la vitesse. En revanche, en courant vite, on minimise l'eau reçue par la face supérieure (le dessus de la tête et des épaules en pratique).

Comme Marc Blanchard, qui proposait ce problème, les amateurs l'ont plus loin : faut-il courber l'échine, et jusqu'où ? Qu'advient-il lorsque le vent souffle ?

PIERRE BERLOQUIN.



Albert EINSTEIN

un numéro spécial de la
REVUE DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

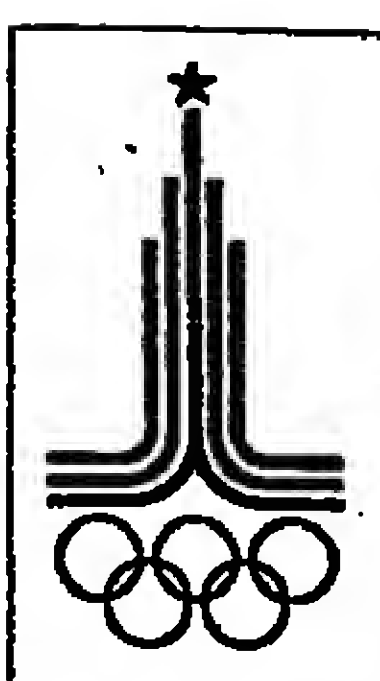
publié à l'occasion de l'exposition qui se tient au Palais de la Découverte. Ce numéro reprend en partie le texte et l'esprit des panneaux de la salle d'exposition.

120 pages ; prix : 15 F ; franco : 16 F ; étranger : 21 F

Abonnez-vous à la Revue du Palais de la Découverte
10 numéros par an plus 1 ou 2 numéros spéciaux.

France : 65 F ; Etranger : 85 F

Av. P.-D.-Roosevelt, 75006 PARIS



Les J.O. de Moscou

... LE MONDE — Mercredi 23 juillet 1980 — Page 11

Barbara Krause

En devenant championne olympique du 100 mètres nage libre et en battant pour la deuxième fois en vingt-quatre heures le record du monde (54 sec. 78), l'Allemande de l'Est Barbara Krause a même réussi à voler la vedette à Nadia

Comaneci, lundi 21 juillet, à Moscou. L'exploit n'est pas à la portée de n'importe qui. Grande, 1,80 mètre, fine, 55 kilos, avec juste du muscle là où il faut, non dépourvue de charme, Barbara Krause, en deux coups bien frappés, a tout simplement amélioré de 62/100^e de seconde le record du monde sur la distance la plus courte du programme de

natation. Elle a vingt et un ans et renoncera à la compétition peu après les Jeux de Moscou. Il n'y a guère de documents là montrant dans l'exercice de ses fonctions « civiles ». Barbara Krause est en effet brigadier de police populaire à Berlin-Est. Elle renoncera aussi à l'informelle des l'obtention de son diplôme de professeur d'éducation physique.

La nouvelle championne olympique avait la plus difficile des relèves à assurer, celle de sa compatriote Kornelia Ender, grande star du sport est-allemand, jolies comme un cœur, pourvue d'un palmarès où se sont bousculés records du monde et titres olympiques. Son mérite est d'autant plus grand d'avoir pris la suite d'une manière aussi éclatante.

En 1978, à Montréal, elle a pourtant bien cru qu'elle n'aurait pas la volonté d'aller jusqu'aux Jeux de Moscou et que son carrière prendrait fin sur un échec.

Détentrice à l'époque du record du monde du 400 mètres nage libre, une mauvaise angine l'avait écartée de la consécration olympique. C'est à ce moment-là que, déçue, Barbara Krause avait déclaré qu'elle ne pensait pas avoir le courage de nager encore quatre ans. Elle a eu raison de changer d'avis et de persévérer. En 1978, Barbara Krause battait pour la première fois le record du monde du 100 mètres (55 sec. 41), et quelques jours plus tard, aux championnats du monde de Berlin-Ouest, elle était la seule à échapper au naufrage de l'équipe féminine allemande, taillée en pièces par les Américaines.

Sa domination en sprint a duré deux ans, et sans doute a-t-elle vu juste de quitter la scène, gloire acquise, sans perdre trop de temps. Une autre Allemande de l'Est, plus jeune de quatre ans, Karen Mészchuck, deuxième de la finale en 55 sec. 16, frappe déjà à la porte de

son record du monde. Comme Kornelia Ender, retirée de la compétition après son triomphe aux Jeux de Montréal, Barbara Krause aura réussi sa sortie à Moscou.

L'élégance de sa nage, mélange de force et de souplesse, a rappelé qu'elle fut aussi la meilleure en demi-fond. A cet égard, elle a un point commun avec le plus célèbre de tous les nageurs, l'Américain Mark Spitz, dont le premier record du monde fut, comme pour elle, le 400 mètres. Vitesse et résistance, le cocktail a du bon et fait en tout cas merveille en natation. On verra encore Barbara Krause dans le 200 mètres et en relais, donc deux fois encore sur le podium des Jeux de 1980. La jeune fille malade de Montréal a montré toutes ses ressources. Elle a bien su nager.

FRANÇOIS JANIN.

RUMEURS

De notre envoyé spécial

Moscou. — Bizarro, vraiment bizarre. On pense que la cérémonie inaugurale, samedi, ouvrirait la paranthèse d'une quinzaine dédiée au sport, sans autre forme de procès. Les deux premiers jours de compétitions ont bien amené leur moisson de performances et de records. Pourtant l'ambiance est restée poisseuse. Il y a comme un malaise. Peut-être cela est-il dû au fait que l'on n'était pas encore dans le vif du sujet. Le deuxième sport olympique, la natation, qui meuble habituellement les premiers jours des Jeux, souffre plus que tout autre de la détention américaine, qui fait formuler des réserves, quels que soient les résultats chronométriques. Et on attendait, inconsciemment, les premières prestations des athlètes français pour se sentir plus intéressés. Cependant, un certain climat propre aux grandes manifestations sportives, un petit rien de plus qui fait toute la différence, n'y était pas. Oh ! bien sûr, il y a toute dans les stades, et le public, assurément, n'a pas été avare d'applaudissements.

Lundi matin, au stade du club de l'armée archi comble, on a dû compter par centaines les extinctions de voix après le combat victorieux du lutteur soviétique Igor Kanygin contre le Suédois Frank Andersson, le champion du monde en titre des 90 kilos, qui s'était laissé surprendre au sol. De fait, l'événement était d'importance, car le Suédois n'avait pas trouvé son maître depuis fort longtemps. Le public s'est aussi éréillé la voix pour encourager un Grec, un Syrien ou un Polonais. Il appréciait les bons lutteurs, quelle que soit leur nationalité.

Non loin de là, un peu plus tard, dans le petit stade du Dynamo, les quelques milliers de personnes qui n'avaient d'assister à la seconde victoire des hockeyeurs russes ont eu le courage de rester une heure et demie de plus sous un ciel plombé pour suivre une rencontre à bayer aux cornues entre l'Espagne et la Tanzanie, qui s'est faite une nouvelle fois écraser (12 à 0).

Après les lutteurs, comme après les hockeyeurs sur gazon, on pensait qu'un tel public manifesterait d'une façon ou d'une autre son plaisir d'avoir assisté à un événement... Certes, on ne s'attendait pas au bouillonnement de la porte de Saint-Cloud lors des matches du Tournoi des cinq nations, mais on ne croyait pas que la foule pourrait ainsi s'évaporer tout à coup, comme une pluie d'orage sur le goudron brûlant du mois août. Quelques minutes après la fin des compétitions, il ne restait plus que le service d'ordre omnipotent et l'ennui, qui reprenait une fouille magique des lieux. Rien qui prédise à la fête. On l'avait déjà remarqué la veille, quand, aussitôt après la belle victoire des footballeurs soviétiques sur les Vénézuéliens (4 à 0), Moscou avait passé son bonnet de nuit.

Comaneci en piste

Bref, le plaisir des compétitions est quelque peu étioffé.

sinon gâté, comme ce fut le cas lundi après-midi. Au stade Lénine, Milla Comaneci entrainait en piste. Ce n'était que les exercices imposés par l'équipe, mais on brûlait de voir la petite Roumaine, reine de Montréal, devenue quatre ans après une jeune fille en fleur, à côté de laquelle les miniatures au visage barbouillé de rouge, semblaient être des chèvres de gouttière. Chrysalide embarrassée par son nouveau corps de femme en 1978, vaincue par une infection à la main aux championnats du monde 1979, la belle Roumaine sur masque de verre reprendrait-elle le meilleur sur ses rivaux soviétiques cette année ? Même au stade des imposées, le duel semblait devoir tenir ses promesses. Nadia alignait un 10 et trois 9,95, et la Soviétique Natalia Shaposhnikova répliquant dans la série suivante par les mêmes notes, alors que, inopinément, l'Allemande de l'Est Maxi Gnauch ne leur concédait au total que 15/100^e de point. C'était dire à quel point la compétition était relevée d'entrée de jeu.

Or ce qui se passait sur le plateau n'était qu'accessoire. La seule question qui semblait devoir se poser était : qu'est devenue Elena Moukhina ? Agée maintenant de vingt ans, cette Soviétique a été championne du monde en 1978. Blessée en 1979, elle a dû consacrer de gros efforts pour être réintégrée dans les six meilleures gymnastes de son pays. Pour y parvenir, elle a tenté de mettre au point un programme très acrobatique, comme l'autorisent de plus en plus les petits gabarits. Toutefois, conséquence de ce surcroît de danger, elle s'est gravement blessée à l'entraînement début juillet. Voilà pour les faits établis. Pour le reste, on n'a pas pu savoir à quel point elle a cherché (vraiment) à se débarrasser des barres asymétriques ni le degré de gravité de sa blessure (les véritables cervicales auraient été atteintes).

Une rumeur n'a donc pas cessé de circuler depuis quelques jours : Moukhina était morte, et, en raison des Jeux olympiques, les Soviétiques ne voulaient pas l'avouer. Des amis, d'anciens d'avis le tenaient de source sûre... Bouche cousue chez les gymnastes soviétiques. On doutait même que les anciennes camarades de Moukhina soient au courant de la nature exacte et des causes de sa blessure. Il ne faudrait pas que l'image de la belle Elena glissant sur un lit d'hôpital vienne troubler l'esprit des concurrentes au moment où elles s'apprêtent à faire un saut périlleux arrière sur une poutre large de 10 centimètres, n'est-ce pas ?

Interrogé sur l'état de santé de sa compatriote, Youri Titov, président de la Fédération internationale de gymnastique, a assuré que Moukhina allait mieux. Curieusement, ses propos n'ont concerné personne. Comme si tout ce qui se dit ou se fait en ce moment à Moscou à propos des Jeux olympiques était sujet à caution. C'est dire combien le contexte déjà inhabituel de ces Jeux est empoisonné.

ALAIN GIRAUDO.

La glorieuse fuite d'Aurélien

De notre envoyé spécial

Moscou. — Les athlètes se sont pris aux Jeux. Ils sont bien loin le boycottage et bien loin l'afghanisme. Sur les stades, sur les plans d'eau, dans les gymnases et les piscines, la machine olympique s'est mise en route. Elle a déjà beaucoup emporté sur son passage, les préventions, les intentions, les déclarations, pour ne laisser place qu'au sport et ne donner tort, dans l'instant, qu'aux absents. Regrettable ou pas, réjouissant ou non, c'est ainsi. Trêve du chloroforme olympique, un fait apparaît très nettement, après seulement quarante-huit heures de compétition : l'idée, souvent avancée que, par l'absence de quelques pays sportifs, les Jeux se trouveraient dévalorisés, les médailles dévaluées, apparaît ici pour les sportifs, sur le terrain, totalement saugrenue. Ou alors c'est qu'on ne se sera jamais autant battu pour d'aussi piètres « médailles en chocolat ».

Il fallait un temps variable à Moscou, lundi 21 juillet. Et, devant l'alternance d'averses et d'éclaircies, songeant avec délices à ce communiqué d'un bureau « météorologique » qui prédisait tel « des précipitations faibles quand il fera beau et des précipitations fortes lorsqu'il fera mauvais », on s'est pris à sourire des mésaventures du citoyen Aurélien Agnan, boxeur du Bénin. Cela se passait dans le magnifique complexe sportif Olympiski, compromis très réussi entre Beaubourg et la salle Wagram, entre une architecture futuriste et une ambiance un peu canaille. Là encore, estimant que seuls les membres du parti communiste ont accès aux salles et aux stades de Moscou paraît être une contre-vérité. Ce public sentait trop le « gapeur », le titi moscovite et peut-être même le petit truand pour ne pas douter qu'une bonne partie de la foule serait de ce Moscou de la nuit et de la dissidence-vodka qui existe aussi.

Stylistes et chiffonniers

Donc Aurélien Agnan, venu sur le ring dans un peignoir de soie rouge, beau comme un Casius Clay, avait fait à la fois l'admiration de sa gloire naissante. Suffisant, dansant, envoyant des balais, c'était écrit, promis, juré, il allait ne faire qu'un demi-round de son adversaire, le malheureux Italien Patrizio Oliva, à peine vice-champion d'Europe. Deux minutes plus tard, Aurélien courait à toute allure autour du ring, poursuivi par Oliva. Ce fut bien le seul combat de boxe qui ait vu un athlète de son genre donner l'unique coup de poing qui aurait sauvé l'honneur. On le conçoit, le bel Aurélien ne dut son salut qu'à l'arbitre. Celui-ci, comprenant que l'essentiel bédinois était de ne plus participer, le renvoya à son coin, où, malgré tout, il ne dédaigna pas de remercier le public, hilare. Moment savoureux. Il y en eut d'autres, plus sérieux et plus pas-

sonnants, dans ce tournoi de boxe olympique qui commence à peine. Un tournoi féroce, car directement éliminatoire et, de ce fait, s'échappant parfois en bataille de chiffonniers. Trois rounds de trois minutes pour des années de préparation : cela explique bien des vacilllements du noble art et la difficulté qu'il y a, dans ces premiers tours, à faire le tri entre les boxeurs et les autres, de déceler ceux qui ont gagné vraiment et ceux qui n'ont pas encore perdu.

De ce début d'après-midi, de tous ces combats — là il s'agit de poids légers et super-légers, on retiendra la joie d'un vainqueur, l'Ougandais John Munduga, magnifique stylistique et piètre coqneur, le désespoir du Laotien Kampanth, battu après avoir, lui, poursuivi en vain son vainqueur pendant tout le match, la victoire à l'usure d'un très ténace Yougoslave, Ace Rusevski sur le très ténace Bulgare Ananassov. Bref, rien de nature à faire les gros titres, mais c'est cela aussi les Jeux olympiques.

Après la salle de boxe rendue à plusieurs centaines de policiers et de soldats pour une fouille ultra-minutieuse — psychoses de l'attentat, — ce fut le voyage vers la Moskova et le parcours d'aviron pour des éliminatoires féminines. Dans Moscou dit « déserte », les deux villages ont fait de cette occasion une occasion manquée. La pointe du huit soviétique venait de franchir la ligne d'arrivée et c'est tout ce qui restait à voir : un équipage de fort tonnage, huit demoiselles capables sans coup férir de remplacer ces imposantes dames gardiennes des clés, protectrices des sommeilles et chargées de police, qui veillent dans les couloirs des hôtels moscovites. On n'en fera pas non plus un titre.

Alors que reste-t-il ? La victoire par noyade — c'est dire qu'il s'agit de water-polo, — des Roumains sur les Grecs (4-2) ? La course folle des Indiens et des Polonais dans leur débat de hockey sur gazon ? Peut-être plutôt ce match de basket-ball U.R.S.S.-Brésil. Un match de poule et en même temps une demi-finale mondiale. Cela s'est encore passé au complexe Olympiski, dans une salle presque comble et devant un public bruyant, ce qui constituait une nouveauté pour ces Jeux. Ce fut un très beau match. Les Russes avaient la puissance, la technique, la connaissance et l'avantage du terrain. Les Brésiliens avaient l'imagination, la fantasia, du courage et des illusions.

Les premiers disposaient de deux hommes en surpoids, Vladimir Tkachenko, 2,20 m, 135 kilos, Alexandre Belostenny, 2,14 m, 120 kilos ; les seconds tenaient à peine des dépendeurs d'andouilles, Oscar Schmidt, 2,03 m, 103 kilos, et Marcos Abadilla,

DES JOURNALISTES RÉALISENT UN PASTICHE DE LA « PRAVDA »

De notre correspondant

Rome. — Un faux numéro de la Pravda a été conçu et imprimé à Rome par l'équipe de l'hebdomadaire satirique *Il Male* à l'occasion des Jeux olympiques (1). « Ni union, ni soviétique, ni socialiste, seules des républiques », a été de ce titre fracassant, un long éditorial annonçant de prochaines élections libres. Un copieux commentaire a signé « de M. Souzlov, l'idéologue du P.C.U.S. », expliquant pourquoi le parti a décidé de « quitter la scène ». Les Italiens sont habitués à de régulières et détournements « ironiques » à des pastiches volontiers provocateurs de leurs journaux habituels par l'équipe du *Male*.

Ce faux numéro de l'organe central du P.C.U.S. sera diffusé en Union soviétique pendant les Jeux de Moscou. Mille exemplaires sont déjà partis, selon M. Vincenzo Sparaco, directeur de la rédaction, et huit mille arrivent et par la Finlande et la

Turquie, ces itinéraires clandestins utilisés jadis par l'Ekra de Lénine.

Le pastiche du quotidien soviétique relate le renversement du Politburo par un groupe d'officiers libéraux qui s'installent, sans être remarqués, au cœur de la machine du pouvoir. Des articles de fond, des communiqués, tels que « Le Politburo demande l'aide de l'armée afghane au nom des accords bilatéraux d'entraide », de fausses lettres de lécieux, sont publiés. Des dissidents soviétiques réfugiés en Occident, dont MM. Leonid Plioutch, Vladimir Maximov, Mme Maria Gouberneva, auraient participé directement à la rédaction de ce numéro.

(Interim.)

(1) Lors du voyage de Jean-Paul II en Pologne, la rédaction du *Male* a réalisé un faux numéro de *Tydzien Ludu* (organe du P.O.P.), dont des exemplaires avaient été distribués et arrivés à Cracovie et Varsovie (le Monde du 26 juin 1979).

LES AFGHANS DANS LA CAPITALE SOVIÉTIQUE

« Comme dans la maison d'un frère »

De notre correspondant

Moscou. — Bien que le département d'Etat américain ait confirmé que certains membres de l'équipe olympique afghane avaient tenté d'entrer en contact avec l'ambassade américaine à Moscou, le chef de la délégation afghane, le docteur, lundi 21 juillet, que certains de ses sportifs aient cherché à demander saile politique aux Etats-Unis.

Il y a quelques jours, des membres de la délégation afghane, qui comprend vingt-quatre sportifs, avaient parlé avec des correspondants anglosaxons et leur avaient fait part de leur intention de chercher refuge aux Etats-Unis, mais il semble que la diffusion prématurée de cette information, qui aurait dû rester confidentielle, ait placé les athlètes dans l'embarras.

Au cours d'une conférence de presse organisée au village olympique par le chef de la délégation afghane, un des sportifs, qui, selon des témoins, paraissait mal en point, a nié avoir pris contact le samedi dernier avec un journaliste de la télévision britannique, alors que celui-ci affirmait s'être entretenu avec lui.

L'agence Tass, par sa part, a publié un démenti du secrétaire général du comité olympique national afghan : « Les Afghans ont inventé le problème de l'Afghanistan, et ils ne le lâcheront pas », a-t-il dit, qualifiant les informations sur les

sportifs de son pays de « provocation absurde ». « Il n'est pas facile de troubler nos athlètes, a-t-il ajouté, selon Tass. Des premiers jours, dans Moscou olympique, nous nous sommes sentis comme dans la maison d'un frère. Les sportifs de toutes les autres équipes réunies dans le village olympique sont en bons termes avec nous. Ils veulent en nous des hommes qui luttent pour la liberté et qui l'obtiennent ».

Quatre jours avant le début des Jeux olympiques, le gouvernement de Kaboul avait implicitement accusé les dirigeants américains d'être à l'origine de l'enlèvement et, probablement, de l'assassinat de dix-neuf membres de l'équipe afghane de hockey sur gazon disparus en avril dernier. Leur autobus avait été stoppé au nord de Kunduz, alors qu'il revenait d'un match en U.R.S.S., par quarante « bandits contre-révolutionnaires ». Seuls trois joueurs avaient pu s'échapper. Ce sont eux qui ont raconté à Kaboul l'enlèvement de leurs camarades. — D. V.

L'équipe afghane de lutte, forte de sept hommes, s'était établie au Pakistan à la veille de son départ pour Moscou. L'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan avait précisé que les instituteurs avaient quitté Kaboul à 11 heures, le 1^{er} juillet pour atteindre Peshawar le 6 juillet (le Monde) du 9 juillet.]

DANIEL VERNET.

Des coqs aux taureaux

De notre correspondant

Moscou. — Les haltérophiles, on les imagine bedonnants, avec un cou de sautoir et des cuisses énormes. On pense à Vassili Alexiev, l'homme le plus fort du monde, à 148 kilos, 1 m. 92, qui, aux deux mouvements, soulevé et développé, a soulevé, en partie, faussé, et les compétitions olympiques commencent avec les petits gabarits qui portent jusqu'à cinq fois leur poids. Après la catégorie des 55 kilos, ce sont les 56 kilos qui concourront le lundi 21 juillet, dans le palais des Sports d'Imatsovo, une grande bâtisse de béton rectangulaire spécialement construite pour les J.O., où toutes les conditions paraissent réunies pour produire des champions. Cependant, les cinq mille places étaient loin d'être toutes occupées, et les spectateurs ne paraissent pas particulièrement passionnés par les épreuves, sauf quelques touristes suédois qui encouragent de la voix deux de leurs représentants, haltérophiles chevronnés.

Les poids légers sont de petits hommes trapus, musclés et nerveux, vifs comme des coqs de combat. Certains foncez tout de suite sur la barre pour l'empoigner ; d'autres esquissent un pas de danse avant de l'affronter ; d'autres encore commencent par lui tourner le dos pour trouver l'inspiration avant la parfaite coordination des mouvements et du poids, la position des gestes quand la barre pèse 125 kilos à l'arraché (contre un record du monde établi par le Cubain Daniel Nuyes) ou 175 kilos à l'épaulé-jeté (le Soviétique Youri

Serkisian a amélioré de deux kilos et demi son propre record du monde). L'arraché, l'athlète s'accroupit, bombe le torse comme pour le départ d'un 100 mètres et fait écarter la barre à la veille d'être paré pour la porter, bras tendus, au-dessus de sa tête avant de se relever lentement en laissant travailler les muscles de la cuisse. Dans l'épaulé-jeté aussi, tout est question de synchronisation des mouvements, de placement du centre de gravité dans ce mobile que forment l'homme accroupi et sa barre sous le menton. Se dresser, tendre les bras au-dessus de la tête tout en assurant l'équilibre par un jeu des jambes, qui ne doit pas tourner au grand écart, et la médaille d'or est au bout de l'effort.

A LA TÉLÉVISION

MARDI 22 JUILLET
• Natation, en direct, de 17 h. 25 à 20 h. (A 2).
• Cyclisme : kilomètre contre la montre, de 18 h. à 19 h. 30 (A 2).
• Résumé de la Journée : de 22 h. 30 à 23 h. 30 (TF 1).
• Gymnastique (en direct) : de 16 h. 30 à 18 h. TF 1).
• Haltérophilie : de 18 h. à 19 h. 30 (A 2).
• Natation (en direct) : de 19 h. à 20 h. (TF 1).
• Résumé de la Journée : de 22 h. 40 à 23 h. 40 (A 2).

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières
Venez à traverser peut-être
LES BUREAUX
qui vous recherchent

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières
Venez à traverser peut-être
L'APPARTEMENT
qui vous recherche

Le Monde

jours d'été

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Australes : un pasteur à Rurutu (1)

Rurutu (archipel des Australes). — Tôt le matin, sans crier gare, une joyeuse fringale vous revient. Mieux que cela, une espérance... En partant vers les Australes, valises perdues et méfiance envolée, j'entends déjà crier sa fanfare. Saurai-je la décrire ? C'est pour elle qu'on voyage. Pour ces bouffées d'allégresse inexplicables qui, de loin en loin, vous soulèvent de terre. Tahiti m'avait provisoirement rendu à de méchantes humeurs, à ces découragements flappés qui, pour un peu, vous feraient rentrer dard-dard à la maison. Or je file maintenant plein sud dans un tohu-bohu de paniers d'osier, de caisses en carton et de « mamas » rigolotes, en chantonnant de plaisir. Il faudra, me suis-je promis sur la passerelle de l'avion, raconter ces pointillés de l'âme, ces trous d'air et ces purgatoires. Ils donnent tout leur sens à nos itinéraires.

Quand la Fairchild F-27 d'Air Polynésie a viré pour prendre son cap, juste à la verticale du récif, quand il y a eu soudain tout ce bleu sous nos ailes, j'ai pensé à ces « fous du Pacifique » qui dérivent, solitaires, dans les mers du Sud. On en compte des centaines. Ils ont de vieux rafiot et des blessures cachées ; ils ont fui volés longtemps les trahisons d'une femme ou le gris d'une banlieue. Ce sont les clochards ébouriffés de l'Océanie. On les méprise un peu aux escales. Mais, ce matin, l'espace d'une seconde, il m'a semblé entrevoir la voluptueuse déraison qui les tenait captifs dans l'océan. Je parle qu'ils courent eux aussi — et inlassablement — derrière ces joies subites du matin. Et du départ.

Ma voisine est une grosse vahiné aspergée d'eau de Cologne et coiffée de fleurs. Elle a installé un volumineux carton sur ses cuisses et posé ses coudes par-dessus, avec cet air essouffé des paysannes de chez moi quand elles prennent l'autobus. L'avion est rempli de ces dames épaisses et gaies, épaules tombantes, tresse noire dans le dos et tiare à l'oreille. Les hommes — leurs « tanés » — ont des chemises colorées et des lunettes de soleil pour jouer aux « mecs ». Quelques bédés sont suspendus à des manivelles rassurantes machinalement sorties du corsage. Toutes les odeurs de Tahiti — fortes, sucrées surtout — flottent dans la carlingue. Pour une seule minute de cette chaleur bizarre, pour un moment de ce puéril contentement tahitien, on pardonnerait toutes les vanités de Papeete. « Alors, comme ça, tu vas visiter Rurutu ? » Ma voisine roule lentement les « r », s'évente avec un vieux journal et se soucie comme d'une guigne d'une réponse. D'ailleurs, elle s'est déjà rendormie sans dégrader sa ceinture.

Partir vers les Australes, pour un petit Français qui traîne encore sur ses vêtements les odeurs du boulevard Saint-Germain, c'est entreprendre un « voyage au carré ». A Tahiti, on rêve bruyamment à cet archipel éloigné au sud du Sud, pour les mêmes raisons qu'à Paris on rêve de Tahiti. C'est le mythe à l'intérieur du mythe. C'est, m'a-t-on répété, un périmètre intact, un morceau de passé en état de marche, le conservatoire des nostalgies « écolos ». On devine ma hâte et mon bonheur. « Tu verras, m'ont dit des amis. Les gens de Rurutu ont gardé leurs traditions. Ils chantent au soleil et n'ont jamais vu un touriste. » Trois heures de vol et nous touchons terre. On voit toute l'île d'un seul regard, le vent est tiède...

Tere Moana m'accueille sous la pergola modeste qui sert d'abri. Ancien batteur dans un orchestre de tamouré, il est aujourd'hui pasteur protestant de Rurutu, mais son nom, si on le traduit, chante comme le premier vers d'un poème maori : « Le voyage sur la mer ». Malgré les bousculades et les tumultes fleurs du débarquement, j'ai bien remarqué une lueur, oblique dans son regard lorsqu'il m'a tendu la main. J'attendrai le lendemain, après l'office du soir, pour connaître la raison de cet infime tressaillement. Voici trois semaines, un « popaa » a débarqué lui aussi de l'avion, se disant écrivain et soucieux d'une retraite philosophique à Rurutu. « J'épouserai une fille du pays et j'écrirai un grand livre », s'est-il promis. Un diacre de Moerai l'a logé quelque temps, puis on lui a trouvé une maison. Mais son projet se révéla moins innocent que prévu. Interprétant à sa façon l'hypothèse du « bon sauvage », il s'affaira vite autour des petits écoliers du village et les invita chez lui à des heures polissonnes. Bavardage d'une voisine, scandale dans Moerai et intervention solennelle de l'unique gendarme : on a renvoyé l'écrivain », menottes aux poignets, vers les débauches de Papeete. Ne savait-il pas, le malheureux, qu'évangélisée en 1821, cette petite île de mille cinq cents habitants passe dans tout le Pacifique pour un modèle de réussite missionnaire ? On s'y méfie désormais des visiteurs sans bagages, venus quérir l'inspiration. Il me faudra, posément, rassurer Tere Moana sur mes intentions.

Bon prince, et avant même d'en savoir davantage, il m'a tout de même conduit chez lui dans sa Toyota. On trépassait un vrai sillage de poussière blanche sur l'unique route en « soupe de corail ». Des vagues inhabituelles brouillaient l'eau du lagon et l'île tout entière paraissait somnoler sous une couronne de nuages. A Moerai, Tere s'arrêta devant une maison de pavillon chaulé à toit de tôle. Un peu brusqué, il écarta un rideau. « Voilà la chambre. Sois là dans une heure. On ira manger le maïs tous ensemble. » Puis, il disparut sous sa voiture, un tournois à la main. Tere n'est pas bavard, mais il est bricoleur. Me voilà propriétaire d'une heure dans les Australes.

Une heure ! C'est la première dans l'île et je connais son prix. On ne sait rien encore, on marche avec ce trac particulier de la découverte. On capte d'instinct la plus petite image, chaque bruit et chaque odeur avec autant d'avidité qu'une éponge trop sèche posée près d'une goutte d'eau. Traversant la rue principale de Moerai, je descends vers la plage. Rurutu est un pôle de montagnes posé dans l'océan à 800 kilomètres de Tahiti. Trois villages éparpillés au pied du Manureva, des pentes de forêts mouillées, de vanilles et de bananiers sauvages. Un périmètre de grottes ensevelies sous la verdure et où dansent — d'une voûte à l'autre — les souvenirs des magies maories, des guerres et des sacrifices. Rattachée tardivement à la Polynésie française — en 1945 — cette île lointaine servit jadis d'escale aux baleiniers yankees et aux pirates portugais qui venaient du cap Horn. Quelques familles Alvéas témoignent encore aujourd'hui de ces mélanges lusitaniens.

Mais je ne suis pas venu faire de l'histoire. Regarder plutôt... On marche dans un grand silence entre les quelques maisons — bien nettes et poncées

Tahiti.
Bibliothèque nationale,
cabinet des Estampes.
Publié dans Bougainville.
(Les éditions Gély.)



— de Moerai. Des chiens bas sur pattes et longs de queue accompagnent avec lassitude ma balade. Des silhouettes de femmes, coupées en deux par le tranchant de l'ombre, apparaissent sur les seuils : les étrangers sont rares à Rurutu. De chaque côté de l'embarcadere, où touchent une fois par mois les goélettes, la plage file sous une voûte de verdure. Des chevaux entravés, fins de cuisses et de col, remuent sous les cocotiers. Les hommes sont absents : la plupart d'entre eux sont encore au bas des montagnes, dans ces champs de taros cultivés comme il y a mille ans et qui ont disparu depuis belle lurette à Tahiti. Mon passage ne suscite ni vraie surprise, ni hostilité, ni sympathie particulière. Une sorte d'indifférence lointaine.

Rurutu surprend, en tout cas, par une espèce d'opulence bien léchée, par le nombre de ses Land Rover, de ses hors-bord. Les salaires des fonctionnaires — multipliés depuis la réforme communale — ceux des instituteurs, tout cet argent qui vient de Tahiti bouleverse depuis peu la petite île et la « colonie » plus rapidement encore que ne l'avaient fait les pasteurs de la London Missionary Society. Et pourtant ! Tous mes pas me ramènent vers le temple. Il régnait de toute sa hauteur, de toute sa blancheur, sur Moerai comme pour me rappeler à l'évidence.

Rurutu, mieux qu'aucune île de la région, c'est vrai, symbolise encore la fidélité aux traditions polynésiennes, la vigueur d'une culture paysanne, dont Papeete, enjazzée et pervertie, quite désespérément le souvenir. Mais cette culture est aujourd'hui tout entière rassemblée autour du clocher protestant, pénétrée par la Bible, animée par les pasteurs. C'est un gros paradoxe sur lequel je bute, à peine arrivé. Voilà les missionnaires, ces fossyeurs intraitables de l'ancien paganisme, devenus les gestionnaires et les protecteurs de l'authenticité maorie menacée par le progrès. Ardents propagandistes des idées autonomistes et de l'anticolonisme, ils veulent jalousement sur une culture qui n'est plus autre chose qu'une synthèse ambiguë entre la foi chrétienne et des vieilles traditions expurgées. Aucun des intellectuels indépendants de Tahiti qui palident avec fougue pour le « retour à l'authenticité » ne me paraît avoir accepté cette contradiction : la seule culture vivante en Polynésie, c'est celle de l'Eglise. Elle n'a pas cent

cinquante ans. Elle est venue de l'Occident, même si, à chaque minute et à l'intérieur de chaque liturgie, courent encore de grands frissons païens, des abandons subreptices, les ruses d'un vieux fond maori qu'il pousse de la corne au milieu d'un cantique.

Nos premiers jours à Rurutu, par la force des choses, seront pleux. Fascinés aussi par ce dialogue incessant, ce conflit perpétuel mais codifié entre la foi chrétienne et ce qu'il reste de l'ancienne « sauvagerie ». Les deux paraissent si indimement mêlés qu'aucun ethnologue ne saurait plus faire le partage entre ce qui relève de Dieu et ce qui ne lui appartient pas.

Sans attendre, Tere Moana, que je retrouve à l'heure fixée, me précipite involontairement dans cette « enquête sur un syncretisme ». Avant que nous ne filions vers notre premier « banquet », il s'assoit sur son perron et raconte tout de go, l'arrivée de l'Evangile dans l'archipel de la Société. Là-bas, les gens étaient accueillants, généreux. Ils avaient de belles maisons, de vrais habits et mangeaient à leur aise. Les gens de la pirogue se sont étonnés, tu comprends. On leur a dit : « Tout ça, c'est grâce à un nouveau dieu qu'on nous a amené de Ralatea. » Alors, ils sont allés à Ralatea pour plusieurs années et se sont convertis. En 1821, ils sont revenus à Rurutu avec le baïonnette de John Williams (1) et deux évangélistes.

Tere Moana s'arrête un moment et me regarde en coin. Vais-je bien comprendre son histoire ? Il reprend en s'arrêtant entre chaque phrase.

« Ils ont commencé à convertir le roi Teuru Arii. Mais les gens de Rurutu se méfiaient un peu. Qu'est-ce qui prouve que votre dieu est plus fort que les nôtres ? » Alors les évangélistes ont

proposé quelque chose d'incroyable. A Rurutu, il était interdit de faire manger ensemble les hommes et les femmes. Si on l'avait fait, les dieux, sûrement, auraient puni les femmes en les faisant mourir dans la nuit. Les évangélistes de Ralatea ont organisé, malgré tout, un grand tamara (banquet), hommes et femmes mélangés. Tout le monde était terrifié. Le lendemain matin, pourtant, les femmes étaient encore vivantes. Alors les gens stupéfaits ont dit : « Que ce nouveau dieu soit le nôtre. » Aussitôt, les évangélistes ont fait rassembler tous les totems de l'île pour les brûler. Sauf celui du dieu A'a qui est aujourd'hui au musée de Londres. Rurutu est devenue chrétienne pour toujours. »

Il a raconté tout cela en tapotant une marche avec sa sandale : d'une voix un peu monocorde. Sans attendre mes réactions, il se lève et attrape le volant de sa Toyota. Une grande table de paroissiens nous attend de l'autre côté du village. Un repas, mais aussi la première illustration — saisissante — de ce mélange des cultures et du culte. On s'assoit au milieu des exclamations de bienvenue. La table, une longue planche posée sur des tréteaux, croule sous les plats tahitiens préparés collectivement par la paroisse. Taro, porc bouilli, poissons et coquillages... Moerai fête aujourd'hui l'arrivée de tous les fœti (parents ou proches), accourus à Rurutu, leur île natale, de tous les coins de Polynésie pour fêter la « collecte de mai ».

Passées les premières bombances, qu'interviennent les discours et les prières psalmodées, on sacrifiera tous ensemble aux deux premiers rituels de la saison. Je vois bien que l'un et l'autre, même s'ils mobilisent également le pasteur, participent d'une inspiration différente : païenne dans un cas, religieuse dans l'autre. Il s'agit d'abord de faire, comme chaque année, le « tour de l'île », en procession, en cortège, en voiture pour les vieilles mamas. Cette boucle tendre de 25 kilomètres, nouée symboliquement autour de Rurutu, c'est la reprise de possession par les esprits de leur terre maternelle, du fœti (le patrie). Il n'y a pas de lien plus fort en Océanie que celui qui rattache un individu à son fœti, l'enracine et le situe dans la métaphysique de l'univers. Rapport magique, dont notre « droit de propriété » codifié par Napoléon n'est qu'une caricature appauvrie. Ici, lorsque naît un enfant, on enterre encore son placenta dans la terre familiale. J'aime cette puissante image. Pour tous ces émigrés chassés de leur île par l'exode rural, exilés à Tahiti depuis des années, ce « tour de l'île » est une démarche grave, nécessaire. Elle entretient accablément et aux yeux de tous les droits fonciers d'une famille. Voilà des siècles qu'on n'y manque pas.

Mais le second rite de la journée préoccupe davantage encore Tere Moana. Il y a de quoi. C'est la « collecte » annuelle au profit de la paroisse qui prend la forme d'encheres rigolantes. Mon pasteur se métamorphose, pour l'occasion, en une sorte de commissaire-priseur rompu à l'art de jouer sur la concurrence des amoureux-propres. Cela se passe en public, au milieu des exclamations. « Untel a donné 5 000 francs, qui fera mieux ? » Ce soir, de retour à la maison, on complètera la recette en rendant grâce à l'Evangile.

(1) John Williams, missionnaire intrépide, représentatif dans le Pacifique la London Missionary Society.

Mercredi :

UN PASTEUR A RURUTU (2)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 23 JUILLET

- « Hôtel de Sully », 15 h. 52, rue Saint-Antoine, Mme Bachelon.
- « Notre-Dame », 15 h. 30, portail central, Mme Colin.
- « Le musée Camondo », 15 h. 52, rue de Monceau, Mme Garnier-Ahlberg.
- « Exposition : la restauration des peintures », 15 h. Ars de Triomphe du Carrousel, Mme Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).
- « La franc-maçonnerie », 15 h. 30, devant l'entrée, 16, rue Cadast, Mme Ragnièreux (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Musée de Lamolegnon, de Châtillon, de Marais, le Marais », 15 h. 24, rue Pavée, M. de La Boche.
- « Musée de Cluny », 15 h. 15, 6, place Paul-Painlevé (Tourisme culturel).
- « Chaux, abbaye, jardins de Saint-Germain-des-Prés », 15 h. 1, rue Mabilion, M. Tournier.
- « Hôtels du Marais illuminés », 21 h. place de l'Hôtel-de-Ville, M. Tournier (Vieux Paris).

JEUX

L'ÉCRAN NAGRÉ OU L'ANAGRAMME AU CINÉMA

Nous avons anagrammatisé rigoureusement (seuls les accents peuvent apparaître ou disparaître) vingt titres de films connus et obtenu ainsi de nouveaux titres, purement fantaisistes. A partir de ces derniers, nous proposons à nos lecteurs de retrouver les titres originaux, et aussi de reconnaître, dans la liste présentée ensuite, le réalisateur de chaque film.

1. Au rôle.
2. La Drogue en lice.
3. La mer bout.
4. Dans l'été de...
5. Les Verr à bois.
6. L'Ombre de Serge.
7. Parle.
8. Bal des fies.
9. Le Verre à l'ours.
10. Rotmle.
11. Des ports à l'île.
12. La Gène.
13. L'Étude rimée.
14. Eau boréal.
15. Leurs signes.
16. L'Âne d'or.
17. Sans métal.
18. VII père.
19. L'ouverts étoile.
20. L'Ainé.

René Clair, Ken Russell, Marcel Pagnol, Robert Altman, Louis Malle, Volker Schlöndorff, Abel Gance, Charlie Chaplin, Paul Grimaud, Jean Grémillon, Elia Kazan, Ridley Scott, Jacques Becker, Paolo de Vittorio Taviani, Henri-Georges Clouzot, Max Ophüls (1), John Huston, Eric Rohmer, François Truffaut, Michelangelo Antonioni.

(1) Avec ou sans tréma : les dictionnaires spécialisés ne sont pas unanimes.

Problème n° 10

Toujours mal au dos ? Toujours fatigué ?

Changez de lit

-25%*

* Sur tous les modèles exposés

PARIS 200 00 76
234, RUE DE COMBES
75019 METRO : CHOMES

PARIS 373 73 99
117, BOULEVARD VOLTAIRE
75011 METRO : VOLTAIRE

VINCENNES 385 40 14
181, RUE DE FONTENAY
92011 VINCENNES : PARDON

MELUN
17, RUE JACQUES-AMROT
77000 MELUN

JUMES 03 82 58 34
2, RUE DARTIGNY 91260
BOITE COTE D'OR

QUALITÉ : La meilleure sélection chez Época - Dunod - Capital - Pirelli - Paris - Trica

CHOK : Des matelas et des sommiers moduels, confort, économies, en toutes dimensions.

SERVICES : Délivrance de l'ancienne literie, facilité de paiement, livraison rapide.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

L'ÉPONGE: un néo-classique masculin

Les études de marché confirment la conservation profonde de l'homme devant les rayons de costumes, de vestes et de pantalons, les psychosociologues voyant dans cette attitude une affirmation de virilité. C'est ce qui ressort d'un récent rapport réalisé pour Brummel par Nico-

absorbant, comme ses succédanés en maille moulonnée en survêtements de sport. Après deux états caniculaires, Nino Car-



TUNMER: blazer en coton éponge vert bronze, blanc ou rouge, de coupe classique, agrémenté à porter quelle que soit la température. 675 F. 5, place Saint-Augustin, 75008 Paris.

Iay Associés, conseils en marketing.

Alors les fabricants se trouvent-ils placés devant la nécessité de modifier en douceur les changements apportés au prêt-à-porter masculin, du moins dans les formes.

Les matières, elles, font ressortir à l'heure actuelle une préférence pour les cotons et les tissus tricotés. Tout le monde connaît et apprécie les qualités du tissu éponge, climatisé et

en jersey extensible. Enfin, Tunmer propose des blazers en blanc pour l'après-midi, écarlate pour le soir, ou vert bronze, à porter en ville.

Sur un mode décontracté, Mariner propose des polos à glissière rayés verticalement, ainsi que des ensembles de shorts et de marinières à la bretonne, en coton et polycoton, à rayures horizontales (en vente dans les grands magasins).

NATHALIE MONT-SERVAN.

● **Un Milanais chez Balenciaga.** — Lorenzo Riva prend chez Balenciaga la suite de Fernando Martinez. Ce Milanais blond et barbu de trente ans travaille déjà à la collection de prêt-à-porter de printemps « dans le sillage » du talentueux créateur de l'après-guerre, décédé en 1972. On sait que la grille a été rachetée en 1979 par Marbert, une filiale de Hoechst et la plus importante société de cosmétique d'Europe.

● **Le prêt-à-porter réuni.** — Après de multiples péripéties les fabricants du prêt-à-porter parisiens seront finalement rassemblés à la porte de Vincennes, à Paris, pour leur présentation organisée du 18 au 22 octobre prochain. A côté des bâtiments de la Foire de Paris, quatre salles sous chapiteau de cinq cents à mille deux cents places assises ont été complètement aménagées pour accueillir l'ensemble des défilés. La quarantaine de couturiers et de créateurs réunis à cette occasion sont assurés de l'importance de la manifestation, mais le fait qu'ils fassent maison commune devrait leur permettre de retrouver les visiteurs qui les avaient délaissés.

● **Maquilleurs japonais à Paris.** — La société japonaise Shiseido, deuxième producteur de produits de soins et de maquillage dans le monde après l'américain Avon, s'ins-

taillé à son tour en France, ayant pris comme directeur artistique Serge Lutens, créateur des maquillages Christian Dior. On verra à l'usage si les japonais ont su adapter leurs produits aux épidermes européens, la japonaise étant réputée pour avoir la peau la plus « solide » du monde.

VENTES FORAINES: ATTENTION!

« Attention aux ventes foraines en bord de route », rappelle dans un communiqué la direction de la concurrence et de la consommation des Yvelines. Le samedi 14 juin, avec l'aide des services de police, des services fiscaux et de la répression des fraudes, elle a procédé à vingt contrôles. Rien de moins que cinq cent quatre-vingt-dix déclarations ont été dénombrées, dont cent cinquante pour étiqûetage non réglementaire, sept pour infraction à l'hygiène, un pour vente de denrées avariées, un pour tromperie sur le poids, etc.

Si ces contrôles ont montré qu'aucun « producteur » ne vendait directement en bord de route, ils ont permis de constater que les fruits et légumes sont « fréquemment » vendus à des prix illégitimes, que le prix « modeste » des fleurs « ne garantit pas une durée normale », et que les buvettes-restaurants se caractérisent par des conditions d'hygiène qui ne peuvent qu'inciter à la plus grande circonspection.

UN ARRÊTÉ

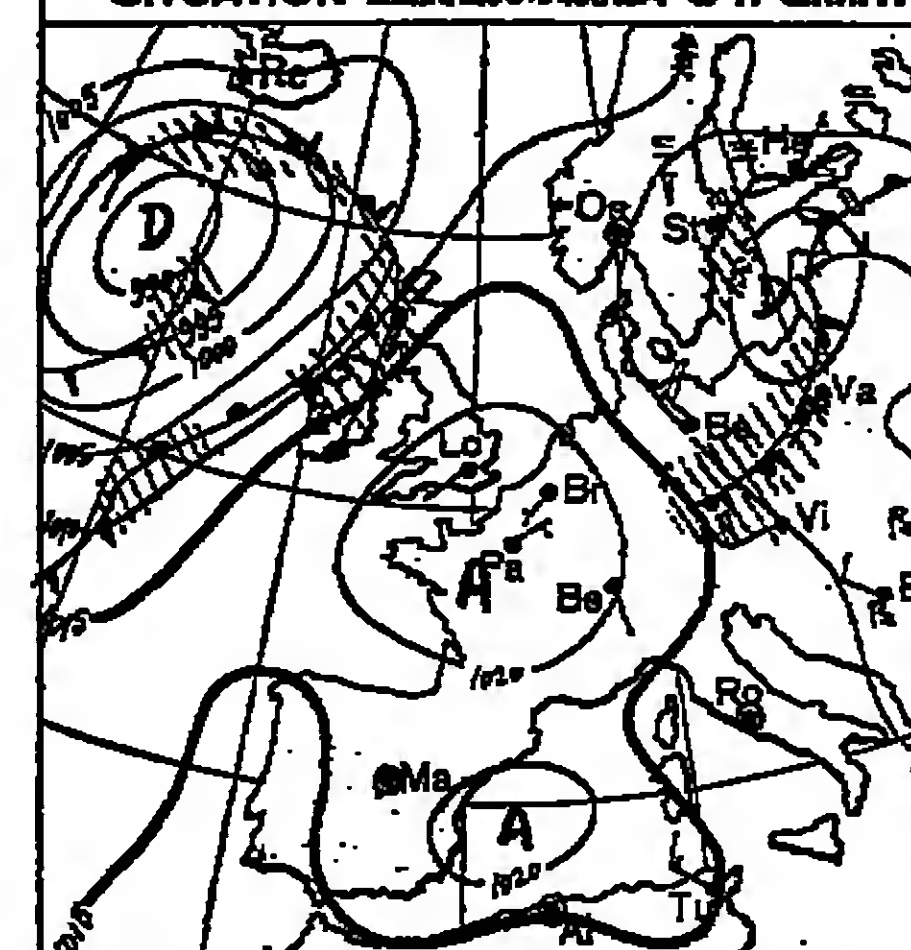
● Fixant le plafond de la participation forfaitaire des causes primaires d'assurance — maladie aux frais de séjour des assurés sociaux et de leurs ayants droit dans les stations hydrothermales.

DÉS LISTES

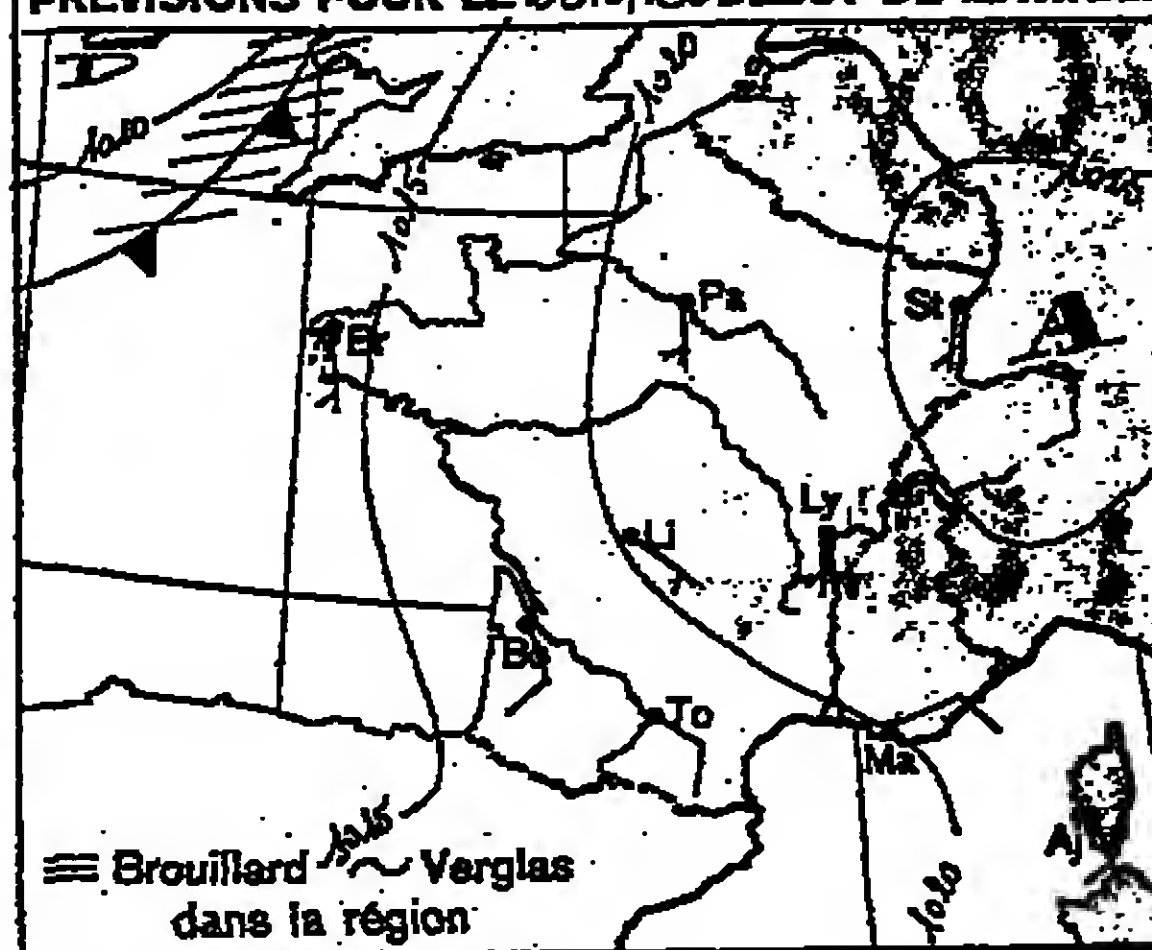
● D'admission à l'école nationale technique des sous-officiers d'active en 1980.
● D'admission à l'école de formation des officiers de gendarmerie en 1980.
● D'admission des sous-officiers de gendarmerie à l'école de formation des officiers de gendarmerie en 1980 (recrutement semi-direct, concours interne).

MÉTÉOROLOGIE

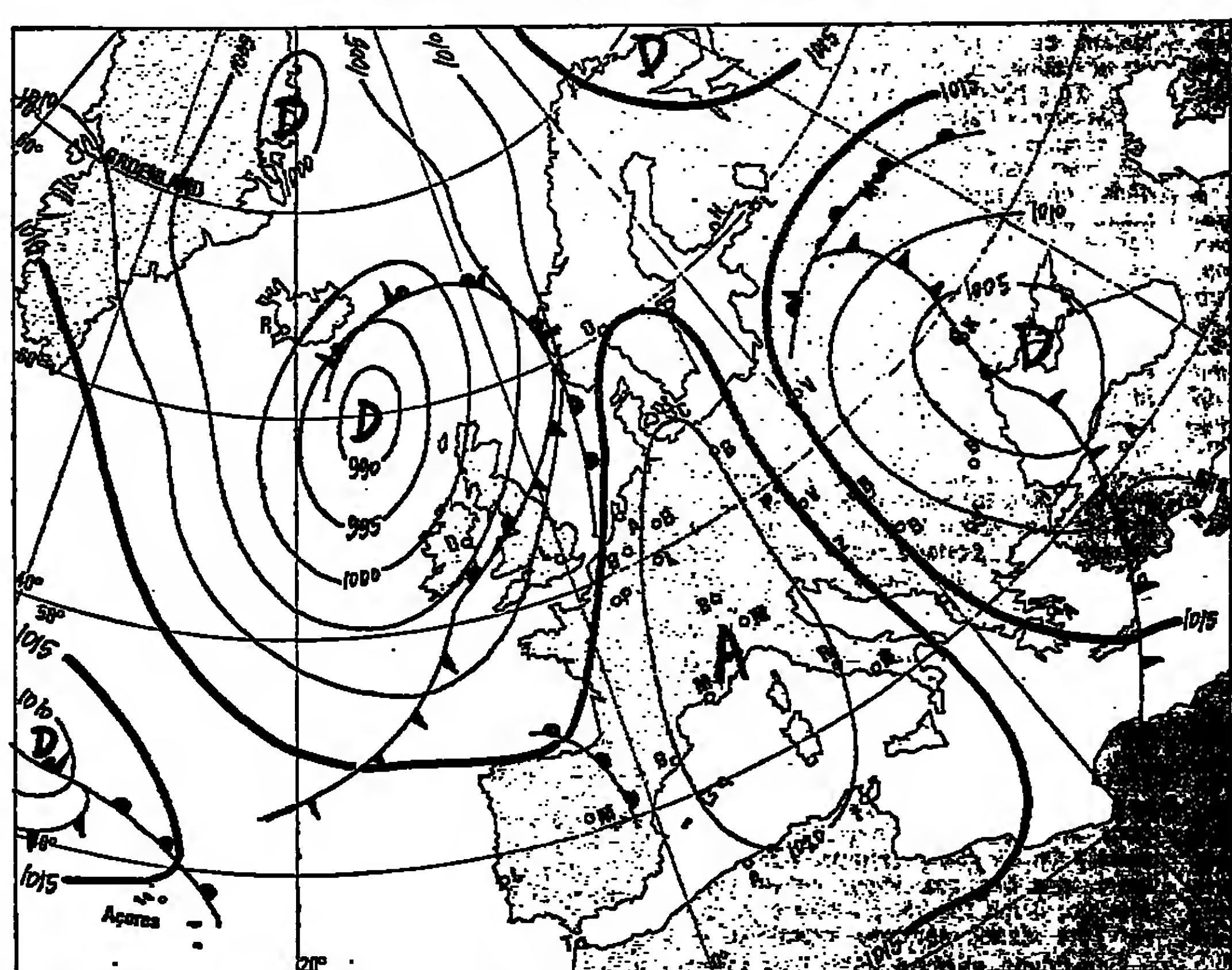
SITUATION LE 22 JUILLET À 0 H G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 23 JUILLET À 0 H DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 23 JUILLET À 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 22 juillet à 0 heure et le mercredi 23 juillet à 24 heures:

Les hautes pressions qui se sont établies sur la France se maintiendront lentement vers l'est. Les perturbations du courant atlantique se dirigeront vers les îles Britanniques et la mer du Nord en ne touchant que très faiblement nos régions du nord-ouest. Enfin, une évolution orageuse se développera tardivement dans le sud-ouest de notre pays.

Le mercredi 23 juillet, le temps sera généralement bien ensoleillé en France. Il y aura seulement quelques nuages et pluies sur le nord de la Bretagne et en Normandie, et le soir, une évolution orageuse débitera dans le Sud-Ouest, où quelques orages sont possibles dans la nuit. Les vents faibles ou modérés souffleront du secteur sud sur la majeure partie du pays et les températures seront en hausse.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 juillet; le second, le minimum de la nuit du 21 au 22): Alais, 25 et 11; Clermont, 23 et 13; Bordeaux, 22 et 12; Bourges, 19 et 8; Brest, 19 et 8; Caen, 18 et 7; Clermont-Ferrand, 20 et 4; Dijon, 19 et 7; Grenoble, 18 et 6; Lille, 13 et 7; Lyon, 23 et 7; Marseille, 23 et 12; Nancy, 15 et 4; Nantes, 22 et 11; Nice, 27 et 17; Paris-La Bourdonnais, 20 et 10; Perpignan, 26 et 12; Rennes, 21 et 10; Strasbourg, 16 et 7; Tours, 22 et 8; Toulouse, 23 et 8; Poitiers-Poitou, 23 et 23.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 26 et 13; Amsterdam, 18 et 6; Athènes, 30 et 24; Berlin, 17 et 12; Bonn, 14 et 5; Bruxelles, 16 et 11; Caen, 18 et 7; Casablanca, 27 et 20; Copenhague, 16 et 14; Genève, 17 et 8; Lisbonne, 23 et 10; Londres, 20 et 10; Ma-

drid, 33 et 17; Moscou, 23 et 13; Nairobi, 19; New-York, 27 et 27; Palma-de-Majorque, 26 et 12; Rome, 26 et 15; Stockholm, 20 et 10; Téhéran, 35 et 22.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 22 juillet, à 8 heures: 1023,2 millibars, soit 767,2 millimètres de mercure.

Temps probable du 24 au 27 juillet:

JEUDEI: temps toujours chaud, avec des maxima dépassant localement 30 degrés. Tendance orageuse

se développant dans le Sud-Ouest. Passages nuageux près de la Manche et de la mer du Nord. Vents faibles.

VENDREDI: maintien du temps chaud, mais devenant plus orageux en fin de journée. Vents de sud se renforçant près de l'Atlantique.

SAMEDI: temps toujours chaud, orages se généralisant. Début de rafraîchissement sur l'Océan.

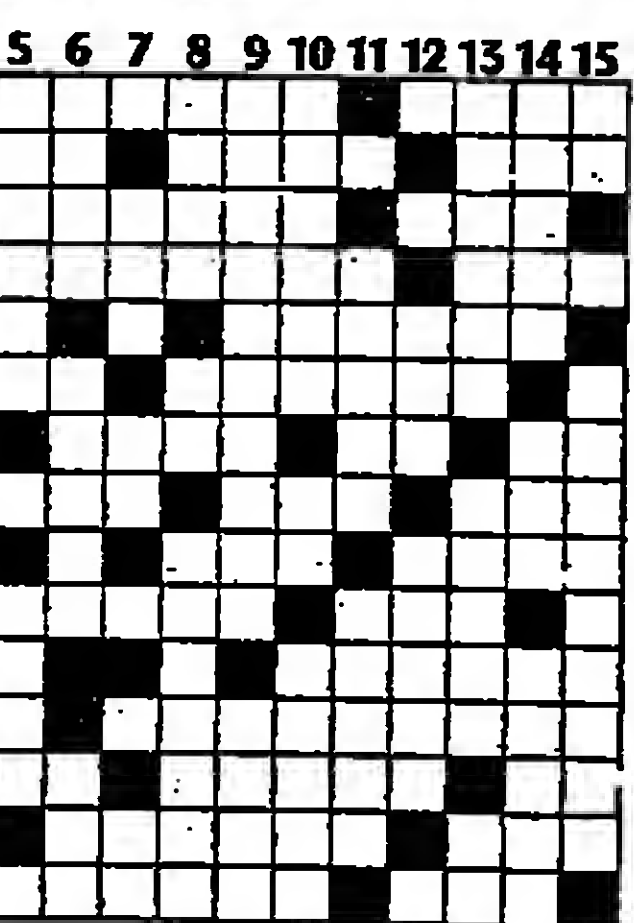
DIMANCHE: temps moins chaud, mais toujours assez beau. Orages localisés sur les Alpes et au voisinage de la Méditerranée.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2718

HORIZONTALEMENT

I. Si vous en demandez un au fisc, il vous l'accordera toujours, mais pas dans le sens désiré: Tel un sujet ne manquant pas de recherche. — II. Il est ravi de voir les autres se servir de ce qui lui appartient. — Le cinquième est connu pour son premier. — Le signe de la blancheur et la blancheur du cygne. — III. Le médecin malgré lui. Pendant ce temps, la cigale ne pense pas à la fourmi. — IV. Duplicative. Se froissent rarement quand on les met en boîte. — Elle a commencé à faire boire un fameux buveur. — V. Bord d'eau pour Girondo; Logements de fonction pour ouvriers. — VI. Désigne une monnaie ou qualité Mimi XIV. — Permet de faire une exacte de soi-même. — VII. Sauva la mise d'un monarque qui venait de prendre une coupe; N'a aucune vertu pour une langue morte; Mineur ou non, sa place est au-dessous du sol; Raccourci pour un élu ayant pris le chemin du ciel. — VIII. Abscon dans une cage de verre; Produit de consommation de la vieille Europe verte; L'ouvrier toute grande sans prononcer quel que ce soit. — IX. On le croise de jour et il nous assaille la nuit; Indication en mesure d'un morceau de plein champ; Pièce anglaise ayant cours en France. — X. Externe, elle peut intéresser un interne; Noble ou vil selon la nature du faisan. — XI. Au contact de la flotte, il fut emporté par une lame; Certains y vont dans l'unique but de se faire suer. — XII. Piquante gardienne du vestiaire des dévotés; Devient souvent grand en prenant de l'âge; Femme qui « fait » la vie. — XIII. Pousser l'air du petit duc; Lanceur des premières « bathing beauties »; Entre l'objet et la matière. — XIV. Chef-lieu du Cher; Héros malheureux d'une histoire de chasse; Ne sont pas démunis. — XV. Héros de « Peer Gynt »; Leur régime d'alimentation ne saurait se concevoir sans sel; Certains y ont répété une malversation plaise sous prétexte de passer une blessure.



VERTICALEMENT

1. Des chiffres et des lettres; Reprit la forme. — 2. C'est quand on en a qu'il est dangereux d'en abuser; Éléments importants du 12 de France. — 3. Dux à décliner pour une femme sur le déclin; Reprise ne pouvant s'écarter que si l'on a auparavant stoppé. — 4. S'impose quand une rébellion n'a pas suffi; On est invité à le suivre et surtout à ne pas l'oublier; Membre actif d'une haute société. — 5. Bien que familières à la maison, on ne tient pas à les recevoir; Distraite ou extralite. — 6. Langue de terre écossaise; Sa bouche n'a rien d'attrayant pas plus que son regard; Il ronge ou épargne, selon le genre. — 7. Sigle d'une

BREF

ÉDUCATION

LE CENTRE DE DOCUMENTATION MIGRANTS DU C.N.D.P. (Centre national de documentation pédagogique), anciennement situé 4, rue de Stockholm, Paris-8°, est transféré depuis le 15 juillet au 91, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge, tél.: 657-11-67. Les visiteurs sont reçus du lundi au vendredi, de 13 heures à 17 heures, au premier étage. Accès par le métro Porte-d'Orléans, puis autobus 126 (arrêt Radigue).

MAISON

UN STORE INTELLIGENT. — Les stores extérieurs à commande électrique existent déjà. Mais un fabricant y adapte désormais un système électronique qui obéit au soleil et au vent. Un mini-cerveau électronique, logé dans un boîtier, reçoit et analyse les messages que lui envoient un capteur solaire et une girouette anémométrique. Le store s'abaisse automatiquement lorsqu'il y a du soleil et se relève lorsque le ciel est gris ou qu'il y a trop de vent. Ce système (qui s'adapte à tous les types de stores) peut aussi fonctionner manuellement. Il coûte 1500 F environ sans la pose.

* Cholleton, 7, rue Carvès, 92120 Montrouge. Tél. 655-18-21.

PULVÉRISATEUR DE JARDIN.

Les jardiniers amateurs cultivent souvent des plantes très diverses sur peu de terrain. Pour les traiter contre les insectes ou les maladies, sans avoir à doser et à diluer les produits, il existe des cartouches prêtes à l'emploi (KB Jardin). Elles se placent dans un pulvérisateur d'un type nouveau. C'est un appareil léger, sans réservoir, qui fonctionne par la pression de l'eau d'un tuyau d'arrosage normal. Sur la lance du pulvérisateur, s'adaptent deux buses, l'une pour jet droit et l'autre pour pulvérisation brouillard.

* K.B. Jardin, 180 F environ le pulvérisateur de 17 F à 22 F environ les cartouches de produits. En vente dans les magasins de jardinerie et graineries.

MAISONS À VENDRE EN TARN-ET-GARONNE.

— La Comité d'expansion économique du Tarn-et-Garonne publie une liste de cent maisons rurales à vendre dans le département.

* Hôtel de la Préfecture, B.P. 279, 82013 Montauban Cedex. Tél.: (63) 63-66-08.

Solution du problème N° 2717

Horizontalement

I. Octopodes (cf. « cancre »). — II. Sulfates (cf. « bouillie »). — III. T1; Ferret. — IV. Éléments (voir ce verbe). — V. Néon; Tin. — VI. T1; L1k. — VII. Amni; Ver. — VIII. Torve; M1a. — IX. H1ennes. — X. O1e1 (cf. « Véronique »); Non. — XI. Neris; Tin.

Verticalement

1. Octation. — 2. Cuite; Mo1le. — 3. T1; Roturier. — 4. Offense; — 5. Pain; F1ans. — 6. Otent; No. — 7. Déroulement. — 8. Bon; T1is. — 9. T1é-t1é; An.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 21 et 22 juillet 1980:

DÉS LOIS

● Portant suppression du renvoi au régime d'administration publique dans les lois organiques.
● Modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 sur la composition des conseils d'université et des conseils d'unité d'enseignement et de recherche.
● Autorisant la ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1968.

UN ARRÊTÉ

● Fixant le plafond de la participation forfaitaire des causes primaires d'assurance — maladie aux frais de séjour des assurés sociaux et de leurs ayants droit dans les stations hydrothermales.

DÉS LISTES

● D'admission à l'école nationale technique des sous-officiers d'active en 1980.
● D'admission à l'école de formation des officiers de gendarmerie en 1980.
● D'admission des sous-officiers de gendarmerie à l'école de formation des officiers de gendarmerie en 1980 (recrutement semi-direct, concours interne).

PRIMFLEUR

Choix considérable de plantes vertes, fleuries, et fleurs coupées sur 1000 m²

80, av. de Villiers - 126, av. de Wagram, Paris 17°
Tél.: 227.33.06 - 622.10.59 - 267.12.67

Ouvert tout l'été

capitel/regionaux

Ingenieur métallurgiste

capitel/international

COUPLE D'ENSEIGNANT

Poste à Montvion au Moyen Orient

TURQUIE

audit interne

BATTELLE

CENTRE DE TECHNOLOGIE

capitel/international

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,46

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieur métallurgiste Lyon.

Une très importante société d'ingénierie et de construction d'équipements de très haute technologie pour l'industrie nucléaire souhaite recruter un ingénieur Grande Ecole (Mines, Centrale ou équivalent), justifiant d'une première expérience industrielle en fabrication, contrôle qualité, bureau des méthodes etc... Il sera responsable des études de qualification des matériaux, des procédés et des lignes de fabrication. Il analysera et suivra les programmes et les essais de qualification, élaborera les documents et les spécifications de contrôle et, plus généralement, participera aux recherches et développements menés dans le domaine de la métallurgie. Adresser votre dossier de candidature sous référence 7020 M à : sag carrières - 64, rue la Boétie - 75008 - PARIS qui transmettra rapidement.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE-
COMPTABLE
PROVENCE - MIDI-PYRÉNÉES
recrute
EXPERTS-COMPTABLES
DIPLOMÉS
• Formation « réviseur »
appréciée :
• Pour direction importants
bureaux secondaires.
Ecrire avec photo et prêtent.
sous référence à
P. LICHOU S.A., B.P. 220,
75063 Paris Cedex 02
qui transmettra.

200.000

directeur des ventes

Les qualités que nous attendons de vous sont à la hauteur du Challenge que nous vous proposons au sein de notre Société, leader sur le plan national dans le domaine de la **GRANDE CONSOMMATION** secteur alimentaire

Votre rôle :
+ animer et gérer une équipe de commerciaux répartis sur tout le territoire
+ négocier avec des partenaires de haut niveau : centrales d'achats, groupements...
+ gérer un budget promotions de près de 20 millions de francs
+ élaborer en étroite relation avec la Direction Marketing, les grandes lignes de la Politique commerciale vis-à-vis de la clientèle.
Pour relever ce défi il vous faut une solide expérience du « terrain » et de la Direction des Ventes.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre dossier à notre Conseil qui connaît notre société depuis de nombreuses années et est ainsi en mesure de vous donner les informations complémentaires.

Le recrutement débutera en septembre.
Veuillez écrire sous référence : 743 M
à GKS CONSEIL 69, rue de Montcau 75008 PARIS
qui assure réponse et discrétion



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS
recherche pour assurer
la scolarité des enfants de son personnel expatrié
du cours préparatoire à la terminale C

UN COUPLE D'ENSEIGNANTS

Les postes conviendraient à un couple dont l'un des deux posséderait obligatoirement une formation universitaire scientifique de niveau licence ou maîtrise, l'autre ayant une formation d'ingénieur.

Anglais (lu et parlé) indispensable.

Poste à pourvoir au MOYEN-ORIENT POUR RENTRÉE SCOLAIRE 1980.

Fonctions : répétiteurs toutes disciplines auprès des enfants du personnel français, inscrits au C.N.T.E. pour lesquels les mathématiques demandent une attention particulière.

Adresser lettre de candidature + CV détaillé + photo et prétentions à No 66.860 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGÉNIEURS S'ABSTENIR.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
installée en **TURQUIE**
recherche
pour **CRÉER** la fonction

audit interne

**HOMME JEUNE
DE NATIONALITÉ TURQUE (IMPÉRATIF)**

Niveau universitaire
avec bonne formation en comptabilité

- Quelques années d'expérience dans la fonction seraient appréciées.
- Langue française.
- Associé, dans un premier temps, aux travaux d'organisation interne ; il aura progressivement à prendre en charge le contrôle de l'application des normes et procédures mises en place.

Domicile : **ISTAMBUL**
Déplacements fréquents dans un rayon de 200 km
Adresser C.V. détaillé sous référence **SILLE**
(mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

BATTELLE
CENTRES DE RECHERCHE DE GENEVE
désire engager pour son

CENTRE DE TECHNOLOGIE INDUSTRIELLE

UN CHERCHEUR EN CHIMIE ORGANIQUE

spécialiste en chimie des détergents

- Formation de haut niveau en synthèse organique.
- Spécialisation dans les tensio-actifs exigée.
- Expérience pratique dans la détergence demandée.
- Fonction à pourvoir : chercheur responsable de la conduite de projets importants.

• Française et anglaise (allemand souhaité).
Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur candidature, accompagnée d'un bref curriculum vitae, d'une photographie et de leurs prétentions de salaire, au Chef du Personnel, **BATTELLE**, 7, route de Dixel, CH-1227 CAROUGE/GENEVE.

Recherche urgent
Europe - Afrique
INGÉNIEUR
CHEF DE TRAVAUX
DIRECTEUR CHANTIERS
pour réalisation
Usine pétrochimique
et raffineries.
Téléphone 55-14-52.

emplois internationaux

Cette classification permet aux
sociétés nationales ou internationales
de faire publier pour leur siège ou leurs
établissements situés hors de France
leurs appels d'offres d'emplois.

RICHER

Contrôleur de gestion

Le Directeur Administratif et Financier de la Société Nouvelle Industrielle Richier constructeur d'engins T.P. (400 M.F. de C.A.) recherche son adjoint contrôleur pour la mise en place de sa nouvelle Gestion.

Il a plus de 30 ans. Il est ingénieur de formation et a une expérience dans l'industrie mécanique (fabrication, méthodes, organisation, prix de revient etc...) puis une orientation vers la gestion avec une bonne pratique de l'outil informatique, bilingue anglais.

Il participera complètement à la conception, à la mise en œuvre et aux évolutions des Systèmes, Méthodes et Procédés de Gestion Industrielle. Base Rhône-Alpes.

Adresser rapidement votre CV détaillé, photo, références et prétentions : **REGIE PRESSE P.A.** Le Monde - 85 bis rue Réaumur - 75002 - PARIS sous n° 856 740 M qui transmettra. Réception rapide à Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
à forte vocation exportatrice
fabriquant des composants mécaniques
et électromécaniques
recherche

INGENIEUR MECANICIEN débutant

Pour prendre en charge le développement de nouvelles machines, de leur conception à leur mise en place.

Il devra être attiré par le travail sur le terrain et ouvert aux technologies annexes à sa formation de base.

L'importance de la Société et son expansion assurent à des candidats de valeur des possibilités d'évolution intéressantes.

Lieu de travail : **VILLE CENTRE OUEST.**

Envoyer C.V., photo et prétentions souhaitées à No 67.119 CONTESSÉ Publicité 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

analystes de gestion débutants

BURROUGHS recherche pour la Division Informatique de son usine de **VILLERS-ECALLES** (près de Rouen) des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Maîtrise de Gestion, Miage, ESC).

Après formation ils seront responsables de systèmes informatisés de gestion interne.

L'anglais courant est indispensable pour ce poste.

BURROUGHS offre de nombreuses possibilités d'évolution en France et à l'étranger.

Pour faire acte de candidature, envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions de salaire à Madame B. LAHON - B.P. 5 - **VILLERS-ECALLES - 76360 BARENTIN.**

Burroughs

ETABLISSEMENT POMPES GUINARD
recherche
pour son unité de **LILLE**

AGENT COMMERCIAL SÉDENTAIRE (H. ou F.)

niveau B.T.S. ou D.U.T. mécanique hydraulique. Anglais souhaité

Envoyer curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à : Etablissement Pompes Guinard, Service du Personnel, 128, rue Carnot 59330 SEQUEDIN.

Important négoce matériaux,
bois, dérivés, recherche
COLLABORATEUR
pour direction succursale
Hauts-Pyrénées.
Expérience souhaitée. Logt. poss.
Adresser C.V. manuscrit
à l'Agence HAVAS
63000 TARBES
no 74110 qui transmettra.

VERREBÉ-CRISTALLERIE
(700 personnes)
recherche

INGENIEUR A.M. OU CENTRALE

pour diriger services entretien
et méthodes (35 personnes),
5 à 10 ans expér. industrielle.
Possibilité d'évolution.

Lieu de travail : Sud-Ouest.
Adresser C.V., photo et photo à
REGIE-PRESSE n° 7 020 902 M,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BUREAU
D'INGENIEURS-CONSEILS
recherche

INGENIEURS

5 à 10 ans d'expérience
en études de routes,
bâtiments, VRD, ouvrages, etc.

Pr. démarrer ag. ds le Massif
Central. Adr. C.V. et prêt. au
no 878 « Le Monde » Pub. 5, r. d.
Italiens, 75027 Paris-9, qui tr.

Nous prions
instamment nos
annonceurs d'avoir
l'obligeance de ré-
pondre à toutes les
lettres qu'ils reçoivent
et de restituer
aux intéressés les
documents qui leur
ont été confiés.

dirigeant d'entreprise

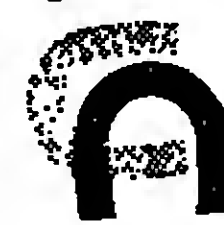
200.000 Frs +

VEHICULES INDUSTRIELS. Une société d'entretien, réparation de véhicules industriels, et fourniture d'équipements, (50 pers., C.A. : 15 M.F.), filiale d'un groupe en expansion, recherche son gérant dans le cadre d'une restructuration. Agé de 35 ans minimum, le candidat souhaité est si possible, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion. Animateur d'une équipe de professionnels du poids lourd et gestionnaire confirmé, il devra faire preuve également d'un sens des affaires et de l'organisation. Ce poste est situé à la périphérie de Lille. (réf. 5083/M)

Adresser lettre manuscrite, CV et photo, à Claude Beauvillain, Sema-Sélection : 59000 LILLE Forum, 43, rue Gustave Delory Téléphone : (20) 06.55.92

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse.



Le Crédit Agricole Mutuel
de Loire-Atlantique
recherche

Un ANALYSTE FINANCIER

pour son secteur
FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Formation de type E.S.C., So. Economiques, etc.
et expérience du financement des entreprises.

Un Responsable de son Réseau TELEGESTION

(D.A.B. - G.A.B. et T.P.V.)
chargé de promouvoir la mise en place des termi-
naux et de leur gestion.

Les candidatures sont à adresser, avec curriculum
vitas, photo et prétentions à :
DIRECTION DU PERSONNEL
C.R.C.A.M. de Loire-Atlantique
30 X
44048 NANTES CEDEX.

La filiale française d'un groupe étranger
recherche un

DIRECTEUR DE PRODUCTION

qui aura la responsabilité d'un atelier de confec-
tion, des approvisionnements et des magasins. Le
candidat âgé de 35 ans minimum aura une expé-
rience similaire dans l'industrie textile, un bon
contact humain et une connaissance raisonnable
de l'anglais.

Le poste à pourvoir est situé en province, non
loin de Paris et la rémunération offerte est de
F. 160.000.

Adresser curriculum vitae détaillé, en spécifiant
la référence 7389 à P. LICHOU S.A., B.P. 220,
75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

•ingénieurs en physique du solide •ingénieurs physico-chimistes

Débutants ou ayant quelques mois d'expérience.

Usine de semi-conducteurs
Région Parisienne Sud.

offre plusieurs postes d'ingénieurs (Ecole d'ingénieurs ou Université) dans ses services d'Etudes et de Fabrication de semi-conducteurs à haut niveau d'intégration.

Connaissances requises dans les domaines suivants :

- Techniques du vide et des plasmas.
- Optimisation des procédés de fabrication.
- Implémentation ionique.
- Caractérisation électrique des dispositifs à semi-conducteurs.
- Dépôts de films minces.
- Diffusion des impuretés.

Bon niveau en langue anglaise souhaité.

Nombreux avantages sociaux et intéressantes possibilités de carrière.

Les candidatures seront adressées sous référence 8446 à :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS 081 TRANS.

le centre national
d'étude des
télécommunications

recherche pour son Centre PARIS A
ISSY-LES-MOULINEAUX

Département "COMMUNICATION PAR L'IMAGE"

INGENIEURS GRANDES ECOLES

expérimentés ou débutants

POSTES A POURVOIR :

- Etude de réseaux numériques de visioconférence à transmission par satellite ou terrestre.
- Etude d'un service d'accès aux applications de Télémat, mettant en œuvre une base de données relationnelle.

Bonne connaissance nécessaire en mini et micro informatique et expérience souhaitée dans le domaine des bases de données.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à CNET
Centre PARIS A - Département TPA/CP1
38/40, avenue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

GRUPE
SN2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

Le groupe de Services et Conseils spécialiste de l'informatique bancaire recrute pour son :

Département Banque 2 Ingénieurs Commerciaux

Postes à pourvoir :

1. Promotion et vente de l'ensemble des produits-programmes du Département banque (Solutions autonomes, solutions mixtes, Service bureau).

2. Suivi commercial des clients études et service bureau.

Profil recherché :

Excellents vendeurs, ces deux ingénieurs commerciaux posséderont parfaitement le langage informatique et le langage de la banque.

Évolution de poste :

Ces deux postes évolueront vers la fonction de généraliste banque ou vers d'autres responsabilités au sein d'un groupe de plus de 3000 personnes.

Rémunération :

Par fixe important plus primes d'objectifs.

Envoyer C.V. + photo + prétentions, sous référence RP, à
Monsieur Bernard PERIER, SG 2 - 12, avenue Vain-Whitcomb - 75016 PARIS.

analystes analystes programmeurs expérimentés

FILIALE chargée de la mise en œuvre des SYSTÈMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des analystes (réf. 9418 AP) et des analystes-programmeurs (réf. 9418 AP), ayant 2 à 3 ans d'expérience dans l'informatique, pour travailler sur d'importants systèmes utilisant IMS et DL1 pour gérer en temps réel des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 3033 - 12.000 K chacun,
- UN 3033 - 8.000 K,
- UN 3701/68 AP - 8.000 K,
- 1000 terminaux de télétraitement.

Envoyer C.V. en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

GIE

EFCIS ETUDE ET FABRICATION DE CIRCUITS INTÉGRÉS

recherche

acheteur de composants électroniques

POSTE :
Achat de circuits intégrés essentiellement. Se verra confier, sous l'autorité du chef des approvisionnements, la recherche, la négociation et le suivi des fournisseurs sur le marché international.

PROFIL :
• Formation antérieure : ingénieur électronique ou équivalent.
• Bonne expérience des achats au niveau international (5 ans min).• Sens des contacts et de la négociation.
• Anglais indispensable.

Lieu de travail : VELIZY.

Adressez lettre manuscrite et C.V. à :
EFCIS - 45, avenue de l'Europe
78140 VELIZY VILLACOUBLAY
Tél. : 16 (3) 046.97.19.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

Spécialisée dans le domaine
des études de marchés

recherche

pour son département
statistiques et études

UN INGÉNIEUR Débutant ou 1 an d'expérience

niveau Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales

Cette personne abordera les domaines :
• de la statistique,
• de l'informatique,
et devra avoir le goût des contacts humains.

Lieu de travail : CERGY-PONTOISE

Envoyer C.V., photo et prétentions
Direction du Personnel sous réf. ES
A.C. NIELSEN Company
Bureau des 3 Fontaines - 95000 CERGY

Une très forte expansion nous amène à recruter régulièrement
des ingénieurs. Notre division des SYSTÈMES DIGITAUX
recherche

3 INGENIEURS SUPPORT LOGICIEL

Diplômés Grandes Ecoles (option informatique ou électronique), ils ont acquis une première expérience professionnelle d'au moins 4 ans chez un constructeur, une SSI ou un gros utilisateur. Ils seront à la fois des technico-commerciaux en avant vente et de véritables chefs de projet constructeurs en après vente. Une expérience approfondie dans l'un des deux domaines suivants est en outre indispensable :

- systèmes d'exploitation
- langages évolués (Pascal apprécié)
- télécommunications

A terme, ces opportunités peuvent évoluer vers des responsabilités importantes, notamment par le démarrage de centres régionaux.

Anglais indispensable.

Velizy, 2 postes (référence DSD / 0780 / 49 M)

Lyon, 1 poste (référence DSD / 0780 / 58 M)

1 INSTRUCTEUR HARDWARE

Ingénieur diplômé en électronique ou informatique hardware. Il a 1 à 2 ans d'expérience. Très motivé par la technique, il a aussi des qualités certaines de pédagogue. La connaissance des microprocesseurs et périphériques associés lui permettra de développer et d'assurer des séminaires techniques sur notre gamme de terminaux et petits systèmes. Anglais nécessaire. Poste basé à Velizy (référence DSD / 0780 / 51 M).

1 CHEF DE PRODUIT

Ingénieur en informatique ou en électronique. Il possède une première expérience professionnelle de la vente ou du marketing et de préférence une formation complémentaire en gestion. Il assurera la responsabilité du marketing des mini-ordinateurs au sein d'une équipe jeune, motivée, et performante.

Anglais courant indispensable.

Poste basé à Velizy (référence DSD / 0780 / 52 M).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence du poste qui vous intéresse à : Marie Thérèse LEGUET - T.I.F. - B.P. 5 06270 VILLENEUVE LOUBET.

**TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE**



Un groupe de sociétés de trading spécialisées dans les matières
premières énergétiques s'intéresse au marché de la viande.
Il cherche, pour Paris,

un trader confirmé

pour créer l'instrument de travail et promouvoir les affaires. Il apporte à celui-ci les capitaux dont il a besoin et une situation enviable (salaire mensuel 20000 F + intéressement contrôlable aux bénéfices). Nous savons qu'il n'y a pas de « profil type » dans la profession. Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire ou de lui téléphoner au 280.32.22 (réf. 3851 LM).



ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Adjoint de Direction
110 000 F +

ORGANISME PRIVÉ (Défense sanitaire du bétail) émanant des professions agricoles recherche le jeune adjoint de son Directeur dont les fonctions l'amèneront à participer aux conseils, à l'aide technique et à l'animation des groupements départementaux. Le candidat sera un bon technicien agronome et un interlocuteur valable de l'informatique. De plus il aura une bonne capacité de relation dans les contacts humains et la communication. Une formation supérieure (agri-agro) devra être complétée par une expérience (2 à 3 ans) du milieu agricole (coopératives ou organismes professionnels). Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 007275 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Industrie Agro-Alimentaire ». Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75003 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

BKC

ingénieurs de projet ingénierie en mécanique

TECHNIP, spécialiste de l'ingénierie de complexes pétroliers, cherche pour développer son activité dans la réalisation d'ensembles mécaniques, deux ingénieurs mécaniciens de haut niveau, responsables de projets pour la France et l'étranger.

De formation AM, ENSM ou équivalent, ces ingénieurs ont 5 à 10 ans d'expérience des méthodes ou de la fabrication dans une usine fabriquant des pièces ou ensembles mécaniques, par exemple automobile ou aéronautique. Spécialisés en machines outils, mécanique générale ou de précision, ils sont capables de concevoir de nouveaux systèmes, de les faire fonctionner et de former des hommes.

Ils connaissent l'anglais couramment et se déplacent en France, en Europe et au Moyen-Orient. Le poste est situé à PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 160 LM.

jacques fixier s.a.

7 rue de logelbach - 75017 paris

emplois régionaux

INGENIEUR ELECTRONICIEN

pour réaliser des études d'automatismes.

Il sera chargé de la conception, du développement et de l'évaluation de dispositifs de contrôle et de commande de systèmes d'armes.

Ce poste nécessite une connaissance de base en électronique analogique, logique et microinformatique et si possible une expérience des systèmes de commandes.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à
Mr le Directeur de l'EFAB
6, route de Guerry BP 705 et 713
18015 BOURGES CEDEX

SP2M recherche
ELECTRONICIEN
pour maintenance de matériel,
radio et radar embarqué.
Bonne rémunération. 292-46-77.
Poste 60.

P.A.L.E. spécialiste sous-
traitance électronique recherche
CADRE TECHNIQUE-
COMMERCIAL
Tél. 645-91-11 pour rendez-vous.

INGENIEUR
Bon niveau maintenance
Froidiers.
Env. C.V. M. TOULIE, SP 2 H,
47, r. de Litge, Paris 6
ou tél. 292-46-77, poste 60.

CENTRE
DE RECHERCHES
50 ton NORD DE PARIS
recherche

JEUNE INGENIEUR
ELECTROTECHNIEN
Débutant ou ayant
une expérience
de 2 ou 3 années pour études,
mise au point de matériels
et essais.

Envoyer C.V. et en 44.432
CONTEXTE PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra,
75008 Paris Cedex 01.

CABINET EXPERTISE
COMPTABLE
offre situation intéressante à
EXPERT COMPTABLE
diplômé ou maitrisant
expérience capable
diriger mission
dans commissariat aux comptes
groupes importants.
Ecrire à : A.M.P., réf. 9770/JT,
40, rue Olivier-de-Serres,
75015 Paris qui transmettra.

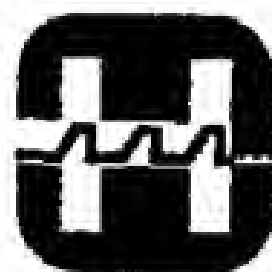
offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

HARRIS
COMMUNICATION AND
INFORMATION PROCESSING



**UN FABRICANT DE BIENS
D'EQUIPEMENTS LOURDS**

(machines ROTATIVES OFFSET destinées à l'imprimerie commerciale et aux journaux, chiffre d'affaires 280 millions de francs dont 70% export; effectif 630)

recherche

POUR SON SERVICE ENTRETIEN USINE

**1 INGENIEUR
ELECTROMECHANICIEN**

ayant quelques années d'expérience dans un service similaire.
Le candidat retenu devra assurer à court terme la direction du service.

Anglais souhaité.

Envoyer C.V. et photo au Service du Personnel - Société MARINONI - BP 22 - 60160 MONTATAIRE

**DIRECTEUR
COMMERCIAL
jouets**

PARIS 180.000 F+

Ce poste est à pourvoir dans une société produisant et distribuant des jeux et jouets.

Leader sur son marché, elle réalise 60 millions de francs de chiffre d'affaires.

Son Directeur Commercial animera le réseau de vente France (grossistes, détaillants, grands magasins), assurera personnellement les relations avec les centrales d'achat, développera le plan marketing et supervisera les distributeurs étrangers.

Le candidat retenu aura une expérience analogue dans la vente de produits de consommation et sera disponible rapidement.

Le conseil en recrutement chargé de ce dossier garantit le secret des candidatures.

Adresser très rapidement C.V. - lettre manuscrite sous la référence 2642/A à :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/VII TRAM.

La haute technicité de notre matériel et notre dynamisme font de nous un des leaders dans les domaines du :

**CONTROLE INDUSTRIEL
ET DE LA ROBINETTERIE**

Pour poursuivre notre développement, nous recherchons des

INGENIEURS D'AFFAIRES

De formation Grande Ecole ou Université, SPÉCIALISATION ÉLECTRONIQUE, les candidats, âgés de 28 ans minimum, peuvent justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de l'instrumentation électronique.

Des perspectives d'évolution intéressantes au sein du Groupe sont offertes à des candidats de valeur. Dans un premier temps, ils prendront en charge les affaires relatives aux nouvelles générations de systèmes de régulation faisant appel aux techniques les plus avancées de l'électronique.

Les aptitudes requises pour ces postes incluent curiosité intellectuelle, esprit créatif, motivation pour la technique, excellentes qualités de contacts à haut niveau.

L'anglais courant est un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photographie et présentations à :

SEREG

Schlumberger

Gérard FEVRE

Direction du Personnel

SEREG

100, rue de Paris - 91302 MASSY

DIRECTEUR LOGICIEL

- Ce manager a déjà dirigé avec succès un groupe de services en informatique ou un ensemble d'importants projets logiciels.
- C'est un businessman et un meneur d'hommes.
- Il parle l'anglais.

Si vous vous reconnaissez dans cette description, écrivez sous référence M010 au Directeur du Personnel de Digital Equipment France.

digital 18 rue Sarfines - Silic 225
94528 Rungis Cédex

**IMPORTANT SOCIÉTÉ
AERONAUTIQUE**
Banlieue Sud de Paris
recherche

TECHNICIEN

Formation BTS ou DUT électronique
Quelques années d'expérience lui ayant apporté de bonnes connaissances des techniques digitales.

Il devra assurer au sein d'une équipe la mise au point de systèmes d'équipements embarqués (calculateurs, radars, inertie, optique).

Ecrire à n° 66975 CONTEXTE Publiété
20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS
Cedex 01, qui transmettra.

**directeur
distribution électro-ménager**

200.000 Frs

Une SOCIÉTÉ EUROPÉENNE désireuse de poursuivre la diffusion de ses produits de la ligne blanche recherche son

DIRECTEUR FRANCE.

Il sera en mesure de développer la vente selon des objectifs quantifiés et d'assurer la gestion administrative et financière de la Société Française dont le siège est à Paris. Il en assurera toutes les responsabilités et bénéficiera d'un appui commercial, technique et logistique de la Société Mère.

De FORMATION SUPÉRIEURE, le candidat a une expérience de responsabilité commerciale réussie de plusieurs années dans l'électro-ménager et des capacités prouvées de gestionnaire.

Dynamisme, sens des relations commerciales et rigueur dans la gestion sont les qualités exigées pour le poste.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite et photo, en précisant la référence 11016/M à : H. Bouet, Sema-Selection : 92125 MONTROUGE Centre Mère, 16 - 18, rue Barbès.

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

**FILIALE FRANÇAISE
D'UN GROUPE MULTINATIONAL**
(CA 30 MF - 80 personnes)
périphérie Nord-Ouest
recherche son

**CHEF DE SERVICE
ADMINISTRATIF ET FINANCIER**
30 ans minimum

Outre les qualités inhérentes à cette fonction, il est demandé :

- une expérience démontrée de comptabilité française et anglo-saxonne (reporting) ;
- une bonne maîtrise de l'anglais ;
- le sens des contacts humains avec son équipe composée de 6 personnes et les chefs des autres services.

Le titulaire de ce poste capable d'initiative devra posséder :
- une certaine souplesse pour vérifier les travaux comptables sur Philips P 520 ou sur un futur système ;
- une expérience dans le secteur bâtiment souhaitée mais non indispensable.

La fonction relève hiérarchiquement du POG et fonctionnellement du Directeur Comptable du Groupe.

Poste à pourvoir immédiatement.

Ecrire avec CV détaillé, photo et prêt à :

SAÏE CANOINE, S.A. H. ROBERTSON FRANCE
CENTRE INTEGRAL 93804 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX.

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE ET DE
COMMERCIALISATION DE SYSTÈMES
INFORMATIQUES EN FORTE EXPANSION**
spécialisée dans la fourniture et l'installation
de matériels et de logiciels de gestion en
mini-micro informatique
recherche

6 Jeunes Ingénieurs

Grande Ecole, Maîtrise ou équivalent; bonne formation informatique (gestion ou scientifique). Déjà O.M. Expérience en Analyse-Programmation et/ou électronique appréciée.

Selon leurs aptitudes ils auront rapidement de nombreuses possibilités d'évolution. Ces postes conviennent à des éléments dynamiques et motivés, souhaitant assumer à moyen terme des postes de responsabilité en fonction des résultats.

Envoyer CV détaillé, photo et présentations à : Direction du Personnel

INSTITUT DE PROGRAMMATIQUE (I.P.C.)

113 rue Aristide Briand 91400 Orsay
(Mo R.E.R. Sceaux - Station Lozère)

**SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
A VOCATION ÉLECTRONIQUE
ET MÉCANIQUE**
recherche pour son siège à Paris

**son RESPONSABLE JURIDIQUE
DROIT DES AFFAIRES**

32 ans minimum
Docteur droit privé ou niveau docteur juriste d'entreprise ayant une expérience de 5 ans minimum dans une société industrielle, multinationale ou dans un cabinet juridique, acquise dans les domaines suivants :

- Droit des Sociétés,
- Droit commercial,
- Propriété industrielle,
- Fiscalité,
- Rédaction de contrats et conventions.

Anglais courant souhaité.

Envoyer C.V. détaillé, photo et présentations à n° 66681 CONTEXTE Publiété,

20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.



recherche pour son département
produits péri-informatiques

ingénieurs

Support logiciel système ayant 2 à 5 ans d'expérience, connaissance MITRA MMT2 indispensable ou réalisés 2000 souhaités.

ingénieurs d'études

diplômés d'études supérieures informatiques ayant quelques années d'expérience dans les domaines suivants : graphiques/C.A.D., bases de données, télécommunications, A.P.I.

rédauteur HF

de documentation technique-commerciale ayant connaissances informatiques, obligatoirement bilingue français-anglais.

Postes situés en région parisienne.

Merci de nous adresser votre C.V. détaillé, vos prétentions et une photo, en précisant le poste souhaité à GIXI Ingénierie Informatique, S.A. de Courbevoie, av. de la Seine, 8 P. 110

91403 ORSAY Cedex.

GIXI

Société internationale
prestataire de services dans les domaines :
Télécommunication et Informatique.

C.A. 40 millions

recherche

pour son siège à Paris

SON DIRECTEUR COMMERCIAL

Responsable du marketing et des ventes

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie dans cette fonction.

Langue anglaise et française nécessaires.

Adresser C.V. n° T 21.222 M REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Beaumais, 75002 PARIS.

LA SNCF offre

85 EMPLOIS DE

**CHEF de
DISTRICT STAGIAIRE**

et 60 EMPLOIS DE

**CHEF de
CIRCONSCRIPTION
STAGIAIRE**

Possibilité de postuler pour les deux emplois

Recrutement par concours les 2 et 3 septembre

Ouverts aux jeunes gens :

- Français ou naturalisés Français.
- Nés entre le 1^{er} avril 1953 et le 1^{er} avril 1963
- Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F, à F4, F9, F10 ou d'un BTS des groupes III et V.

Rémunération brute annuelle : 59 000 F. environ.

Carière intéressante, emploi stable.

Avantages sociaux.

Ecrire à Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel) (adresse à demander à toute sure).

Closure des inscriptions

le 31 Juillet.

LA SNCF

NOUS SOMMES LE SERVICE INFORMATIQUE DU SIÈGE (CLAMART-GARE).

d'une Société

de Services Internationale

nous recherchons

DEUX ANALYSTES DE CONCEPTION

chargés d'études préliminaires, dossiers d'opportunité, conception générale, encadrement et participation à la réalisation.

Formation I.U.T., M.I.A.G.E. ou équivalent. Expérience trois à quatre ans.

COBOL, expérience de gestion interactive et d'un S.G.B.D. appréciées.

Envoyer curriculum vitae, photo et présentations sous la référence AUBS (mentionnée sur l'enveloppe) à :

Postale Conest
EMPLOIS & CARRIÈRES
20, rue Varot, 75005 PARIS

INSEAD INSTITUT EUROPEEN
D'ADMINISTRATION
DES AFFAIRES

recherche

DOCUMENTALISTE

RESPONSABLE

SYSTEMES

D'INFORMATIONS

(Homme ou Femme)

Expérience plusieurs années dans poste similaire indispensable.

Porte à pourvoir rapidement

Formation universitaire en économie et gestion complétée d'une spécialisation en documentation et système d'information souhaitée.

Anglais courant lu et parlé indispensable.

Envoyer CV détaillé, références, photo et prétentions : Service du Personnel - Bld de Constance

77305 Fontainebleau cedex

La Compagnie de Construction Mécanique

SULZER

recherche pour le secteur EAU
(irrigation, adduction d'eau)
de son Service POMPES

INGENIEURS DE VENTE

MISSION :

- Etalonnage de devis et vente au plan international, en particulier dans les pays du Moyen-Orient, de pompes pour grosses installations.

LES CANDIDATS DEVONT :

- Être ingénieur diplômé ;
- Avoir, si possible, une expérience commerciale à l'exportation ;
- Être, écrire et parler l'anglais.

Le poste est basé à Paris, mais nécessite des déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et présentations au Service du Personnel de la C.I.M. STZ223, 81, bd Brune, Paris 14^e Cedex 59, 75300 Paris Brune.

Fromageries BEL
LA VACHE QUI RIT

recherche

**cadre
comptable**

GESTION DES IMMOBILISATIONS

Le poste est à pourvoir au sein de la Direction Financière du Siège. Il se verra confier l'animation et la coordination de l'ensemble du traitement des immobilisations des usines Bel France et régions commerciales sous la responsabilité du Chef des services comptables.

Ce poste conviendrait à un candidat possédant :

- une première expérience (des immobilisations)
- de bonnes notions en informatique
- ayant le sens des contacts humains
- privilège de fréquents déplacements.

Adresser C.V. manuscrit, photo et rémunération souhaitée

Service du Recrutement - 4, rue d'Anjou 75003 PARIS

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche pour son Service

INFORMATIQUE

Un Responsable

« Groupe Technique »

- de formation supérieure technique, école d'ingénieurs ou formation universitaire équivalente, il aura une expérience en informatique de gestion en milieu industriel et administratif (conception et mise en place).

• Ses missions seront de deux ordres :

- au Siège à Paris (informatique centralisée), il encadre les équipes « système » et « méthodes », il a un rôle de conseil auprès des équipes « études » et « exploitation ».

- En usines en province (informatique décentralisée), il coordonne la mise en place et assure la promotion de méthodes de travail homogènes sur le plan informatique. Il participe à la définition des plans informatiques.

Adresser curriculum vitae et présentations sous la

numéro 65.519 à CONTEXTE Publiété,

20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01, qui tr.

SOCIÉTÉ AERONAUTIQUE
Région Parisienne

recherche

INGENIEUR

GRANDES ECOLES

spécialisés radar et hyperfréquence.

Expérience concrète quelques années.

Ecrire sous n° 66975 CONTEXTE Publiété,

20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui tr.

Le Monde

régions

Basse-Normandie

Centrale de Flamanville : une inculpation pour construction sans permis

Par une ordonnance du 15 juillet, le juge d'instruction du Havre a inculpé M. Michel Hug, directeur de l'équipement à l'E.D.F., de « construction sans permis ». Cette décision n'est qu'un épisode supplémentaire du « feuilleton judiciaire » qui se développe depuis deux ans et demi autour de la centrale nucléaire de Flamanville dans la Manche. Agriculteurs et écologistes de la région ont en effet attaqué systématiquement tous les actes de la procédure qui doit aboutir à la création de cette usine : la déclaration d'utilité publique, les ordonnances d'expropriation, les permis de construire (il y en a trois successifs) et la concession d'endiguage.

Sur ces deux derniers points, ils ont remporté des succès. La première concession d'endiguage a été retirée et remplacée par une

seconde plus conforme à la législation. Elle a été attaquée à son tour. Les juges administratifs ne se sont pas encore prononcés. Les contestataires ont aussi obtenu l'annulation du premier permis de construire (de décembre 1977) et une décision du tribunal administratif de Caen ordonnant l'arrêt des travaux en mars 1978. Pourtant, après une interruption de quinze jours, le permis de construire a été révoqué. C'est à la suite de cette violation d'une décision de justice que le directeur de l'E.D.F. a été inculpé par le juge, mais le parquet du Havre a fait appel de l'ordonnance du juge d'instruction.

Précisons enfin que le second permis de construire a été retiré et remplacé par un troisième, datant d'août 1978. Ce dernier n'est pas contesté.

Ile-de-France

Pour équilibrer le budget communal

La municipalité de La Queue-en-Brie (Val-de-Marne) menace de mettre en vente l'hôtel de ville

Depuis 1974, la commune de La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), en limite de la Seine-et-Marne, connaît de graves difficultés financières dues surtout à « une trop grande démantèlement du côté de la truie », comme disent ici ses habitants : un hôtel de ville qui a coûté 10 millions de francs, un hôtel des postes de 3 millions, un stade qui a coûté 7 millions... Cette politique a eu pour résultat un « trou » de 30 millions de francs, pour une population de 8 000 habitants — et un changement politique de municipalité en 1977, l'union de la gauche (avec un maire communiste, M. Claude Roméo) succédant à la majorité présidentielle.

La tutelle administrative mise en place en 1975 n'a pas été levée. Chaque budget primitif de la commune est soumis à une commission spéciale présidée par le préfet ou son représentant, au sein de laquelle siègent des représentants des ministères de l'intérieur et du budget et des élus de la commune. C'est cette commission qui accorde — le cas échéant — une subvention d'équilibre.

« Depuis 1977, l'Etat nous a versé plus de 5 millions de francs. Pour une commune de cette taille, c'est un effort important », explique-t-on à la préfecture de Créteil.

Mais, cette année, brusque coup de frein : pas de subvention. La commission spéciale avait demandé qu'on lui présente un plan de redressement par lequel il était d'aboutir, d'ici trois ans, à un budget en équilibre.

Réunie le 26 juin, la commission a proposé deux « scénarios » aux élus : ou bien ils acceptent un prêt, remboursable en deux ans à un taux de 10 % pour éponger le déficit, et, en ce cas, l'augmentation de la pression fiscale approcherait le niveau de 30 %, sans toutefois l'atteindre ; ou bien ils refusent, et alors les impôts augmenteraient de 44 % pour 1980.

Un tel « marché » a échaudé les esprits et creusé un peu plus le fossé séparant les élus de la commune et l'administration départementale depuis l'affaire du « bel du milliard », un bel qui avait été organisé en 1976 pour « fêter » les subventions de l'Etat.

Et, il y a quelques jours, le conseil municipal s'est réuni pour voter le budget en deuxième lecture. En regardant sur les crédits de fonctionnement, les subventions, le chauffage dans les écoles et les bâtiments communaux, le déficit prévisible a été ramené à 300 000 francs. La nouvelle équipe municipale a demandé que cette somme soit convertie par une subvention, afin que l'augmentation de la pression fiscale soit limitée à 12 %. La nouvelle équipe municipale a demandé également que l'ancien maire, M. Joseph Fontanille, soit déferé devant la cour de discipline budgétaire, ainsi que les autres élus préfacteurs qui étaient en place avant 1977.

Et l'on ressort à la mairie une menace déjà brandie par M. Claude Roméo, le maire de la commune, pour renouer les contacts : la vente de l'hôtel de ville.

FRANCIS GOUGE.

Limousin

L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE DU PAYS PASSE PAR L'URANIUM... ET LE TOPINAMBOUR

(De notre correspondant.)

Limoges. — Les impacts régionaux de la politique énergétique sont considérables et l'effort d'indépendance que la France doit aujourd'hui consentir est loin d'être négligeable. Ces considérations conjonctives de M. André Chandon, président (P.S.) du conseil régional, et Guy Chandon, président du comité économique et social, sont inscrites dans le préambule du dernier numéro spécial de la Lettre du Limousin, des débats de cette région en matière d'énergie.

Et, en premier lieu, l'uranium : la production limousine fournit non seulement la moitié de l'uranium français, mais elle correspond, en solde net, à plus de 3 millions de tonnes de pétrole. Quant à l'électricité d'origine hydraulique, les barrages en service (on sur le point de l'être) assurent à la région un bilan entre la production et la consommation positif (80 % de cette production sont réalisées en Corréze). Les ouvrages qu'E.D.F. envisage de réaliser de 1980 à 1985 dans la Creuse, construction d'un barrage de 20 mètres de haut et 80 mètres de large, à la sortie des gorges d'Ansime ; en Corréze, implantation d'une usine complémentaire au barrage de l'Aigle ; doublerait la puissance totale installée en Limousin, qui serait portée ainsi à 3 milliards de voltampères.

Et le charbon ? Les prospections faites dans la Creuse par le bureau des recherches géologiques et minières sur le gisement de Bommereux - les - Mines devraient permettre d'engager les études de développement en 1981. Les autres sources d'énergie à retenir sont la biomasse (utilisation des déchets agricoles), le bois, la tourbe (dans certaines zones du plateau de Millevaches on trouve des gisements de tourbe blonde dont la source est importante), le topinambour, enfin, qui trouve dans la région une terre d'élection.

Les réalisations et les perspectives en matière d'énergie ont justifié l'implantation d'un Institut d'économie d'énergie à Limoges. Sa création vient d'être confirmée par le comité interministériel d'aménagement du territoire. Cet institut sera construit à proximité de l'U.E.R. de sciences à l'université de Limoges, dont il viendra renforcer la spécificité après la création de la Fondation de l'eau et la décentralisation de l'École nationale supérieure de céramique industrielle.

MARCEL SOULE.

APRÈS LA GARE, LE CAMP MILITAIRE, C'EST AU TOUR DU COLLÈGE

La Courtine, on ferme !

Le ministère de l'éducation a décidé la fermeture du collège d'enseignement général de la commune de La Courtine-Le Trucy, dans la Creuse. Une fois de plus, malgré toutes les

promesses officielles, cette mesure condamne un village rural reculé du Massif Central à la disparition. Chaque année, la Creuse ressent un peu plus cruellement ce que l'on appelle ici — et sans exagération — la désertification.

De notre correspondant

La Courtine. — Un peu à l'écart de la « route de la tapisserie », à quelques kilomètres du « circuit des pins et des bruyères », quelque part sur le plateau de Millevaches, la petite commune de La Courtine-Le Trucy, chaque année, s'anime un peu plus. Pourtant, derrière les murs de granit des maisons du village, derrière ses énormes pierres liées à la chaux et au sable, on entend se lever une sorte de vent de révolte.

Le conseil municipal a démissionné le 24 juin pour protester contre la fermeture du collège d'enseignement général (C.E.G.). Décidée en mars dernier par le recteur de Limoges et acceptée par le ministère de l'éducation, cette décision a été motivée par la faiblesse des effectifs : cinquante-quatre enfants scolarisés seulement. En réponse, les habitants de la commune ont organisé le 3 juillet un « jour de la ville morte » et une manifestation à Limoges. Le député de la circonscription, M. Jean-Claude Pasty (R.P.R.), s'est mis en campagne pour défendre la commune, et a obtenu, à la majorité d'aujourd'hui, chacun attend que l'administration revienne sur sa décision.

« L'année dernière, « ils » ont fermé la gare. Depuis quelques temps, les délégués arrivent d'un bureau de poste éloigné de 30 kilomètres et, cette année, « ils » veulent fermer le collège. Tous les ans, on nous envoie un service public. La Creuse est un département qui meurt, on veut nous faire mourir un peu plus. Ce constat déshabillé, que dresse M. René Guinot, premier adjoint au maire de La Courtine, élu sur une liste d'action locale, illustre bien la situation des villages de montagne qui, malgré toutes les promesses, sont en Creuse et dans des dizaines d'autres départements, bel et bien abandonnés (1).

Après la fermeture de la ligne ferroviaire Felletin-Usse, la suppression du C.E.G. sera la source de conséquences sur la vie du village. Les parents d'enfants d'âge scolaire seraient tentés d'aller habiter ailleurs, et, pour ceux qui restent, le transport à l'école poserait des problèmes considérables. Dans un village où l'hiver dure sept mois, où l'enseignement est particulièrement important, le ramassage des enfants devrait commencer vers 6 heures le matin dans le froid, et l'on connaît les risques encourus sur la route.

La Courtine connaît pourtant des moments plus agréables. Chaque soir, sous une tente, au temps où le camp militaire,

quartier général du 35^e régiment de camp, principal moteur de la vie économique locale, abritait huit mille à cent mille hommes par mois. « Il y avait plus de quatre-vingts bars ici après guerre et une dizaine de blanchisseries », explique Madeleine, propriétaire du café qui porte son nom.

Aujourd'hui, il n'y a plus que huit cents à mille soldats au camp, une seule blanchisserie et une vingtaine de cafés. Les militaires emploient une centaine d'ouvriers civils, et seule une petite usine spécialisée dans l'ébénisterie fournit, par ailleurs, une quarantaine d'emplois.

Le conseil municipal a décidé de réagir et proposé qu'un « foyer d'occupation » destiné à accueillir des délégués, enfants ou adultes. Mais les démarches sont longues et difficiles. D'autre part, M. Jean-Claude Pasty a demandé un sursis d'un an pour permettre à des petites industries de venir ouvrir ici des ateliers. Enfin, des contacts ont été pris avec le ministère de la défense pour que soient accrus les effectifs du camp et que de nouveaux ménages s'installent dans la commune.

M. Xavier Lamsade, suppléant de M. Pasty, candidat probable aux prochaines élections sénatoriales, est certain qu'avec un peu de temps, on pourrait trouver des petites entreprises de sous-traitance qui s'installeraient dans le camp. On pourrait également développer le secteur agricole : la culture de la fabrication de produits de qualité à partir de l'élevage, principale activité de ce département agricole. Il constate tristement la coupure qui existe entre l'administration et les élus : « Chacun est prêt à se battre en Creuse pour la survie du département, mais il faut biter les formations volontaires gouvernementales persistantes de le supprimer » : les hommes que l'on nous envoie ne sont pas du tout à la hauteur et méconnaissent les problèmes locaux.

À la préfecture, on reconnaît volontiers que le sud de la Creuse est une région déjà par-

ticulièrement défavorisée, et l'on admet que « la décision de fermer le C.E.G. de La Courtine est regrettable », mais on se repaie d'arguments « une décision technique du ministère de l'éducation qui, d'ailleurs, a été prise en dehors du préfet » (2).

Le recteur, dont chacun s'accorde, ici, à dire qu'il a « la tête dure » (et qui, pour sa part, n'a pas apprécié que les villageois manifestent à ses portes) (le Monde du 6-7 juillet) ne reviendra pas sur « une décision largement motivée par la faiblesse des effectifs. Après tout, il n'y a pas que ces enfants-là qui se lèvent tôt ».

Pourtant, si la carte scolaire exige un minimum de cent vingt enfants pour maintenir le collège en activité, on pourrait rapatrier les élèves de l'école primaire, à 9 kilomètres de La Courtine, qui vont aller étudier, l'année prochaine, au collège d'Ussel. Mais Sornay est en Corrèze, pas en Creuse, et, malgré la proximité des deux bourgs, il n'est pas question d'effectuer un rapprochement, limites administratives obligent.

Les habitants de La Courtine espèrent toujours obtenir gain de cause. Le désarroi que l'on note dans leur attitude pourrait bien se transformer en fronde, contre l'administration, contre l'injustice. Car ce qu'ils veulent qu'on leur reconnaisse, c'est le droit de vivre dans et avec leur village, tout simplement.

OLIVIER SCHMITT.

(1) Promesses encore réaffirmées par le gouvernement le 10 juillet lorsque, à l'issue de la réunion du Fonds interministériel de développement rural, les services du premier ministre ont réitéré leur engagement de 300 millions de francs à la réanimation du monde rural.

(2) Dans le Journal officiel du 16 juillet 1980, M. Christian Benoit, ministre de l'éducation, répond à M. Michel Lamsade, sénateur (P.S.) de la Creuse, à propos de la fermeture du C.E.G. : « Il appartient au recteur de l'académie de prendre les mesures nécessaires à la fermeture de l'école. Il est donc amené à définir des priorités. Comme chaque année, il a tenu compte des besoins des classes quand la baisse des effectifs les justifie ».

Tulle s'engorge, Tulle craque

La préfecture de la Corrèze traverse aussi « sa » crise de l'automobile

De notre correspondant

Brive. — Tous les tailleurs de France voudraient se pencher sur le problème, prendre des mesures, refaire des ourlets, échaner ici et là, ils seraient bien obligés d'en convenir : Tulle ne rentre plus dans son vieux costume, et c'est bien là le seul grand drame de la préfecture de la Corrèze. On ne trouve plus de tissu géographique pour donner de l'ampleur aux épaules.

Il faut en effet imaginer la capitale administrative de la Corrèze à l'échelle du fond d'un ravin profond où, deux fois par siècle, la rivière qui a donné son nom au département joue encore à faire ses quatre volontés lorsque, chargée par la fonte des neiges du haut-pays et gonflée par les pluies de printemps, elle prend à partie les maisons et les rues.

Par crainte, par respect, par amour pour cette rivière qui leur ressemble, les Tullistes se sont toujours efforcés de se tenir un peu à distance des flots et ont préféré accrocher aux versants la plupart de leurs nouveaux quartiers, faisant des rives de la Corrèze le cœur tout en longueur de leur ville — et le théâtre d'interminables embouteillages (« C'est notre cancer », disent-ils) — où la difficulté de stationner n'a d'égal que celle de circuler.

Le conseil municipal de Tulle (que dirige M. Jean Combastel, P.C.) a formé le projet de créer un nouveau parking en recouvrant partiellement la Corrèze. Cette idée, bien sûr, a été accueillie avec force vagues et remous et, afin d'en dissuader ses instigateurs, s'est même créée une « Association de défense et de sauvegarde de la rivière Corrèze et de l'environnement ».

Cette association a bien mis en évidence tous les dangers encourus : destruction d'une partie de la faune et de la flore, d'un secteur piscicole important, pollution en aval, préjudice esthétique, risques de rétention des crues... « Il existe d'autres solutions, cherchons-les », disent ses animateurs.

Pen d'intérêt pour M. Chirac

Mais cela est difficile, et beaucoup de Tullistes préfèrent encore la construction d'un parking en béton sur la Corrèze que d'être « oubliés » sur la trajectoire Bordeaux-Clermont-Ferrand, le RN 89, qu'on a longtemps appelé la route des ministres.

Quant à M. Jacques Chirac, qui, depuis les dernières élections cantonales, n'est plus président du conseil général de la Corrèze (l'assemblée est présidée par M. Georges Débat (R.P.R.)), il lui est difficile de se prononcer sur ce projet, qui est incontestablement une mauvaise carte politique et ne peut d'ailleurs intéresser ni le maire de Paris, ni le conseiller général du canton de Meymac (en Haute-Corrèze).

Dès lors, que va-t-il se passer ? Il est vraisemblable que ce parking sera construit demain à Tulle. Mais le vrai problème de la préfecture corrézienne n'en sera pas pour autant réglé. Et cette énorme pierre tombale posée sur une centaine de mètres au-dessus de la rivière n'aura, en réalité, guère plus d'effet qu'un cataclysme sur une jambe de bois.

ALAIN GALAN.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

INCENDIE DIFFICILEMENT MAÎTRISÉ A PORT-CROS

Le péril vint de la mer

Il a fallu huit heures de lutte pied à pied, l'intervention de cinq Canadais, de commandos hélicoptérés et de deux cents hommes armés par bateau, pour venir à bout de l'incendie, qui avait éclaté le lundi 21 juillet, au matin, sur la côte nord de l'île de Port-Cros.

Les six cents hectares du parc national étant presque entièrement couverts de forêts, on pouvait craindre le pire. D'autant plus que le mistral soufflait en rafales atteignant des pointes de 80 kilomètres à l'heure. Finalement, le feu parti du rivage vers 5 h. 30 du matin a été définitivement arrêté vers 13 h. 30 sous les murailles du fort de l'Éminence après avoir parcouru une dizaine d'hectares. Mais 5 hectares seulement de pins et de chênes verts ont été totalement détruits. Trois hommes ont été blessés dont un assez grièvement.

C'est un plaisancier mouillant dans le baie de La Palud qui, involontairement, a mis le feu en tirant une fusée de détresse alors que le vent drouait son voilier vers les rochers. Apercevant la fumée montant du maquis, il alla lui-même, en courant, donner l'alerte au village. A 6 heures, une quinzaine de gendarmes et de gardes du parc minés de motopompes portatives — la zine n'est pas accessible aux véhicules — intervenirent. Puis des hélicoptères Puma amenèrent des renforts de la côte. Mais ce n'est que vers 9 heures, soit trois heures après le déclenchement de l'alerte, que les Canadais apparurent tardifs, leur intervention

a été décisive car en ce point du parc national le terrain est escarpé et la forêt particulièrement dense. Les renforts de sapeurs-pompiers et de gendarmes continuèrent à affluer toute la matinée par bateau. Finalement, onze corps de pompiers du Var sont intervenus sur l'île.

La direction du parc, la mairie d'Hyères et les services de défense contre l'incendie, vont maintenant tirer les leçons de ce qui a failli être une catastrophe. Les responsables du parc demandent, depuis longtemps, que le mouillage des bateaux soit interdit dans la baie de La Palud, bordée d'un sentier botanique et inaccessible aux véhicules.

« LA PROPRIÉTÉ DES EAUX DE BAIGNADE EST DOUTEUSE » estiment les écologistes

Les associations d'écologistes de la Côte d'Azur ne sont nullement convaincues par le bilan satisfaisant publié récemment (le Monde du 4 juillet) par la cellule d'intervention contre la pollution dans les Alpes-Maritimes (CIPALM), service dépendant du ministère de l'environnement et du cadre de vie. Réunies pour la première fois en collectif, elles viennent de tenir une conférence de presse sur une décharge publique située à Saint-Laurent-du-Var, à proximité d'un égout se déversant directement dans le Var. « Près de cent égouts semblables, ont dit les responsables, se déversent directement dans la mer dans le seul département des Alpes-Maritimes. Soixante pour cent des

stations d'épuration prévues ont été construites et la moitié d'entre elles fonctionnent mal. » Selon le docteur Henri Roubaud, conseiller municipal de Nice et président de Nice-écologie, les prélèvements effectués par la CIPALM sont effectués par un personnel qui n'est pas assez qualifié, dans des endroits qui ne sont pas significatifs et donnent lieu à des analyses insuffisantes notamment pour les virus et les métaux lourds. En outre, selon le docteur Roubaud, « les analyses effectuées ne sont pas publiées : ainsi, le 2 juillet dernier, vingt-trois points sur vingt-neuf étaient « mauvais ». Or aucun baigneur n'en a été informé ».

Le matériel dont dispose le personnel du parc s'est révélé insuffisant et vieillot. Le parc manque, en particulier, de pompes légères. Enfin, la transmission de l'alerte a été beaucoup trop lente. Il n'y avait pas de veille sur l'île à cette heure-là et les secours, venus du continent — notamment les Canadais, — ne sont arrivés que trois heures plus tard.

« LA PROPRIÉTÉ DES EAUX DE BAIGNADE EST DOUTEUSE » estiment les écologistes

Je ne vois aucune explication à cette malveillance qui se manifeste périodiquement à l'encontre de ma famille. Elle me conduit à ajouter que je me suis toujours refusé à engager des polémiques à propos de mises en cause personnelles dont j'ai été l'objet bien qu'elles fussent totalement mal fondées.

AFFAIRES

En dépit de l'offensive japonaise Renault et Peugeot n'ont pas besoin de l'aide de l'Etat affirme M. Giraud

Paris. — On ne peut pas adopter des mesures protectionnistes pour enrayer l'invasion automobile japonaise ? Après M. Giovanni Agnelli, le P.D.G. de Fiat, un dirigeant de Ford, M. William Hayden, vice-président chargé de la production en Europe, a déclaré à son tour que les constructeurs européens seraient incapables de résister à la concurrence des japonais « sans l'adoption de restrictions quelconques par la Commission de Bruxelles ».

On sait que tel n'est pas l'avis de cette Commission, ni des autorités britanniques et allemandes. Ce n'est pas l'avis non plus de la France. M. Giraud, ministre de l'Industrie, a répondu, le lundi 21 juillet sur France-Inter, l'idée d'un soutien de l'Etat au secteur automobile : « Je m'en souviens d'interférer avec la direction d'entreprises qui ont su jusqu'ici mieux que quiconque gérer leurs affaires ».

Le ministre estime que la France résiste mieux que les autres pays à la crise. « La régression est très récente, a-t-il précisé, et n'atteint globalement que 2,5 % alors que la production a baissé de 30 % aux Etats-Unis, par exemple ». M. Giraud a encore indiqué que les deux constructeurs français, Renault et Peugeot, étaient « tout à fait de taille ».

Cette relative bonne santé de l'industrie automobile française est reconnue implicitement par le président du groupe A.M.C., M. Gerald Meyer, qui a déclaré dans une interview au New York Times que, sans l'aide financière apportée par Renault, le groupe A.M.C. aurait été en danger.

En raison de la détérioration des ventes d'A.M.C. et devant le refus des banques de lui prêter plus de 90 millions de dollars, Renault s'est présenté en sauveur, avec un crédit de 90 millions de dollars. « C'est le seul moment où nous sommes intervenus », a-t-il déclaré.

En Grande-Bretagne, en revanche, la situation est désastreuse. Le constructeur britannique ne s'arrange guère. La direction de la firme britannique a annoncé que la semaine de travail des six mille employés affectés à la construction de grosses cylindrées, Rover et TR 7, serait réduite à quatre jours jusqu'à la fin de l'année. Selon le bureau d'études Jordan Surveys, la production de voitures particulières sera pour la première fois depuis 1977, inférieure à 1 million d'unités cette année, avec 990 000 véhicules contre 1 070 000 en 1978. Elle avait atteint 1 320 000 en 1972.

Aux Etats-Unis, la commission fédérale du commerce international ne dira que le 10 août prochain si les importations d'automobiles aux Etats-Unis portent préjudice aux constructeurs américains. Le

● Les Charbonnages de France vont prendre une participation de 30 % dans une compagnie américaine propriétaire d'une mine de charbon au Wyoming. La société Frontier Coal, dont le groupe pétrolier français Total détient 50 %, doit commencer à produire du charbon en 1981, et le rythme annuel d'extraction doit atteindre 2 millions de tonnes en 1982. Le charbon destiné à la production d'électricité (charbon vapeur) servira à la consommation locale américaine.

Les pouvoirs publics ont donné le feu vert à la Charbonnages de France (interne) (GDF) pour placer 5,335 millions de dollars (21 millions de francs) dans le capital de Frontier Coal. L'acte a été arrêté du Journal officiel du 30 juillet.

● La réorption progressive de la pauvreté. — Chargé d'établir un rapport définissant les « actions destinées à permettre la réorption progressive des foyers de pauvreté », M. Gabriel Oheix, conseiller d'Etat, a été reçu, le 21 juillet, à l'Élysée. Le président de la République avait, le 18 juin dernier, confié cette tâche à l'ancien député général à l'emploi récemment nommé chargé de mission auprès de M. Daniel Haffel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

M. Oheix va présider un groupe de travail interministériel et devra rendre son rapport au gouvernement en janvier prochain.

l'Astrolabe
menu à 130 F
(service inclus)
et "Grande Carte"
41, rue de la Harpe - 75116 Paris
Tél. 300.85.47
Fermé dimanche et jours fériés
• Salons jusqu'à 20 personnes •
ouvert en août

LA C.E.E. DÉCIDE D'ENQUÊTER SUR LES VENTES AMÉRICAINES DE PRODUITS PÉTROCHIMIQUES

Alors que le Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEPIC), la Commission de Bruxelles vient d'ordonner l'ouverture d'une enquête sur les ventes américaines de styrène, un sous-produit du pétrole largement employé pour la fabrication de matières plastiques, dont l'ampleur menace sérieusement les industries du Vieux Continent. Les ventes américaines d'acétate de vinyle, autre intermédiaire pétrochimique servant à la production d'une matière plastique parente du P.V.C. principalement utilisée pour fabriquer des disques, pourraient, elles aussi, faire prochainement l'objet d'une telle enquête.

Après les fibres synthétiques (polyester, acrylique), dont les Etats-Unis monopolisent la production, la Commission de Bruxelles a donc décidé de s'attaquer aux produits intermédiaires en provenance du Nouveau Monde. Cette invasion ne date pas d'aujourd'hui. S'agissant du styrène, les industriels avaient déjà tiré la sonnette d'alarme au printemps 1978 (« le Monde » du 27 avril 1978). La situation, depuis, n'a fait qu'empirer, et de près de 17 % la part des Etats-Unis sur le marché européen du styrène est passée à 21 % en 1979, et à plus de 25 % ces dernières semaines.

Les Américains, qui disposent de capacités de production, profitent de l'avantage péninsulaire pour faire face à une demande croissante. En attendant leur pression sur un marché européen jusqu'ici désarmé pour leur résister, et passablement handicapé déjà par la consommation mondiale (+ 5,5 %) inférieure d'un point à la production.

Dans cette affaire, les autorités communautaires, qui ont attendu plus de deux ans pour intervenir, ont fait preuve d'une certaine apathie. En attendant, la situation est devenue d'autant plus critique que des dernières semaines les prix des produits pétrochimiques ont pris un tournant à la hausse. En Europe, ils ont augmenté de 76 %, contre 11 % en France, 71 % en Italie et de la baisse du pouvoir d'achat.

DANS LA SIDÉRURGIE

Les groupes européens Estel et Krupp envisagent de se rapprocher

Deux groupes sidérurgiques européens, Estel et Krupp Stahl, envisagent de se rapprocher, ont annoncé, le lundi 20 juillet, leurs présidents respectifs. Il ne s'agit pas d'une fusion, mais d'une coopération d'investissement et de commercialisation de leurs produits. Une commission mixte va entreprendre des études à ce sujet, et devra déposer ses conclusions dans six à huit mois.

Ce rapprochement revêt une importance particulière au moment où la sidérurgie européenne retombe à nouveau dans la crise. Le groupe Estel résulte déjà de rapprochement, en 1972, de la société ouest-allemande Hoesch à

LES POUVOIRS PUBLICS LANCENT UN APPEL D'OFFRES POUR LA CRÉATION D'UNE BANQUE DE DONNÉES MACRO-ÉCONOMIQUES

Les pouvoirs publics souhaitent la création d'une société commerciale capable d'offrir au plan national et sur une grande échelle des informations économiques, des traitements statistiques et divers modèles à ses utilisateurs.

Pour stimuler la création d'une telle banque de données macro-économiques sur l'économie française et internationale, la DIEL (Direction des Industries Electroniques et de l'Informatique) vient de lancer, en coopération avec l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) un appel aux propositions. Celles-ci devront parvenir, avant le 1^{er} novembre prochain, et préciser, notamment, la structure juridique prévue de la banque de données, les relations envisagées avec l'INSEE, les sources complémentaires de données, le mode de mise à jour, les moyens informatiques utilisés, la stratégie et l'implantation commerciale, les comptes d'exploitation prévus pour les quatre premières années ainsi que le volume de l'aide souhaitée et sa répartition dans le temps. La DIEL et l'INSEE sont prêts, en effet, à aider, le projet retenu. De deux façons. D'une part, sous la forme d'une aide financière temporaire. D'autre part, en mettant à la disposition de la société les données, les modèles et le savoir-faire qu'ont déjà acquis les pouvoirs publics dans ce domaine.

ÉTRANGER

L'élargissement de la C.E.E.

(Suite de la première page.)

En fait, les discussions ont sur le dossier agricole ont à peine commencé. Compte tenu de l'ampleur des problèmes — économiques et budgétaires — que soulève l'adhésion de l'Espagne dans des secteurs tels que l'huile d'olive, les fruits et légumes et le vin, elles promettent d'être longues.

En vérité, c'est un débat qui fait partie intégrante de celui, plus vaste encore mais à l'heure actuelle, sur les aménagements à apporter à la politique agricole commune (P.A.C.) et à la réglementation financière de la C.E.E. Comme l'a expliqué M. Giscard d'Estaing, voici quelques semaines, la Communauté, compte tenu des circonstances — problèmes anglais, épuisement des ressources propres, vieillissement de la P.A.C. — doit se réorganiser avant de s'élargir.

La mutation en profondeur à laquelle la Communauté se prépare ne pourra pas se passer d'un dialogue avec les pays candidats à l'adhésion : les Neuf admettent à leur propos que des « approfondissements » pourraient se révéler nécessaires.

En résumé, les Neuf confirment leur volonté d'aller de l'avant dans les négociations d'élargissement. C'est fait aussi pour les chapitres déjà abordés au cours de l'exercice d'identification : les Neuf admettent à leur propos que des « approfondissements » pourraient se révéler nécessaires.

M. Calvo Sotelo, le ministre espagnol des relations extérieures, a déclaré, le 21 juillet, aux Communautés, que les entreprises privées allaient être autorisées à entrer en compétition avec le Post Office (P.O.) dans le domaine de la vente de l'installation et de l'entretien d'équipements téléphoniques. Un projet de loi dans ce sens sera présenté aux Cortes au cours de la prochaine session parlementaire. Toutefois, le P.O. conservera son monopole sur le réseau téléphonique de base, ainsi que sur le réseau d'urgence et le réseau du premier téléphone posé chez un abonné à des fins privées ou professionnelles.

A dire vrai, la nouvelle législation ne fera qu'ouvrir la porte à la concurrence. Le fait accompli : en dépit de contrôles gouvernementaux, la matière téléphonique de fabrication nationale a inondé le marché des dernières années. L'ambiguïté de la loi a sans doute favorisé une telle fraude. Car s'il est légal

Neuf sont d'accord pour accorder une aide financière de « pré-adhésion » au Portugal. Son montant devrait se situer aux alentours de 350 millions d'écus (2 milliards de francs).

Notons, enfin, que les ministres des affaires étrangères des Neuf ont décidé d'adresser une lettre à la Grèce pour déplorer les restrictions aux importations en provenance de la Communauté, récemment introduites par Athènes. Ces restrictions, qui portent notamment sur les pièces de

rechange d'automobile et le whisky, ont déjà eu des effets négatifs sur les ventes des pays membres, et en particulier de l'Italie. Les Neuf, qui n'ont pas été consultés, estiment qu'elles sont particulièrement inappropriées à quelques mois de l'entrée de la Grèce dans le Marché commun et insistent pour qu'elles soient effectivement supprimées, comme cela a été promis par les autorités helléniques, dès le 1^{er} octobre prochain.

PHILIPPE LEMAITRE

EN GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement propose de supprimer le monopole de la vente d'électricité

De notre correspondant

Londres. — Le mouvement pendulaire « nationalisation-dénationalisation », qui régit le destin du secteur public britannique depuis des décennies, au gré de l'alternance politique, vient de subir une légère accélération dans le sens gauche-droite. Non seulement le gouvernement de Mme Thatcher a élargi, comme prévu, la brèche qu'il avait ouverte la semaine dernière dans le monopole de l'administration des postes (« le Monde » du 18 juillet), mais il a annoncé la fin prochaine du monopole d'Etat sur la production d'électricité et la mise en vente de 49 % des actions de la compagnie publique qui contrôle les docks, nationalisés en 1946 par M. Clement Attlee.

Sir Keith Joseph, ministre de l'Industrie et du Commerce, a déclaré, le 21 juillet, aux Communautés, que les entreprises privées allaient être autorisées à entrer en compétition avec le Post Office (P.O.) dans le domaine de la vente de l'installation et de l'entretien d'équipements téléphoniques. Un projet de loi dans ce sens sera présenté aux Cortes au cours de la prochaine session parlementaire. Toutefois, le P.O. conservera son monopole sur le réseau téléphonique de base, ainsi que sur le réseau d'urgence et le réseau du premier téléphone posé chez un abonné à des fins privées ou professionnelles.

A dire vrai, la nouvelle législation ne fera qu'ouvrir la porte à la concurrence. Le fait accompli : en dépit de contrôles gouvernementaux, la matière téléphonique de fabrication nationale a inondé le marché des dernières années. L'ambiguïté de la loi a sans doute favorisé une telle fraude. Car s'il est légal

en Grande-Bretagne d'acheter un téléphone dans un magasin privé, il est, en revanche, illégitime de le brancher.

Les déclarations du ministre de l'Industrie ont été favorablement accueillies par les professionnels, même si les fabricants britanniques craignent un peu que les producteurs étrangers ne profitent de l'absence pour envahir le marché national. A ce sujet, Sir Keith Joseph a précisé qu'il s'opposerait à l'entrée en Grande-Bretagne de matériels en provenance de pays qui ferment leurs frontières aux exportations britanniques ; le ministre a cité le Japon par exemple. L'opposition travailliste, pour sa part, a fermement critiqué le projet gouvernemental, qu'un député a qualifié de « nouvel exemple d'obsession manichéenne du secrétaire d'Etat : liquider des entreprises publiques florissantes ».

Préoccupé par le démantèlement du Post Office, et trompé par l'apparence soignée des déclarations de M. David Howell, ministre de l'Énergie, le Labour n'a pas eu une réaction aussi nette à l'annonce de la suppression prochaine d'un autre monopole d'Etat : celui de la production d'électricité à des fins commerciales.

Aux termes de la présente législation, les entreprises privées ne sont autorisées à produire de l'électricité que pour leur propre usage. Tout excédent de production doit être revendu au C.E.G.B., la régie nationale chargée de la gestion du monopole. A l'heure actuelle, la production privée représente 17 % de la quantité d'électricité utilisée par l'industrie. S'il est adopté par le Parlement, le projet de loi permettra aux entreprises de « se livrer à la production d'électricité en tant qu'activité principale ». Toutefois, il est peu probable que la suppression du monopole suscite un grand nombre d'initiatives privées. — (Interim.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIEUX

Le conseil d'administration de la Compagnie Financière Delmas-Vieux (Société holding du groupe Delmas-Vieux), réuni le 17 juillet 1980 sous la présidence de M. Tristan Vieilleux, a arrêté les comptes de l'exercice 1979-1980 qui, commencé le 1^{er} juillet 1979, s'est terminé le 30 juin 1980.

Le compte d'exploitation fait apparaître un bénéfice de 20 000 798 F, contre 15 112 658,54 F l'an dernier. Au compte de pertes et profits, s'inscrivent diverses plus ou moins-values hors exploitation. De ce fait, le bénéfice net de l'exercice s'établit à 42 481 201,55 F contre 13 568 495,66 F à l'exercice précédent.

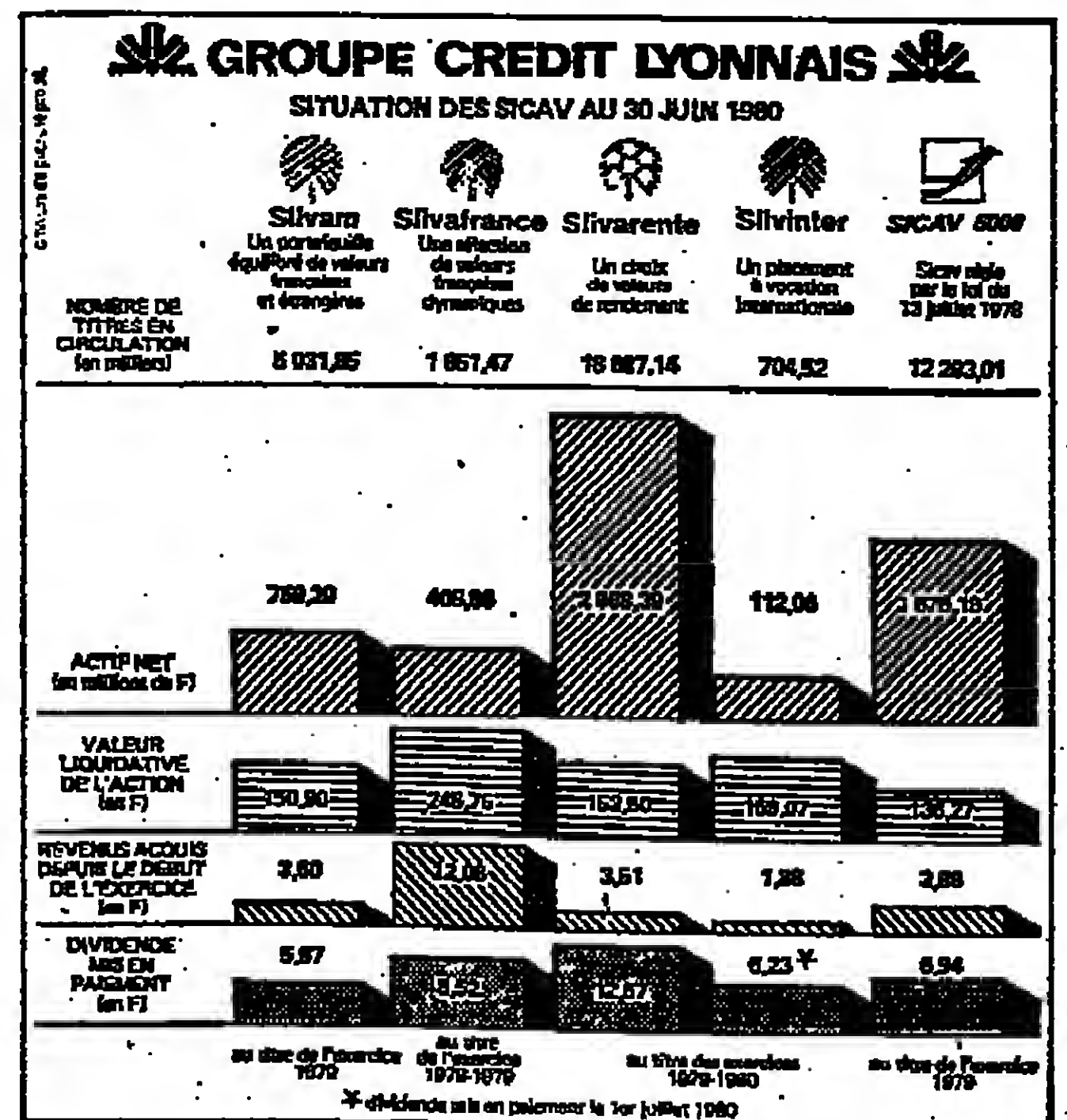
Le conseil proposera à l'assemblée générale, convoquée pour le 10 septembre 1980, de fixer le dividende de l'exercice à 20 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal (impôt déjà

payé au Trésor) de 10 F, donnant un total de 30 F par action, contre 24 F (dont 5 F d'avoir fiscal) au cours de l'exercice précédent.

Le conseil a, d'autre part, décidé de coopter comme administrateur M. Raymond Bouillot en remplacement de son père, M. Michel Bouillot, décédé au cours de cet exercice.

BURROUGHS

Quatre systèmes « S 3810 et S 3910 », pour le traitement des chèques, commandés à Burroughs par la Sédoute. Ces systèmes seront installés à Roubaix.



LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
DM - U.S.	4,018	4,030	+ 100 + 120	+ 175 + 225
DM - CAN.	3,450	3,459	+ 15 + 55	+ 100 + 235
DM - JAP.	1,590	1,539	- 25 0	- 30 0
DM - FR.	2,320	2,320	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - IT.	2,120	2,120	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - ESP.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - BEL.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - AUT.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - SUIS.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - PAYS-BAS	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - DAN.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - GRE.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - TUR.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - BR.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - ARG.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - CH.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - COL.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - CUB.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - ECU.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - HK.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - IND.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - ISR.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - JAM.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - KOR.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - LIB.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - MAR.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - MEX.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - NER.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - NIC.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - PAN.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - PAR.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - PER.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - PR.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - PUR.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - SLO.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - SUR.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - TH.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - TPE.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - TUR.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - VEN.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225
DM - ZIM.	2,150	2,150	+ 50 + 80	+ 175 + 225

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	83/4	9	9	9	1/8	9	9 1/8	8 3/8	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2</
----------	------	---	---	---	-----	---	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	---------

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
21 JUILLET

Afonie persistente

Les deux jours de réflexion offerts à la Bourse de Paris par le dernier week-end n'ont pas porté leurs fruits. Réaument insensible aux bruits venus de l'extérieur, le marché a continué de se laisser emporter, à travers les animaux, à continuer son tour en rond. De ce fait, les cours ont évolué de droite et de gauche, avec un lenteur extrême, toujours dans le même sens, sans que les niveaux précédents. Jusqu'à l'ordinateur de la chambre syndicale qui, sans doute repris par l'un de ses multiples accès de violence, a décidé, à un certain moment, à détruire la machine à information, avant d'efficher en clôture une hausse insignifiante.

de 120 % à tous les échelons la Bourse a donné l'impression d'être gagnée par la paralysie. S'étendant, ce temps-là, Wall Street avait pu se vanter d'avoir Reagan gagnant dans la course à la Maison Blanche, accomplissant des miracles, réalisant des volumes d'affaires. Peut-être même, les chefs de capitaine qui, autrement, n'auraient pu être susceptibles de se placer à la tête de grandes entreprises. En tout cas, l'indifférence de notre place aux performances du marché américain, qui commençait à devenir le lieu des milieux professionnels, d'aucuns affirmaient en plaisantant qu'il était le meilleur marché du monde pour pointer leur nez dehors. Nous faisons, que les opérations de liquidation de la Bourse de New York soient par la réponse des primes ce qui pourrait peut-être la présente apathie du marché.

Sur les indications de Londres, l'or s'est redressé. Le lingot a ainsi regagné 1 800 F à 81 900 F, ce qui met le prix du métal précieux à 630,29 dollars l'once, contre 621,22 dollars. Reprise également du napoléon, qui a valu 735,50 F (après 738 F), contre 729,50 F. Le volume des transactions a fortement diminué : 15,95 millions de francs contre 24,73 millions.

LONDR

Le calme est revenu au London Stock Exchange. Les industrielles varient de façon assez irrégulière mais sans s'éloigner beaucoup de leurs niveaux précédents. Effrètement des pétroles. Les fonds d'Etat font l'objet de prises de bénéfices. Tassement des mines d'or.

Dr (advantage) / (disadvantage) 61/ 58 contre 61/ 57 \$2		
VALEURS	ELOTURE 21/7	COURS 22/7
Beecham	182 ..	163 ...
British Petroleum	362 ..	348 ...
"	362 ..	348 ...
*De Beers	19 1/2	10 1/8
Imperial Chemical	378 ..	376 ...
Rio Tinto Zinc Co.	488 ..	490 ...
Shell	433 ..	428 ...
Vickers	149 ..	148 ...
West. African	23 1/2	3 7/8
*West. British	86 1/4	85 1/4
Western Holdings	78 ..	72 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE DU MIDI — Le bénéfice net pour l'exercice 1979-1980, qui s'élevait à 31 août 1980 à 42 millions de francs, a enregistré de 34 % pour atteindre 130 millions de francs. Il s'agit d'un record pour la Compagnie du Midi d'éléments exceptionnels. Une augmentation sensible du dividende est prévue pour 1980-1981. Les bénéfices sont répartis à 50 % en espèces et 50 % en actions. Une nouvelle distribution d'actions gratuites Plainsud sera effectuée en 1980-1981. La cession de la filiale de la région de Gersuch-Toguesville, filiale de la Compagnie du Midi, a été effectuée. La Compagnie du Midi a obtenu la cession de la société nouvelle résultant du rattachement pour une action anonyme.

CI^e FINANCIERE DELMAS-VILLUREUX — Bénéfice net de l'exercice clos le 30 juin 1980 : 42 millions de francs. Le chiffre d'affaires a augmenté de 12,56 millions un an plus tôt. Le chiffre d'affaires global sera 130 francs contre 115 francs.

VIRAX. — L'exercice 1979 s'est soldé par une perte de 6,04 millions

de francs contre une perte de 1,38 million en 1978.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (on voss)...	21/7	22/7
	219 86	223 16

Taux du marché monétaire

Estado	privada	de 22/7 ...	12 ...	%
1	1	1	1	1
2	2	2	2	2
3	3	3	3	3
4	4	4	4	4
5	5	5	5	5
6	6	6	6	6
7	7	7	7	7
8	8	8	8	8
9	9	9	9	9
10	10	10	10	10
11	11	11	11	11
12	12	12	12	12
13	13	13	13	13
14	14	14	14	14
15	15	15	15	15
16	16	16	16	16
17	17	17	17	17
18	18	18	18	18
19	19	19	19	19
20	20	20	20	20
21	21	21	21	21
22	22	22	22	22
23	23	23	23	23
24	24	24	24	24
25	25	25	25	25
26	26	26	26	26
27	27	27	27	27
28	28	28	28	28
29	29	29	29	29
30	30	30	30	30
31	31	31	31	31
32	32	32	32	32
33	33	33	33	33
34	34	34	34	34
35	35	35	35	35
36	36	36	36	36
37	37	37	37	37
38	38	38	38	38
39	39	39	39	39
40	40	40	40	40
41	41	41	41	41
42	42	42	42	42
43	43	43	43	43
44	44	44	44	44
45	45	45	45	45
46	46	46	46	46
47	47	47	47	47
48	48	48	48	48
49	49	49	49	49
50	50	50	50	50
51	51	51	51	51
52	52	52	52	52
53	53	53	53	53
54	54	54	54	54
55	55	55	55	55
56	56	56	56	56
57	57	57	57	57
58	58	58	58	58
59	59	59	59	59
60	60	60	60	60
61	61	61	61	61
62	62	62	62	62
63	63	63	63	63
64	64	64	64	64
65	65	65	65	65
66	66	66	66	66
67	67	67	67	67
68	68	68	68	68
69	69	69	69	69
70	70	70	70	70
71	71	71	71	71
72	72	72	72	72
73	73	73	73	73
74	74	74	74	74
75	75	75	75	75
76	76	76	76	76
77	77	77	77	77
78	78	78	78	78
79	79	79	79	79
80	80	80	80	80
81	81	81	81	81
82	82	82	82	82
83	83	83	83	83
84	84	84	84	84
85	85	85	85	85
86	86	86	86	86
87	87	87	87	87

NEW-YORK

APPENDIX

Nouvelle hausse modérée

Course New-York rappelle,
Des ventes bénéficiaires et
embrassées ont commencé par y
d'été, du début de l'été.
Le 21 juillet. Puis les investis-
Institutionnels, toujours
ont décidé d'intervenir et
de la baisse. Des achats ont
totalité 4,98 points à ses gains
contants, à \$26,87.

Les actions cotées au
montant 868 ont monté, 577 ont re-
356 sont restées stables.

Les volumes des transactions
étaient de 10 millions de titres
à 43,75 millions d'actions.
Changées contre 59,04 millions.
L'indice de la cote a reculé de
à 11,50 à 11 % — excepté
l'activité par la Bankers Trust et
le Standard Oil Co. de ramener son pi-
ce de 11,50 à 11 % — excepté
évidemment contribué à cette in-
telle hausse des cours.

La Bourse de Hong Kong transpor-
4,43 (+ 2,82), des services publi-
9,47 (+ 0,11).

DATE	CODE	CODE
------	------	------

VALEURS	18/7	21/7
---------	------	------

f.	52	1/2	85
ing	52	7/8	86
ing Manhattan Bank	38	7/8	48
ing Benson	45	1/2	45
ing Kodak	44	1/2	44
ing	57	5/8	57
ing	78	1/2	72
ing Electric	28	3/8	28
ing	56	3/8	56
ing	56	3/8	56
ing Motors	51	5/8	51
ing	15	1/8	15
ing	32	3/8	32
ing	35	3/8	35
ing	26	7/8	26
ing	41	1/8	41
ing	125	5/8	125
ing	27	1/2	27
ing	15	5/8	15
ing Carbide	22	1/2	22
ing Steel	22	1/2	22
ing	25	3/8	25
ing	58	3/4	58

INDICES QUOTIDIENS

INSEK, base 100 : 29 déc. 197

18 July 21
—
1952

leure françaises ..	103,2	10
leure étrangères ..	110,4	12

CLB DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

dice général	106,9	10
--------------------	-------	----

BOURSE DE PARIS - 21 JUILLET - COMPTANT

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% de nom.	% de c.	Cours précéd.	Dernier cours	Cours précéd.	Dernier cours	Cours précéd.	Dernier cours	Cours précéd.	Dernier cours	
..... 30	2 418		S.P.E.	209	216	Locatelli Immo.	354	354	Immoval.	158	161
..... 41	2 350		D.A.P.	588	558	Luz-Expansive	138	138	Cie Lyonn. Immo.	123	135
..... 50	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 51	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 52	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 53	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 54	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 55	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 56	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 57	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 58	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 59	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 60	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 61	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 62	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 63	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 64	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 65	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 66	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 67	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 68	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 69	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 70	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 71	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 72	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 73	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 74	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 75	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 76	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 77	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 78	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 79	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 80	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 81	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 82	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 83	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 84	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 85	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 86	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 87	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 88	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 89	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 90	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 91	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 92	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 93	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 94	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 95	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 96	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 97	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 98	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 99	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2
..... 100	2 212		Alésionn. Roume	334	338	..... 173	173	173	OPAFEC	121	118 1/2

MARCHÉ A TERME

Page 1

ALCAN

ce raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

COMPENSATION					COMPENSATION					COMPENSATION					COMPENSATION					COMPENSATION					
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					
Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	
Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	Précéd. clôture	
2228	4.8 % 1973...	2335	2336	2348	2331	1270	1270	1285	1248	1249	1242	179	179	174	171	173	948	948	948	941	941	295	295	223	223
2242	A.G.E. O. C.	3699	3710	3723	3715	(—) (off.)	(—) (off.)	(—) (off.)	(—) (off.)	(—) (off.)	(—) (off.)	44	44	42	41	43	127	127	128	129	128	183	183	187	185
120	Alcan. 3 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
121	Alcan. 4 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
140	Alcan. 5 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
141	Alcan. 6 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
142	Alcan. 7 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
143	Alcan. 8 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
144	Alcan. 9 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
145	Alcan. 10 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
146	Alcan. 11 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
147	Alcan. 12 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
148	Alcan. 13 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
149	Alcan. 14 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
150	Alcan. 15 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
151	Alcan. 16 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
152	Alcan. 17 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
153	Alcan. 18 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
154	Alcan. 19 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
155	Alcan. 20 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
156	Alcan. 21 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
157	Alcan. 22 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
158	Alcan. 23 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
159	Alcan. 24 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
160	Alcan. 25 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
161	Alcan. 26 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
162	Alcan. 27 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
163	Alcan. 28 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
164	Alcan. 29 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
165	Alcan. 30 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
166	Alcan. 31 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
167	Alcan. 32 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
168	Alcan. 33 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
169	Alcan. 34 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
170	Alcan. 35 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
171	Alcan. 36 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
172	Alcan. 37 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
173	Alcan. 38 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
174	Alcan. 39 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
175	Alcan. 40 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
176	Alcan. 41 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
177	Alcan. 42 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
178	Alcan. 43 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
179	Alcan. 44 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
180	Alcan. 45 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
181	Alcan. 46 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
182	Alcan. 47 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
183	Alcan. 48 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
184	Alcan. 49 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
185	Alcan. 50 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
186	Alcan. 51 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
187	Alcan. 52 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
188	Alcan. 53 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
189	Alcan. 54 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
190	Alcan. 55 %	373	373	373	373	123	123	124	124	124	125	71	71	72	71	73	127	128	129	131	129	183	187	185	
191	Alcan. 56 %	373	373	373	373	123	123																		

COTE DES CHANGES | COTES DES BILLETTS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MAGASIN OFFICIEL		COURS		COURS		MONNAIES ET DEVISES		COURS		COURS	
		21/6	21/7	21/6	21/7	Monnaie	Devise	21/6	21/7	21/6	21/7
Blanc-Unité (50)	4 065	4 884		4 129							
Blanc-Unité (100)	225	222	23	228				9940	1988		
Blanc-Unité (200)	14 616	14 614	3 920	14 461				86100	19398		
Pays-Bas (100)	212 520	212 279	796	212				725 57	735 10		
Pays-Bas (200)	212 520	212 279	796	212				725 57	735 10		
Norvège (100)	34 280	34 280	92 568	34 280				501	501		
Grande-Bretagne (50)	8 818	8 818	3 985	8 818				250 560	250 560		
Grande-Bretagne (100)	8 818	8 818	3 985	8 818				250 560	250 560		
Grande-Bretagne (200)	252 329	252 329	746	252				2484	2583		
Inde (100)	96 828	96 828	31 690	96 828				1479	1465		
Inde (200)	32 767	32 767	81 690	32 767				65	65		
Inde (500)	3 311	3 311	3 311	3 311				3247	3247		
Portugal (100)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (2000000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (5000000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (10000000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (20000000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (50000000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (100000000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (200000000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (500000000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504	501		
Portugal (1000000000000000000000000000000000000)	3 311	3 311	3 311	3 311				504			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ÉNERGIE : « La logique de la nécessité », par Georges Licoeur ; « Le soutien, domaine du consensus », par Alain Bombard et Paul Quilès ; « Un coup d'éclat dans le pétrole », par Jean-Philippe Mangin.

ÉTRANGER

3. EUROPE
— La visite de M. Ceausescu à Paris : la marge d'indépendance de la Roumanie vis-à-vis de l'U.R.S.S. s'est réduite.
4. ASIE
— 4-5. PROCHE-ORIENT
— IRAN : quinze nouvelles exécutions.
6. DIPLOMATIE
— BOLIVIE : l'appel à la reprise du travail se semble pas avoir été entendu.
— Les États-Unis entre le droit et la justice (II), par Alain Clément.

POLITIQUE

7. A propos des dernières élections cantonales : un grief étrange.

SOCIÉTÉ

8. Les travaux du groupe Jean Bernier sur l'écologie.

JUSTICE

10. ÉDUCATION.

SCIENCES ET TECHNIQUES

9. Nouvelles recherches sur le Tibet.
10. MÉDECINE.
— Six mille spécialistes au congrès international à Paris : l'immunologie, la science et la clinique de l'été 2000.

LES J.O. DE MOSCOU

11. La glorieuse fuite d'Amérien.
12. Résultats.

JOURS D'ÉTÉ

15-16. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Gouillebaud ; Méthodologie ; Informations - Services ; Jeux.

CULTURE

13. FESTIVALS : la Murette, de Philippe Fouré ; Arles ; Musiques anciennes à Sérenques ; Animations sur la Côte d'Opale.

RÉGIONS

21. LIMOUSIN : l'indépendance énergétique du pays passe par l'uranisme... et le topogéomètre.

ÉCONOMIE

22. AFFAIRES : les difficultés de l'industrie automobile.

RADIO-TELEVISION (12)

Années classées (17 à 20) ; Carnet (18) ; Journal officiel (19) ; Programmes apocalypses (14) ; Mots croisés (16) ; Bourses (20).

LES J.O. DE MOSCOU

11. La glorieuse fuite d'Amérien.
12. Résultats.

JOURS D'ÉTÉ

15-16. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Gouillebaud ; Méthodologie ; Informations - Services ; Jeux.

CULTURE

13. FESTIVALS : la Murette, de Philippe Fouré ; Arles ; Musiques anciennes à Sérenques ; Animations sur la Côte d'Opale.

RÉGIONS

21. LIMOUSIN : l'indépendance énergétique du pays passe par l'uranisme... et le topogéomètre.

ÉCONOMIE

22. AFFAIRES : les difficultés de l'industrie automobile.

RADIO-TELEVISION (12)

Années classées (17 à 20) ; Carnet (18) ; Journal officiel (19) ; Programmes apocalypses (14) ; Mots croisés (16) ; Bourses (20).

LES J.O. DE MOSCOU

11. La glorieuse fuite d'Amérien.
12. Résultats.

JOURS D'ÉTÉ

15-16. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Gouillebaud ; Méthodologie ; Informations - Services ; Jeux.

CULTURE

13. FESTIVALS : la Murette, de Philippe Fouré ; Arles ; Musiques anciennes à Sérenques ; Animations sur la Côte d'Opale.

RÉGIONS

21. LIMOUSIN : l'indépendance énergétique du pays passe par l'uranisme... et le topogéomètre.

ÉCONOMIE

22. AFFAIRES : les difficultés de l'industrie automobile.

RADIO-TELEVISION (12)

Années classées (17 à 20) ; Carnet (18) ; Journal officiel (19) ; Programmes apocalypses (14) ; Mots croisés (16) ; Bourses (20).

LES J.O. DE MOSCOU

11. La glorieuse fuite d'Amérien.
12. Résultats.

Aux États-Unis

Le déficit budgétaire atteindrait 61 milliards de dollars en 1980

Les dernières prévisions de l'administration américaine, présentées le 21 juillet au Congrès dans le rapport budgétaire de la mi-année, tracent un tableau plutôt sombre de l'économie des États-Unis. La contraction prévisible du produit national brut (P.N.B.) devrait atteindre 3,1 %, alors qu'en mars on envisageait un fléchissement de 0,4 %. La sévérité de la récession entraîne les conséquences prévisibles sur l'emploi et les recettes budgétaires.

Au quatrième trimestre de cette année, le chômage dépassera 8,5 % de la population active (le gouvernement espérait en mars ne pas dépasser les 7,2 %) et ce niveau persistera en 1981. « Cette situation n'est pas tolérable », a affirmé le directeur du budget, M. McIntyre. Le rapport précise, d'ailleurs, qu'il est très vraisemblable qu'une réduction des impôts sera soumise en 1981, mais ajoute qu'il n'est pas approprié d'en proposer une dès maintenant. Les derniers mois d'une session parlementaire, en années électorales, ne constituent pas un moment propice pour des décisions judiciaires et nécessaires relatives à un programme fiscal bien préparé, destiné à améliorer les performances de l'économie.

Il est une autre raison de ne pas considérer une réduction d'impôts, c'est l'important déficit budgétaire qui devrait atteindre 61 milliards de dollars dans l'année courante (contre 36,5 prévus en mars) et 30 milliards de dollars pour l'année fiscale 1981 (qui débute le 1^{er} octobre 1980), alors qu'en mars le président Carter avait envisagé pour 1981 un excédent de 18,5 milliards de dollars.

Selon l'agence Pars

L'ARMÉE IRAKIENNE A ATTAQUÉ DES INSTALLATIONS PÉTROLIÈRES EN IRAN

L'armée irakienne a attaqué les installations pétrolières de la province iranienne de Kermanshah dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 juillet, mettant le feu à un puits qui brûlait toujours mardi matin, a annoncé l'agence irakienne Pars, rapporte l'agence Associated Press dans une dépêche datée de Nicosie, numéro 8 à 50 kilomètres au sud de Gaz-e-Shir, le principal point de passage à la frontière avec l'Irak. Selon Pars, les Irakiens ont pénétré au sud-est du secteur pendant la nuit, endommageant aussi un poste de gendarmerie. Les gendarmes iraniens, appuyés par des gardiens de la révolution, ont riposté.

Au Liban

LE DIRECTEUR DE LA TÉLÉVISION EST ENLEVÉ

Beirut (A.F.P.) — M. Charles Risk, directeur de la télévision libanaise, a été enlevé, mardi 22 juillet, en fin de matinée, à Beyrouth-Est, par des éléments non identifiés. On annonce qu'il a été enlevé, en même temps que son garde du corps.

Cet excédent était, il est vrai, compensé avec une récession « modérée et limitée », une réduction appréciable des dépenses fédérales et l'instauration d'une taxe sur l'essence. Or, cette taxe qui, selon les calculs officiels, devait rapporter une dizaine de milliards de dollars par an a été depuis lors rejetée par le Congrès.

Parallèlement à cette aggravation des déficits budgétaires, l'inflation se maintiendra à des niveaux élevés (12 % cette année et 10 % en 1981). Seul point optimiste de ce rapport, la croissance devrait reprendre l'an prochain un peu plus vivement que prévu (+ 2,6 % contre une estimation de 2,2 % en mars). « Nous ne saurions nous satisfaire des perspectives qui se dessinent pour les mois à venir », a précisé le principal conseiller économique de la Maison Blanche, M. Charles Schultz. Ces prévisions reposent sur des données techniques et sur l'hypothèse d'un maintien de la politique observée jusqu'à présent. Mais cela ne signifie pas que d'ici 1981, il n'y aura pas de changement de politique.

A en croire le New York Times, l'administration prépare une déclaration sur la politique économique à long terme, qui devrait faire l'objet d'un discours du président. Carter dans le mois qui vient (peut-être lors de la convention du parti démocrate à New-York en août). Et il est vraisemblable que l'on repartira bientôt de réductions d'impôt dans les rangs démocrates. M. Ronald Reagan n'a-t-il pas déjà proposé une réduction globale d'impôts de quelque 36 milliards de dollars applicable le 1^{er} janvier prochain ? — (A.F.P.)

En Italie

LE TRIBUNAL DE BARI A DÉCIDÉ LA MISE EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE D'UN ANCIEN NAZI

(De notre correspondant.) Rome. — Le tribunal militaire de Bari a décidé, la semaine dernière, l'application conditionnelle de l'acquittement à Walter Reder, 68 ans, ancien officier allemand, accusé de crimes de guerre. Il avait été condamné à 20 ans de prison en octobre 1951, aux travaux forcés à perpétuité, notamment pour le massacre de mille huit cents personnes les 28 et 29 septembre 1944, à Marenbott, un petit village de la région.

Le tribunal de Bari, jugeant que l'ex-majeur était « repentant », et prenant acte de sa « bonne conduite » au cours de sa détention, a accepté la requête de mise en liberté conditionnelle, mais celle-ci ne pourra être effective que dans cinq ans. Walter Reder ne quittera donc pas immédiatement la pénitencier militaire de Giaré, où il restera en tant que simple prisonnier de guerre.

« Un garde civil a été tué et plusieurs autres personnes ont été blessées dans un attentat à l'explosif commis mardi 22 juillet à Villamediana, dans la province espagnole de la Rioja, à 300 kilomètres au nord de Madrid. — (A.F.P.)

L'AGENCE HAVAS CÈDE AU GROUPE WORMS LA PARTICIPATION QU'ELLE AVAIT ACQUISE DANS PUBLICIS S.A.

L'agence Havas devait publier, mardi 22 juillet, un communiqué annonçant la vente à un groupe d'assurances dépendant du groupe Worms des actions qu'elle détenait dans le capital de Publicis S.A. C'est en mai dernier que l'agence Havas avait fait savoir qu'elle avait acquis par achats en Bourse près de 11 % du capital de Publicis S.A. Ces achats, qui avaient été effectués par le biais de sa filiale S.N.I.F. (Société nationale d'investissement pour la publicité), avaient alors été présentés comme une opération de placement classique. M. Bieusé-Bianchet, P.-D.G. de Publicis S.A., avait vivement réagi et réaffirmé qu'il continuait à contrôler son groupe.

La vente par Havas de ces actions Publicis est de nature à satisfaire M. Bieusé-Bianchet, qui préférait sans doute avoir comme actionnaire une compagnie d'assurances dont le métier est de faire des placements plutôt que son principal concurrent français.

UNE EXPULSION

L'arrêt d'expulsion datait du 26 mai 1978. Mais, lorsque vingt-cinq mois plus tard, le lundi 21 juillet, les gendarmes se sont présentés au domicile de la matelote avec l'autorisation à son domicile, M. Maurice Mégrin, quarante-cinq ans, n'avait toujours pas accepté l'idée d'être dépossédé de sa grande maison de dix-huit pièces. Il avait fait construire, après des années de dur labeur à la tête d'une petite entreprise de réparation, à Montfort-l'Amaury, la maison qu'il avait achetée 900 000 francs, en vendant, toujours d'après lui, le double.

M. Mégrin, armé d'un fusil, s'est barricadé lundi dans sa maison avec sa femme, ses trois filles et ses petits-enfants, et toute la journée a tiré régulièrement des coups de feu en l'air pour empêcher les gendarmes de progresser. Le soir, vers 19 heures, il a consenti à se rendre au groupe d'intervention de la gendarmerie nationale appelé sur place en renfort.

La liquidation de l'entreprise de M. Mégrin, qui est à l'origine de cette affaire, remonte à plusieurs années. Elle est due, d'après lui, à la mauvaise foi de payeurs et à l'acharnement des banques. La maison, avec son vaste jardin, vendue aux enchères 900 000 francs, en vendrait, toujours d'après lui, le double.

BAISSE DU DOLLAR

Le dollar s'est orienté à la baisse en ce début de semaine, s'inscrivant à 4,0325 F à Paris, mardi matin 22 juillet, contre 4,0435 F lundi et 4,05 F à la veille du week-end. A Francfort, il est revenu à 1,7375 DM, contre, respectivement, 1,74 DM et 1,7480 DM.

ELEMENTS EN VRAI BOIS

Avec nos ensembles (en lattes) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, amortisseurs, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, alcôves, Style ou contemporain, toutes essences.

CAPÉLOU

77, av. de la République - PARIS XI
Métro : Parmentier - Parking assuré
DISTRIBUTEUR TEL. 357.48.35

SOLDES

chez Tunmer.

5, place St Augustin Paris 8^e

Tunmer

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

5, place St Augustin Paris 8^e

A LA SORTIE DE L'ÉCOLE NORMALE

Les instituteurs devront dix ans de service à l'État

Les instituteurs et institutrices, qui bénéficient de la nouvelle formation et ont été recrutés depuis la rentrée de 1979, seront liés par un engagement d'une durée de dix ans avec l'État. Un décret signé le 11 juillet, et publié au Journal officiel du 18 juillet, précise qu'ils seront « astreints à rester au service de l'État ou de ses établissements publics à caractère administratif » pendant dix ans « après leur sortie de l'école normale ». Le temps pendant lequel les remplaçants et suppléants ont exercé avant leur admission au concours interne sera décompté de la durée de l'engagement.

Si les instituteurs rompent ce contrat, et « sans motif légitime », ils devront verser au Trésor une « somme fixée par référence au traitement et à l'indemnité de résidence perçus en qualité d'élèves instituteurs (1) ». Cette obligation de rembourser s'appliquera s'ils sont exclus définitivement de l'école normale, s'ils sont licenciés pour « formation professionnelle insuffisante » ou s'ils « se révèlent incapables à l'enseignement ».

Espoirs déçus

Ce texte modifie sur deux points la situation antérieure définie, pour l'essentiel, par le décret organique du 18 janvier 1957. La durée d'activité est élargie et non plus limitée au service « de l'enseignement public ».

Conséquence, en droit sinon en pratique : un instituteur qui, sans avoir démissionné, renoncerait avant le terme des dix ans à enseigner, pourrait négocier une conversion dans une autre administration, sans avoir à craindre un remboursement au Trésor. D'autre part, la modification de l'engagement n'est plus signée à l'entrée à l'école normale, mais au terme de la première année de formation pendant laquelle le futur instituteur est rémunéré. Cette première année devient ainsi une véritable année probatoire, sans risque financier pour l'élève instituteur.

Le décret du 11 juillet marque, en revanche, un recul par rapport aux espoirs nourris par le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-P.E.C.) depuis le début de sa négociation avec le gouvernement sur la revalorisation de la profession d'instituteur. Un accord avait été entenu sur une réduction de l'engagement décennal à sept années, englobant les deux dernières années d'école normale. Le ministère du budget l'a emporté sur celui de l'éducation, et les instituteurs ne seront pas mieux lotis que les autres personnels de la fonction publique. — G. V.

(1) Pendant leurs trois ans de séjour à l'école normale, les élèves instituteurs perçoivent un traitement mensuel net avoisinant 2 900 francs, auquel s'ajoute une indemnité de résidence de 147 à 238 francs par mois lorsque l'élève instituteur ne peut être interne à l'école normale.

Avant l'entrée en fonctions de son successeur

LE GÉNÉRAL MÉRY A ÉTÉ REÇU PAR M. GISCARD D'ESTAING

Reçu, lundi 21 juillet, par le président de la République, le général Guy Méry, auquel le général Claude Vanbremeersch succède au poste de chef d'état-major des armées, a déclaré que la situation de l'armée est bonne et que la cohésion qui y règne et de par la qualité de l'entraînement qui s'y fait, il a rappelé qu'il avait pris position en faveur de la bombe à neutrons, et précisé qu'il était « tout à fait d'accord » avec le chef de l'État qui, lors de sa conférence de presse du 28 juin dernier, venait de déclarer opposé à toute réduction de service national.

Dans un ordre du jour aux armées, le général Méry écrit ce même lundi : « Au cours de ces cinq années, j'ai pu, en toutes circonstances (C.), apprécier votre conscience professionnelle, votre disponibilité, votre sens du devoir et de la discipline. »

Le numéro du « Monde »

daté 22 juillet 1980 a été tiré à 522 756 exemplaires.

Après les opérations du Tchad et du Liban

LE 17^e RÉGIMENT DU GÉNIE PARACHUTISTE EST CITÉ À L'ORDRE DE L'ARMÉE

(De notre envoyé spécial.) Montauban. — Avant de repartir lundi 21 juillet dans la soirée, le prince de Galles à l'état-major du Palais Niel à Toulouse, le général Lemaire, commandant la 11^e division parachutiste, s'est rendu à Montauban, où il a remis au 17^e régiment du génie parachutiste une citation collective à l'ordre de l'armée, décernée par M. Yves Bonjean, ministre de la Défense.

Pendant ses deux dernières années, le 17^e R.G.P., aux ordres du colonel Michel Roquejeoffre, qui vient de passer son commandement au colonel Jean-Marie Ferrand, s'est vu confier plusieurs missions outre-mer. Au Sud-Liban, où une compagnie opère depuis avril 1978 dans le cadre de la Force d'intervention des Nations unies, les sapeurs-parachutistes ont neutralisé plus d'une dizaine de milliers de mines et engins non explosés et ont réalisé de nombreux travaux d'infrastructure au profit des populations.

Au Tchad, où ils ont séjourné de juin 1978 à mai 1980, les sapeurs-parachutistes ont réalisé de déminage et le débouclage de la ville de N'Djamena. Après avoir renforcé le bac qui permet le franchissement du fleuve Chari, ils ont assuré, sous des tirs sporadiques, le ravitaillement de la ville. Ils ont participé à la protection puis à l'évacuation des ressortissants français. Ils ont apporté leur aide à l'antenne médicale chargée des soins aux blessés tchadiens.

Ces diverses actions ont déjà valu aux trois compagnies de combat d'être citées chacune à l'ordre de l'armée. Depuis 1975, plus de cent cinquante croix de la valeur militaire ont été décernées à des hommes ou à des officiers du régiment. — L. F.

« Un avion du type Broussard, de la base aérienne 278 d'Amberley-en-Bugey (Ain), parti pour un vol de liaison, s'est écrasé, lundi 21 juillet, vers 15 heures, peu après le décollage. Ses six occupants ont été tués sur le coup. Les victimes de l'accident, dont la cause n'a pas encore été déterminée, sont le capitaine Bernard Germain et l'adjudant-chef Jean-Claude Carot, tous deux de l'armée de l'air, trois sous-officiers du 4^e Régiment du génie de La Valbonne (Ain), le major Duguenoy, le major Sothier et l'adjudant-chef Buffa, et l'adjudant-chef Ravoyard, chef de la brigade de gendarmerie d'Amberley.

« Les effets sismiques d'un essai nucléaire français ont été enregistrés dans la nuit de samedi 19 au dimanche 20 juillet, par l'institut royal néerlandais de la météorologie. Selon son habitude, le ministère français de la Défense ne confirme ni ne dément l'information.

FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS

ARGENTÉ ET INOX

ORFÈVRES

Service 24 heures d'urgence
Réparations

FRANOR 70 R. AMELOT 75011 PARIS

Tél. 700.87.84 - Fermé le samedi

Catalogue gratuit M sur demande

COPENHAGUE
voyages
exceptionnels
Paris-Copenhague (aller-retour)
avec visite en Suède
10 jours
par train 2.750 F
8 jours
par avion
à partir de 3.350 F
demi-pension - excursions
JUSQU'AU 6 SEPTEMBRE

DSB
CHÈQUES DE PÊCHER
Maison de l'Europe
142, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS
Téléphone 358.20.05
ou à votre agent de voyage
demandez notre brochure

NOM _____
adresse _____
ville _____ (M)

A B C D E F G

déjà les collections
AUTOMNE
Les ventes d'été continuent
PRET A PORTER FEMMES
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation
PRET A PORTER HOMMES
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre
ouvert le lundi après-midi

DIAMANT
Quand la parure devient placement
SOLITAIRES -
0,25 carat blanc extra 4 500 F
0,75 carat blanc extra 16 700 F
1 carat blanc extra 43 000 F
ALLIANCES
0,25 carat 2 940 F
0,50 carat 4 900 F
1 carat 9 500 F

MP
Joaillier-conseil
8, pl. de la Madeleine
86, rue de Rivoli - 138, rue La Fayette
Tél. 260.31.44
Crédit personnalisé sur demande.

Griffolsolde

Griffolsolde

Griffolsolde

Griffolsolde

Griffolsolde

Griffolsolde

ELEMENTS EN VRAI BOIS
Avec nos ensembles (en lattes) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, amortisseurs, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, alcôves, Style ou contemporain, toutes essences.

CAPÉLOU
77, av. de la République - PARIS XI
Métro : Parmentier - Parking assuré
DISTRIBUTEUR TEL. 357.48.35

SOLDES

chez Tunmer.

Tunmer

Tunmer

Tunmer

Tunmer

Tunmer

Tunmer

Tunmer

SOLDES

chez Tunmer.

Tunmer

Tunmer

Tunmer

Tunmer

Tunmer

Tunmer